

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Diminution de la Natalité en France

ET DES MOYENS DE LA COMBATTRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Mars 1909, à 1 heure

PAR

Lionel CHOQUART

Président : M. CHARLES GIDE, professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. SOUCHON, professeur.} \\ \text{PERREAU, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Diminution de la Natalité en France

ET DES MOYENS DE LA COMBATTRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Mars 1909, à 1 heure

PAR

Lionel CHOQUART



Président : M. CHARLES GIDE, *professeur*.

Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*.
PERREAU, *professeur*.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909

Ministère de la Justice en France

ET DES MOYENS DE LA COMPTABILITÉ

Digitized by the Internet Archive
in 2026

Président : M. GARNIER (DDE), professeur
M. SORHON, professeur
PÉREAU, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVÉ

10, rue Racine, 10

1909

PRÉFACE

Cette question pouvait s'étudier de différentes façons. Nous pouvions exposer les tentatives faites, puis examiner ce qui restait à faire pour la résoudre.

Mais nous nous sommes aperçu que rien n'avait été proposé qui pût avoir quelque efficacité. Si l'on mettait sur le plateau d'une balance les tentatives risquées jusqu'ici et sur l'autre plateau les mesures radicales préconisées et réclamées par des économistes bien intentionnés, celui-ci l'emporterait sur le premier.

Il nous semble préférable d'établir la situation et d'en calculer les conséquences, puis de remonter aux causes et d'indiquer les remèdes les plus propres à enrayer le mal. Lorsqu'un médecin se trouve en présence d'un malade, en même temps qu'il établit son diagnostic les conséquences du mauvais état du sujet lui apparaissent ; après qu'elles sont bien déterminées, il cherche les causes puis il combat la maladie en s'attaquant à elles. C'est ce système que nous avons suivi.

Nous avons nécessairement laissé de côté quantité de questions se rattachant de près ou de loin au sujet. Nous avons dû nous limiter aux mesures que nous pensons pouvoir donner un résultat immédiat et tangible. Nous nous sommes souvenu qu'il fallait savoir se borner.

Nous sommes tout particulièrement reconnaissant à M. Jacques Bertillon qui, avec une obligeance et une bonne grâce très grandes, nous a communiqué tous documents et renseignements destinés à corroborer notre thèse. Nous les avons mis à profit comme il convient de données à qui leur précision mathématique apporte une indiscutable autorité.

INTRODUCTION

Le 5 juillet 1900, le Sénat, à la demande de MM. Bernard, Piot et de cent vingt-huit de leurs collègues, invitait « le gouvernement à constituer une commission extra-parlementaire, à l'effet de procéder à une étude d'ensemble sur la question de la dépopulation et de rechercher les moyens les plus pratiques de la combattre ».

Depuis cette époque une commission fut nommée qui se réunit plusieurs fois, mais dont les travaux furent interrompus. A l'heure où nous écrivons ces lignes ils ont été repris, mais suspendus après deux séances.

Nous souhaitons vivement qu'ils soient menés à bonne fin. Plus que jamais cette question de la dépopulation mérite l'attention des pouvoirs publics.

La nécessité de mettre un arrêt à cette effrayante diminution de la natalité s'impose de plus en plus et il suffit de parcourir les comptes rendus des assemblées parlementaires pour s'apercevoir qu'à chaque instant c'est elle qui fait la base des discussions : le

23 décembre dernier, au Sénat, M. d'Estournelles de Constant, dans la discussion du budget de la marine, se demandait pourquoi nous construisions des navires puisque bientôt nous n'aurions plus d'hommes à y mettre ; plus récemment encore l'honorable M. Lannelongue, sénateur, à la séance du 30 janvier 1908, s'écriait : « La France ne fait plus d'enfants », et, le même jour, au Reichstag, le député socialiste Bebel, à propos du vote de l'augmentation de la flotte allemande, disait : « Nos armements ont causé beaucoup de mauvais sang en Angleterre. Contre qui nos augmentations d'armements sur terre et sur mer sont-elles dirigées ? *Ce n'est pas contre la France, elle ne peut plus tenir pied, il lui manque les hommes nécessaires...* »

Tout cela est malheureusement trop vrai. Notre affaiblissement numérique est un fait indéniable et il est incontestable qu'avec lui il entraîne la dépression intellectuelle, économique, politique, coloniale et militaire de la France.

Il nous a paru d'un très haut intérêt de comparer la situation de la France à celle des autres nations au point de vue de la natalité, de rechercher quelles sont les causes et d'indiquer les conséquences de son infériorité, de proposer enfin des mesures pratiques qui pourraient, sinon guérir le mal, en atténuer du moins la gravité.

LA SITUATION DE FAIT

I. — LA FRANCE

A propos de cette question coule sans cesse un torrent de mots ne charriant pas toujours des idées justes et raisonnables. Les uns l'abordent avec une philosophie souriante et superficielle; d'autres ne s'en occupent que pour se féliciter des résultats que chaque année les statistiques nous donnent. Nous nous proposons d'étudier dans un chapitre spécial la thèse criminelle que ces derniers soutiennent au grand jour, la développant dans un organe spécial, favorisés par l'indifférence de ceux qui devraient la combattre.

A la vérité ce n'est pas seulement diminution de natalité qu'il faut dire, mais dépopulation.

Pour l'année 1907, le *Journal officiel* (1) enregistre

1. *J. off.* du 16 juin 1908.

773.969 naissances contre 793.889 décès, soit un déficit de 19.920 naissances.

En 1906, l'excédent des naissances était de 26.651 (806.847 naissances contre 780.196 décès) (1) pour une population totale 39.252.245 habitants.

En remontant à quelques années en arrière, ce phénomène de diminution constante de la natalité va nous apparaître très clairement (2).

En 1897, nous avons 859.107 naissances, soit pour 1.000 hab.	22,4
contre 751.019 décès, par conséquent	— 19,6
Excès de naissances : 108.088	— 2,8
En 1898 : naissances 843.933, soit pour 1000 habitants	21,9
décès 810.073	— 21,1
Excès de naissances 33.860	— 0,8
En 1899 : naissances 847.627	— 21,9
décès 816.233	— 21,3
Excès de naissances 31.394	— 0,6
En 1900 : naissances : 827.297	— 21,4
décès : 853.285	— 22,1
Excès des décès sur	
les naissances : 25.988	— 0,7

Nous nous contenterons de faire remarquer que

1. *J. off.* du 27 nov. 1907.

2. La moyenne obtenue de 1891 à 1900 donne 853.000 naissances contre 829.039 décès, soit un excédent de 23.961 naissances ou sur 1.000 habitants, 22,1 naissances, 21,5 décès donnant un excédent de 0,6 naissances.

pour l'année 1900, le nombre des décès correspond à une mortalité de 22 décès pour 1000 habitants, proportion tout à fait normale, et même sensiblement inférieure à celle des nations qui vivent sous la même latitude que la France !

En 1901 naissances :	857.274, soit pour 1000 habitants	22,0
décès	784.876	— 20,1
Excès des naissances :	72.398	— 1,9

En cette année 1901 le chiffre des décès est sensiblement inférieur à la moyenne tandis que le chiffre des naissances la dépasse très peu.

En 1902 (1) naissances :	845.378, soit pour 1000 habitants	21,7
décès	761.434	— 19,5
Excès des naissances :	83.944	— 2,2

Mais ce résultat n'est pas dû à une augmentation de la natalité. Il provient exclusivement d'une diminution notable de la mortalité ; en 1902 on a enregistré 11.896 naissances et 23.442 décès de moins que l'année précédente :

En 1903 (2) :		
naissances	826.712, soit pour 1000 habitants	21,2
décès	753.606	— 19,3
naissances en sus des		
décès	73.106	— 1,9

1. *J. off.* du 25 oct. 1903.

2. *J. off.* du 29 octobre 1904.

En 1904 (1) :

naissances	818.229	—	21,0
décès	761.203	—	19,5
naissances en sus des			
décès	57.026	—	1,5

En 1905 (2) :

naissances	807.291	—	20,7
décès	770.171	—	19,7
naissances en sus des			
décès	37.120	—	1,0

Ainsi, il suffit de se reporter aux chiffres pour voir la baisse progressive de la natalité et pour remarquer que le petit excédent des naissances sur les décès est dû à une très faible mortalité, à une mortalité dont la moyenne est sensiblement inférieure à celle des autres Etats de l'Europe.

II. — LES AUTRES NATIONS

Tandis que la France voit d'année en année le nombre de ses naissances diminuer, elle assiste à une augmentation de plus en plus rapide des naissances dans tous les pays qui l'entourent. En Allemagne (3)

1. *J. off.* du 16 novembre 1905.

2. *J. off.* du 16 novembre 1906.

3. *Vierteljahrshefte zur Statistick* (1^{er} fascicule de 1906).

l'excès des naissances sur les décès était en 1880 de 578.000 par an. En 1905, il y a eu exactement 1.987.153 naissances et 1.194.314 décès. Ainsi en un an l'Allemagne qui en 1880 s'augmentait de 578.000 individus en gagne maintenant près de 800.000 (exactement, en 1905, 792.839).

En 1816 le territoire allemand actuel comptait 24.833.396 habitants, en 1855, 36.113.644 et, en 1905, 60.605.183.

En 1834 l'excédent des naissances pour 1.000 habitants était de 12,34, actuellement il est de 14,67.

En 1851 les trois royaumes britanniques ne contenaient que 27 millions d'habitants. La France en comptait 35 millions. Aujourd'hui le Royaume-Uni en compte 45 millions et s'accroît par an de 480.000 individus.

A la même époque l'Autriche-Hongrie (territoire actuel) n'avait que 31 millions d'habitants : moins que nous. Aujourd'hui cette monarchie en possède 48 millions sans compter la Bosnie : au total, 50 millions. En 1880, elle s'accroissait de 300.000 habitants, aujourd'hui elle en gagne près de 400.000 par an.

L'Italie, en 1851 (territoire actuel) possédait 24 millions d'habitants. Aujourd'hui elle est à près de 35 millions, elle s'accroît de 350.000 individus par an.

La Russie d'Europe, vers 1885, avait 78 millions d'habitants et s'accroissait de 1 million par an et, en

1901, elle comptait 100.200.000 avec 1.580.000 naissances annuelles en sus des décès.

Le mouvement de la population dans l'Europe Occidentale en 1902 peut se résumer ainsi :

Sur 1.000 habitants :

	France	Europe Occidentale (moins la France)
Mariages.....	7,55	7,8
Naissances	21,7	33,5
Décès.....	19,5	20,9
Excédent des naissances..	2,2	12,6

Le tableau ci-contre indique les mouvements de la population dans les principaux pays d'Europe pour l'année 1905.

Mouvements de Population en 1905 dans les principaux Pays de l'Europe

	NOMBRES ABSOLUS						Sur 1.000 habitants combien de		
	Population calculée	Mariages	Naissances (mort-nés non compris)	Décès (mort-nés non compris)	Excès des naissances sur les décès	Ma- ria- ges	Naissances	Décès	Naissances en sus des décès
Iles-Britanniques . . .	43.221.145	315.063	1.163.506	669.628	493.878	7,3	26,9	15,5	11,4
Angleterre et Galles. . .	34.152.977	260.742	929.293	520.031	409.262	7,6	27,2	15,2	12,0
Ecosse	4.676.603	31.243	131.381	74.526	56.855	6,7	28,1	15,9	12,2
Irlande	4.391.565	23.078	102.832	75.071	27.761	5,2	23,4	17,1	6,3
Danemark	2.574.000	18.386	73.082	38.562	34.520	7,1	28,4	15,0	13,4
Norvège (rés. provis.).	2.285.700	13.200	62.700	33.800	28.900	5,8	27,4	14,8	12,6
Suède.	5.277.848	30.800	135.400	82.400	53.000	5,8	25,7	15,6	10,1
Autriche (rés. provis.).	27.250.000	213.032	921.684	684.606	237.078	7,8	33,8	25,1	8,7
Hongrie (et Croatie-Slavonie).	20.185.201	170.560	720.532	560.921	159.611	8,4	35,7	27,8	7,9
Suisse	3.454.754	27.269	94.653	61.800	32.853	7,6	27,4	17,9	9,5
Empire Allemand . . .	60.605.000	485.906	1.987.153	1.194.314	792.839	8,0	32,8	19,7	13,1
Prusse	37.058.259	299.988	1.241.620	726.679	514.941	8,1	33,5	19,6	13,9
Pays-Bas	5.550.690	40.359	170.765	85.016	85.749	7,3	30,8	15,3	15,5
Belgique	7.120.500	56.679	187.437	118.343	69.094	8,0	26,3	16,6	9,7
France	39.240.000	302.623	807.291	770.171	37.120	7,7	20,6	19,6	1,0
Espagne (rés. provis.).	18.485.000	136.947	669.765	491.372	178.393	7,2	35,3	25,9	9,4
Italie	33.603.595	255.871	1.084.436	730.367	354.069	7,6	32,3	21,7	10,6
Roumanie	6.480.300	51.191	247.959	159.932	88.027	7,9	38,6	25,0	13,6
TOTAUX.	275.833.733	2.117.886	8.326.363	5.681.232	2.645.131	7,7	30,2	20,6	9,6
Serbie	2.688.747	26.608	100.242	65.276	34.966	9,9	37,3	24,4	12,9

Ce tableau se résume par les chiffres suivants :

Sur 1.000 habitants, en 1905, nous avons :

	France	Europe Occidentale (moins la France)	Diff.
Mariages	7,7	7,7	0
Naissances vivantes	20,6	31,8	11,2
Décès	19,6	20,8	1,2
Naissances en excès des décès..	1,0	11,0	10,0

Nous avons exactement autant de mariages que le reste de l'Europe, presque autant de décès et incomparablement moins de naissances.

Tous ces chiffres montrent clairement dans quelle situation se trouve la France ; la population reste stationnaire. Tous les peuples grandissent. Pour ne pas remonter plus loin : en 1904 il y avait 36 départements dans lesquels le nombre des décès l'emportait sur celui des naissances ; on en comptait 44 en 1905, on en compte 51 en 1906.

Actuellement, en moyenne, 1 mariage produit en France tout près de 3 naissances, exactement 2,7. En Angleterre chaque ménage a exactement un enfant de plus (3,7) et en Allemagne un peu davantage encore. Donc il suffirait d'un enfant de plus par ménage pour mettre la France dans une situation normale. Un enfant de plus par ménage et le président Roosevelt ne pourrait plus parler du « suicide de la race française » et les Anglais ne pourraient plus dire que la France est la *dying nation*, la nation qui se meurt.

III. — LES CONSÉQUENCES

C'est la vie même de la nation qui est en jeu avec toutes ses manifestations intellectuelles avec toute sa puissance économique, avec toute sa puissance militaire. Le faible développement de la natalité française atteint directement la grandeur intellectuelle de la France, qu'il s'agisse d'art, de lettres, ou de sciences. N'est-il pas évident que le nombre des hommes de talent et de génie est proportionnel au nombre des habitants d'un pays, quand les conditions ethniques et éthiques sont très voisines. Et comme la grandeur morale d'un pays dépend des grands hommes qu'il produit, plus un pays compte de nombreux habitants, plus il a de chances de posséder des hommes de talent ou de génie.

Et en passant à un autre point de vue nous faisons maintenant cette constatation que le français qui était la langue officielle jadis est aujourd'hui parlé par 60 millions d'individus à peine, dépassé de beaucoup par l'anglais et l'allemand et, comme l'a si justement fait observer M. le sénateur Piot : « imposer sa langue, c'est imposer ses mœurs ».

Au point de vue économique

La richesse de notre pays est compromise par

l'état stationnaire de notre population. La plus grande force d'expansion, en dehors des méthodes d'enseignement commercial, n'est-elle pas dans la propagande exercée sur place, soit par les résidents, soit par les voyageurs des nations avec lesquelles nous luttons. Le 21 janvier 1907, M. le ministre du Commerce et de l'Industrie, qui présidait la séance du Comité du Commerce extérieur, s'est plaint « que les maisons françaises fussent représentées à l'étranger par des étrangers et non par des Français ».

A la même séance, M. Jules Jacob, membre de ce Comité, dans un rapport très documenté, a montré que l'accroissement de la population d'un pays est le facteur le plus important de son développement économique et commercial et que sous ce rapport l'exception que forme la nation française parmi tous les autres peuples européens la met, vis-à-vis de ces derniers, dans un état d'infériorité qui ne peut que s'accroître en très peu de temps. On verra plus loin le tableau comparatif des importations et exportations des diverses nations de l'Europe de 1871 à 1904 avec le nombre des naissances en sus des décès pendant la période correspondante (1).

D'une étude attentive de ce tableau en ce qui concerne la France nous dégageons ces quelques observations. La population qui était de 36.102.000 habi-

1. Voir le tableau aux annexes.

tants en 1875 est passée à 38.595.000 en 1904, soit une augmentation de 7 o/o. Pendant la même période, le mouvement total de ses échanges de 7.150 millions de francs en 1875 a atteint, en 1904, 8.900 millions, soit une augmentation de 22 o/o.

L'augmentation pendant cette période de trente ans n'a pas suivi une progression régulière et il se trouve que les périodes de ralentissement ou même de diminution d'affaires sont précisément celles pendant lesquelles la natalité a été la plus faible. On peut voir dans le tableau que, pendant la période 1891-1895, où fut enregistré un excédent de 289 décès, le chiffre d'affaire fut de 7.419.700.000 francs alors que pendant l'exercice précédent il était de 7.700.250.000 francs.

Si nous passons à l'Allemagne, nous voyons que son chiffre d'affaires s'est élevé de 7.382.687.500 francs à 13.641.878.500 francs, soit une progression de 81 o/o.

Pendant ce même temps, la France ne progressait que de 22 o/o.

Quant à la population, elle est passée de 40.818.000 habitants en 1875 à 56.356.000 en 1904 soit 38 o/o d'augmentation (dans la période 1896-1900 la France gagnait 50.000 individus en moyenne, l'Allemagne en gagnait 800 000).

Le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, qui avait en 1875 31.884.000 habitants, en a

41.450.000 en 1904 ; son chiffre d'affaires est passé de 16.447.250.000 francs à 22 milliards ; la population s'est accrue de 30 o/o, ses échanges de 36 o/o.

L'Italie présente en 1901 un chiffre d'affaires de 2.793.300.000 francs pour une population de 32.500.000 habitants ; elle n'en avait que 26.800.000 en 1871 avec 2.250.000.000 francs d'affaires ; la population augmente de 21 o/o, le chiffre d'affaires de 23 o/o.

Le tableau nous montre encore les autres nations de l'Europe, il sera facile de s'y reporter.

Quant au mouvement commercial de nos principales colonies les statistiques sont incomplètes. Nous remarquons simplement que l'Algérie seule a un commerce avec la France beaucoup plus important qu'avec l'étranger ; cela tient à la proximité de la métropole, à la fertilité du sol et aussi certainement à la longue suite des efforts accomplis ; mais le chiffre des étrangers y est considérable ; en 1901 il s'élevait à 219.593 contre 364.257 Français et dans une étude très approfondie (1) M. Demontes, professeur au lycée d'Alger, écrit que « les femmes étrangères l'emportent par leur nombre sur les femmes françaises, elles sont supérieures certainement par leur maternité et leurs descendants formeront dans l'avenir la majeure partie du peuple algérien ».

Tels sont les chiffres, tels sont les faits, ils prouvent

1. *Le peuple algérien*, 1906.

surabondamment comment est liée étroitement l'activité économique d'un pays à la progression de sa natalité.

Augmentation du nombre des étrangers

Et non seulement la population française ne peut se répandre au dehors, mais elle ne peut même pas défendre son territoire contre la poussée des populations voisines. Le nombre des étrangers fixés en France augmente rapidement : en 1880 ils étaient 500.000, vingt ans après ils sont plus de 1.200.000 ; ils viennent en France non pas pour dépenser de l'argent, mais pour en gagner ; les jeunes Français sachant bien travailler ne sont pas assez nombreux pour répondre à l'appel du travail, l'industrie et l'agriculture sont donc forcées d'accueillir des travailleurs de l'étranger. Ils prennent la place des nés. S'il n'en était pas ainsi, il faudrait peut-être fermer une partie de nos usines, mais nous attirons l'étranger, le rival, l'ennemi. Près de Nancy se trouve une usine dont le propriétaire est Allemand, officier de la landwehr, Allemand le contremaître, également officier de la landwehr ; Allemands tous les ouvriers et tous soldats allemands. Lorsque la landwehr est convoquée, l'usine est fermée, et est gardée par la gendarmerie française.

Une autre conséquence est le manque de bras dans les campagnes, dont l'agriculture souffre tant aujourd'hui. Aussi chaque année nos départements du Nord, du Centre et du Midi sont envahis par une foule d'ouvriers étrangers sans le concours desquels certaines cultures deviendraient impossibles. Dans l'arrondissement de Meaux, il a été recensé plus de 4.000 étrangers employés annuellement à titre temporaire ; dans l'arrondissement de Melun les Belges et les Suisses sont au nombre de 2.500 dont 1.200 sédentaires et 1.300 séjournant six mois de l'année (1).

Et que ne peut-on pas trouver encore ? A quoi tiennent les causes de l'affaiblissement de nos plus values d'impôt ? La principale « c'est que la population française est arrivée à l'état absolument stationnaire d'où il résulte que le produit de nos impôts ne peut croître spontanément avec la même rigueur qu'en Angleterre et qu'en Allemagne par exemple où la population, c'est-à-dire le nombre des producteurs et des consommateurs, a augmenté de 700.000 à 800.000 âmes par an ; les plus-values ne peuvent se mainte-

1. *Journal de l'Agriculture* des 21 et 28 janvier 1905. A l'occasion d'une proposition de loi tendant à frapper d'un droit les patrons employant les ouvriers étrangers, une enquête fut faite. Sur 151 communes de l'arrondissement de Meaux 116 ont répondu que pour la culture intensive on ne pouvait se passer du concours des ouvriers étrangers. Ces derniers représentent 63 o/o de la totalité de la main-d'œuvre.

nir au même taux que sous le second Empire ou dans la période 1871 à 1880, quand la population s'élevait encore chez nous d'une centaine de mille âmes par année » (1).

Pourquoi parle-t-on de la mévente des vins ? Pourquoi il y a quelques années gémissait-on de la mévente des blés ? Nous nous permettons de répondre en citant le remarquable article que publiait il y a quelques années (*Emancipation* de Nîmes, 15 oct. 1900) M. Charles Gide : « La mévente est forcée dans un pays quand la consommation ne peut plus s'accroître : Or comment pourrait-elle s'accroître dans un pays comme la France où la population est stationnaire ? Comment un pays qui ne fait plus d'enfants, c'est-à-dire plus de consommateurs, peut-il s'étonner de ne plus trouver de débouchés à ses produits ? Ah ! certes on n'entendrait pas parler de la mévente des vins si la France avait gagné depuis trente ans comme l'a fait l'Allemagne seize millions d'habitants de plus : même dans une année comme celle-ci, il n'y aurait pas trop de vins pour tous ! Mais il y a trop de vins et trop de blé, et trop de tout, là où il n'y a pas assez d'hommes.

« Prêcher aux agriculteurs, aux industriels et aux commerçants de s'évertuer à produire davantage,

1. Paul Leroy-Beaulieu. *Economiste français* du 29 mars 1902, p. 410.

les stimuler par l'exemple des producteurs anglais, allemands et américains, c'est se ménager les mêmes déceptions qu'un enfant qui, ne s'apercevant pas qu'il est arrivé au terme de sa croissance, continuerait à commander à son tailleur chaque année des habits plus grands et des pantalons plus longs. Il faut que chacun mesure ses vêtements à sa taille et son verre à la capacité de son gosier, et si fâcheuse qu'apparaisse une telle perspective, la France n'évitera pour l'avenir la surproduction et la mévente que du jour où la marche de sa production se réglera sur le mouvement de sa population, c'est-à-dire sera au cran d'arrêt. »

Au point de vue militaire

Et la dernière conséquence, la plus humiliante pour tous ceux qui aiment ce pays qui porte sur son flanc une déchirure sanglante et que trente années n'ont pas cicatrisée, qui craignent de voir arriver bientôt le jour où la France trop faible ne pourra plus tenir son épée ! De continuels cris d'alarme sont poussés. Depuis longtemps déjà le danger est apparu.

En 1899, à la Chambre des députés dans la séance du 8 mars, en réponse à un discours de M. Aimond sur l'infériorité de notre effectif militaire relativement

à l'effectif allemand, l'honorable M. de Freycinet, dont on sait le patriotisme éclairé, disait : « Le chiffre auquel nous sommes arrivés est formidable. Le chiffre de 557.000 hommes — 661.000 avec les cadres des écoles — est énorme. Malheureusement, il est encore inférieur à ce que possède une puissance voisine ; mais je crois qu'il faut nous résigner à ne pas atteindre toujours les forces de la puissance à laquelle je fais allusion. Elle a sur nous une supériorité que nous ne pouvons pas lui enlever : celle de la population. Et je considérerais comme une véritable folie cette espèce de steeple-chase qui consisterait avec une population représentée par 2 à atteindre les effectifs que peut réunir une population représentée par 3... »

Ce que ni M. Aimond ni de M. Freycinet n'ont dit, c'est que les différences d'effectif seront de plus en plus grandes à notre détriment parce que la population allemande se développe et la nôtre ne se développe pas (1) c'est qu'il y a trente ans la population allemande d'âge militaire était représentée comme

1. En 1887 date de naissance des conscrits qui ont formé la classe de 1907 appelés sous les drapeaux en octobre dernier, le nombre des naissances masculines, non compris les mort-nés, s'élevait à 459,184. L'année suivante qui vous donne le contingent de la classe actuellement en formation de nombre n'est plus que de 415,386, soit une diminution de 7,798 unités, chiffre qui aura sa répercussion sur le chiffre total du contingent de cette année.

Toutefois, il faut tenir compte des omis.

la nôtre par 2 et qu'avant une douzaine d'années cette population sera représentée par 4 !

C'est qu'actuellement pour ne pas avoir un effectif sensiblement inférieur à l'effectif de la nation voisine nous incorporons des jeunes gens faibles que la tuberculose enlève rapidement au régiment, alors que les conseils de revision allemands peuvent faire leur choix, ne prendre qu'un conscrit sur deux et ne retenir par conséquent que des hommes forts et valides (1).

Et dans quelques années l'armée allemande sera le double de la nôtre et composée d'hommes plus robustes.

Les Allemands le savent, et ils le disent : « Les Français perdent tous les jours une bataille », disait le maréchal de Moltke, et ils l'impriment. Le docteur allemand Rommel dans un livre intitulé le « *Pays de la Revanche* » écrit : « La politique des races est impitoyable. Le moment approche où les cinq fils pauvres de la famille allemande, alléchés par les ressources et la fertilité de la France, viendront facilement à bout du fils unique de la famille française.

« Quand une nation grossissante en coudoie une plus clairsemée, qui par suite forme centre de dépression, il se forme un courant d'air vulgairement appelé invasion, phénomène pendant lequel la loi et la morale sont mises provisoirement de côté. »

1. Sénat. Séance du 25 novembre 1902.

LES CAUSES

Il est donc évident que la situation de la France n'est plus actuellement la même que celle qu'elle occupait autrefois.

Nous savons qu'il ne faut accueillir qu'avec de grandes réserves les chiffres donnés par les statisticiens relativement à la population d'un pays au ^{xvii}^e siècle.

Cependant il est admis, en général, que la France à cette époque avait au regard des autres puissances la situation suivante :

La France avec 20 millions d'habitants.

La Grande-Bretagne et l'Irlande avec 10 millions.

L'Empire d'Allemagne avec 19 millions, soit environ au total 50 millions.

La France, à elle seule comptait donc 40 o/o de la population des grandes puissances européennes.

En 1789, la situation est modifiée déjà :

La France a 26 millions d'habitants.

La Grande-Bretagne et l'Irlande 12 millions.

La Russie 25 millions.

L'Empire d'Allemagne 28 millions.

En tout 96 millions dans lesquels la France figure pour les 27/100.

Et en 1900 la France a 38.500.000.

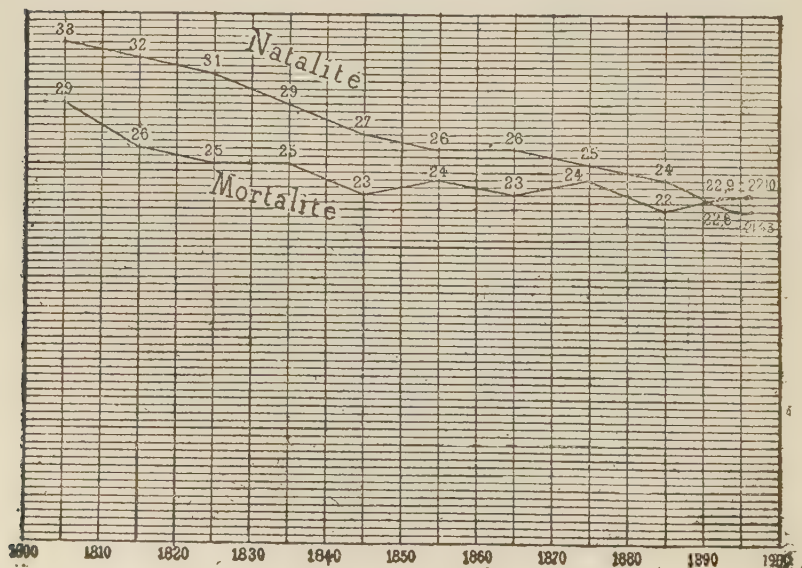
La Grande-Bretagne et l'Irlande 41 millions.

L'Allemagne 56 millions.

La Russie d'Europe 112 millions.

Nous ne parlons pas des nations qui se sont développées depuis un siècle.

Sans doute cet effacement peut tenir pour partie à des causes politiques, mais il suffit de se reporter à tous les chiffres qui précèdent pour voir que la principale cause de notre affaiblissement relatif est la faiblesse de notre natalité ; natalité qui diminue sans cesse depuis un siècle ainsi que le prouve le graphique suivant (V. Statistique Commission extra-parlementaire de dépopulation).



Comme on l'a vu par la comparaison des chiffres : ce résultat est spécial à la France. Comment l'expliquer ? Comment expliquer cette fatalité qui pèse sur la race française ? Qui atteint même les provinces belges de langue française, car ainsi que l'indique le tableau suivant, la natalité des provinces wallonnes est beaucoup plus faible que celle des provinces flamandes et elle diminue beaucoup plus vite.

	Sur 1.000 habitants	
	Naissances	
	1876-1880	1896-1900
Provinces Flamandes :		
Flandre Occidentale.....	32,6	34,4
Anvers	37,1	34,1
Flandre Orientale.....	32,2	33,1
Limbourg.....	32,0	32,0
Provinces Wallonnes :		
Liège	31,9	25,7
Luxembourg	28,5	24,7
Hainaut.....	28,8	23,7
Namur.....	27,6	23,5

On voit donc par ce tableau que ce phénomène de baisse de natalité est propre à la race française et à elle seule. Les tableaux précédents nous ont montré les autres races latines : l'Italie avec en moyenne un excédent de 365.000 naissances et l'Espagne avec un excédent moyen de 180.000 naissances annuelles.

On chercherait en vain dans l'histoire de la France depuis dix siècles semblable phénomène, s'il est sur-

venu jadis des périodes de dépopulation c'était à la suite de guerres, de la peste ou bien, comme cela s'est passé en l'an 1000, la certitude dans laquelle on était entretenu de la fin du monde, provoquait une inertie générale dans toutes les branches de l'activité humaine. Mais ces dépressions n'étaient que momentanées et la population reprenait sa vie intense encouragée surtout par l'influence de l'Eglise.

Le « Croissez et multipliez » de l'Evangile a porté et les familles sont nombreuses ; les sentiments religieux sont profondément enracinés dans l'âme populaire, ils interdisent aux familles de limiter le nombre de leurs enfants (1).

La papauté prend des mesures : en 1215 à la suite d'un décret du concile de Latran le pape Innocent III autorise le mariage à partir du quatrième degré.

Au milieu du xiv^e siècle on constate dans l'évêché de Grenoble un accroissement très sensible de la

1. Bien plus, c'est une véritable disgrâce que la stérilité ; qu'on songe à la fille de Jephté. Le *Psalmiste* rend grâce au Seigneur lorsqu'il remplace tes tristesses d'une maison sans enfants par les joyeuses fiertés de la maternité : *Qui habitare facit sterilem in domo matrem filiorum lætantem*. Et sans remonter au déluge ni même aux Prophètes on voit qu'une abondante postérité est considérée, malgré tous les soucis qu'elle amène, comme une des conditions nécessaires du bonheur terrestre. Perroult dans ses contes n'a-t-il pas ce qu'on pourrait appeler une clause de style : « Ils vécurent heureux et eurent beaucoup d'enfants. »

population : l'évêque Isarn après avoir expulsé les Sarrazins attire les gens de tout rang et leur donne des châteaux et des terres. Son exemple est suivi un peu partout sur le territoire. A l'heure actuelle on constate qu'en général les familles pieuses sont nombreuses. Les peuples où les convictions religieuses sont profondément enracinées s'accroissent rapidement ; en Russie les juifs doublent leur population en trente ans, les Russes en quatre-vingt-dix ans.

Cependant on a objecté qu'il ne faudrait pas faire de l'affaiblissement du sentiment religieux une cause absolue de la diminution de la natalité : « le faubourg Saint-Germain quoique fort pieux présente une natalité bien inférieure à celle de Ménilmontant où le tiers des enterrements est civil.

En Belgique la natalité diminue malgré le progrès des convictions religieuses, malgré que ce pays se soit donné, il y a dix ans, et ait gardé un gouvernement exclusivement catholique. »

Permettons-nous de faire observer qu'ici cette objection ne porte pas. On sait que le christianisme professe que le souffle de vie dans une forme humaine suffit, en dehors même de toute pensée, de toute volition expresse, à devenir le support d'une vie mystérieuse, infiniment supérieure à la vie de la pensée consciente et même de la vie morale puisqu'elle est la vie divine elle-même.

Cette conviction, élémentaire dans les mères vrai-

ment chrétiennes, a dû sauvegarder des millions d'existences humaines. Elle disparue, on conçoit que pour la jeune fille la perspective du déshonneur, et pour la femme mariée la vision du sacrifice à s'imposer contribue à la suppression des êtres appelés normalement à vivre.

Là où le sentiment religieux est factice et de pure convenance, il est de nul effet : tel est le faubourg Saint-Germain et le monde des catholiques de commande, mais s'il imprègne des âmes simples, loyales et saines, tels les Bretons et les Canadiens il prépare heureusement à l'acte conjugal et il en rend les conséquences intangibles et inviolables.

C'est une erreur de considérer partout le sentiment religieux comme une force identique à elle-même.

L'aristocrate est religieux par dilettantisme ou par instinct d'imitation. Dans le monde auquel il appartient, il est de mode d'avoir de la religion, de s'entourer de pratiques religieuses comme d'une parure conventionnelle. C'est ainsi, mais à rebours, que l'ouvrier de Ménilmontant professe la libre-pensée. Le milieu où s'écoule sa vie la lui impose ; il s'en affuble parce que c'est bien porté.

Mais l'aristocrate ne soumet pas intégralement sa vie intime aux principes essentiels de sa religion puisqu'il refuse d'obéir au commandement qui précède et domine tous les autres : *Crescite et multi-*

plicamini, puisqu'il pratique couramment ce que l'Eglise défend comme un péché, la fraude conjugale.

Sans le savoir, il reste à l'ouvrier de Ménilmontant un fonds de docilité aux lois naturelles qui le fait manquer de logique. S'il tirait les conséquences suggérées par ses doctrines, il pratiquerait les méthodes qui font les mariages stériles.

Il faudrait donc, pour être impartial, examiner les sentiments religieux non pas chez ceux qui n'en ont que le pastiche, mais chez ceux qui en font l'essentiel de leur vie, qui s'en inspirent en toutes circonstances et qui, habituellement et jusque dans leurs relations conjugales, entendent se soumettre à la loi de Dieu en ne faisant rien de ce qu'elle défend, qui le regrettent comme une faute si cela leur arrive, s'abandonnent à la Providence dans l'acte de la procréation et au lieu de compter sur le dieu Etat pour assurer l'avenir d'un rejeton unique regardent leurs bras solides pour préparer le nécessaire à tous ceux qu'ils engendrent. Pour l'homme vraiment religieux, « le devoir conjugal est vraiment un devoir qui, par sa gravité, domine tous les autres intérêts » (1).

Tel est le paysan dans les contrées restées religieuses. Tel il était jadis quand les plus grosses villes de

1, Voir Saint-Paul, Epître aux Corinthiens, VII, 5.

France n'atteignaient que rarement le chiffre de 50.000 habitants et que chaque village comptait un tiers de plus d'habitants qu'aujourd'hui. Tel est aussi le modeste employé, le fonctionnaire, s'il subit pratiquement l'influence de ses convictions religieuses, il est prolifique ().

Nous pensons qu'il est préférable de laisser à part la question de l'influence des sentiments religieux ; nous croyons avoir montré que l'objection était tirée d'une statistique isolée et mal interprétée.

1. Dans un petit village de la Marne, l'instituteur a eu treize enfants dont un seul est mort. Il n'avait que son traitement. Il ne s'est jamais plaint. Deux sont prêtres, deux sont instituteurs. Les autres se feront une place au soleil. Le père est catholique pratiquant.

L'ALCOOLISME

On s'est demandé si l'alcoolisme pouvait exercer une influence quelconque sur la natalité. Nous ne le croyons pas ; tout au moins nous pouvons affirmer qu'il a une grande influence sur la valeur physique des descendants d'alcooliques. Dans une statistique publiée il y a quelques années le Dr Legrain a étudié 215 familles d'alcooliques pendant 45 générations. Il a trouvé sur 819 descendants :

- 37 naissances avant terme
- 16 morts-nés
- 12 mortalités précoces
- 38 cas de débilité physique
- 55 cas de tuberculose
- 145 cas d'aliénation mentale.

Ainsi sur 819 descendants, à peine les deux tiers sont des enfants sains et vigoureux.

A côté de l'alcoolisme, rentrant dans la catégorie des causes d'où peut résulter un affaiblissement de la race est le travail des femmes.

L'alcoolisme et les conditions défavorables dans lesquelles travaillent les femmes ont une influence énorme non seulement sur la vigueur et la robustesse des enfants mais encore sur la morti-natalité ainsi que l'ont montré dans leurs rapports à l'Académie de Médecine, le 31 mars 1907, MM. les professeurs Pinard et Fournier. L'alcoolisme des parents (la syphilis, ajoute le professeur Fournier) jouent un rôle néfaste et il faut convenir que ces deux grands fléaux de la natalité française ne semblent guère en voie de décroissance. M. Pinard, parlant du travail des femmes et de l'hygiène à suivre, attache une grande importance à ce qu'il a appelé la « puériculture intra-utérine », aux soins à donner à l'enfant avant sa naissance. « Un tiers des enfants, dit-il, vient au monde sans avoir eu une première période d'existence véritablement normale. »

A côté de l'alcoolisme et des maladies contagieuses dont parle M. le professeur Fournier, il convient de placer une cause qui les produit toutes deux ; un état dont la société telle qu'elle est constituée a besoin, dont chaque nation ne peut se passer si elle veut garder son indépendance, nous voulons parler de la situation créée aux jeunes gens par l'institution des armées permanentes avec le service militaire obligatoire pour tous.

« En outre des faveurs indirectes de la loi française pour les unions illégitimes (interdiction de la recherche de la pater-

nité), il y a plus encore, il y a de grandes institutions dirigées contre le mariage: il y a de grandes agglomérations d'hommes jeunes et valides, le plus pur et le plus ardent de de notre race, auxquelles on ne laisse d'autre ressource que les unions de passage, la pire espèce des unions illégitimes.

Je veux parler des grandes armées permanentes, ces conscriptions impitoyables qui, tous les ans, arrachent au foyer le meilleur choix de la jeunesse française, pour le livrer aux encombrements malsains de la caserne, à la vie oisive de la garnison.

Pensez-vous à la situation de quatre à cinq cent mille hommes, jeunes et vigoureux, à qui le mariage est interdit, sans qu'ils aient fait vœu de continence, et que l'on jette sur le pavé des grandes villes, livrés et nécessairement adonnés à toutes les séductions. Et ces cinq cent mille hommes robustes sont arrachés pour la plupart au foyer rural, à l'agriculture, la plus féconde, la plus morale, la plus salubre des industries, et enlevés au mariage, qui seul donne à la population l'accroissement et la force. Qui ne sait les ravages exercés dans l'armée par la tuberculose et la syphilis. Et ces tuberculeux, et ces syphilitiques libérés ou réformés deviennent des pères qui lèguent à leur descendance, et souvent à leurs femmes, des affections contagieuses ou héréditaires qui se traduisent par une effrayante mortalité dans le bas âge. » (Dr Chauffard, 28 décembre 1862. Discours à l'Académie de Médecine.)

Malheureusement il sera bien difficile de l'enrayer

ce mal, il durera bien longtemps encore tant qu'un changement irrévocable ne se sera pas produit qui rende inutile le besoin actuel des armées permanentes. Mais cette situation n'est pas spéciale à la France et les autres pays en subissent les conséquences, certainement avec autant de rigueur que nous.

Il n'est pas douteux cependant que l'immoralité et la débauche n'aient une certaine influence sur ces agglomérations de jeunes gens, comme elles en ont une profonde sur une autre partie de la population.

M. le professeur Gide, dans un rapport présenté à l'une des délibérations de la Commission extra-parlementaire de la Dépopulation (Sous-Commission de la Natalité), a conclu que l'influence de la moralité publique sur la natalité est considérable, tout en constatant que par leur nature les preuves échappent à toute statistique. Par la méthode *a priori*, la seule qui pût être employée, il y parvint. Il suppose un pays dans lequel toutes les causes d'immoralité aient atteint leur maximum de développement et où l'influence des sentiments moraux et religieux soit à son minimum. Et il se demande quelles conséquences se produiraient vraisemblablement au point de vue de la natalité.

On y verrait un petit nombre de mariages et beaucoup de célibataires, l'âge du mariage serait tardif, les hommes trouvant en dehors du mariage des sa-

tisfactions plus vives et plus raffinées. Le nombre des divorces y serait grand.

Les maladies vénériennes y étant très répandues on trouverait beaucoup de mariages physiologiquement stériles. On verrait aussi de fréquentes manœuvres abortives.

Une faible natalité est la synthèse de tout ce qui précède. Cependant une faible natalité à elle seule n'est pas un critérium d'immoralité, elle ne prend cette signification qu'accompagnée par tout le cortège des faits connexes indiqués plus haut. C'est dans leur juxtaposition que tous ces faits doivent être considérés comme les conséquences d'un état avancé d'immoralité publique.

Sortant du domaine de l'hypothèse, M. Gide examine ensuite si la France fournit le critérium cherché. Il constate que les symptômes d'immoralité sont très répandus partout ; mais que principalement la France a présenté quelques symptômes inquiétants qui valent la peine d'être surveillés.

STÉRILITÉ VOLONTAIRE (1)

D'après une enquête à laquelle s'est livré M. Bertillon auprès de médecins de différentes contrées de

1. La stérilité involontaire d'après MM. les professeurs Pinard et Richet n'est pas plus forte en France que dans les ménages étrangers. Les familles françaises stériles sont dans

la France il résulte que la stérilité de la nation française est volontaire, en effet : « Le couple vaut mieux que la douzaine » ou encore : « Désir de roi : garçon et fille » sont des proverbes normands qui résument assez bien la morale populaire sur ce point : Très souvent « les grands-parents parlent de la limitation du nombre des enfants comme d'un acte de haute raison et de vertu, et trouvent la fécondité inconvenante et ridicule » (Orne). D'un ménage qui a plusieurs enfants, on dit : « Telle est encore enceinte ! Quel malheur ! Ces gens-là, c'est pis que des animaux ! » (Orne). Dans la Côte-d'Or, il est sans exemple qu'un troisième enfant reçoive le prénom de *Désiré* ; ce prénom est un brevet d'aisance ; le second est encore le bienvenu ; si le troisième arrive, on en est bien fâché, mais on l'aime bien tout de même autant que les autres et quelquefois plus. » *Femina est prima ne liberi nascerentur* (Côte-d'Or), écrit un confrère qui s'exprime dans un latin très élégant.

la proportion de 10 à 13 o/o (13,3 à Paris, 12,8 à Berlin) qui est à peu près la même ailleurs. La principale cause de cette stérilité est l'extension des maladies vénériennes antérieures qui, quoique guéries en apparence, n'en entraînent pas moins la stérilité. (Rapport de MM. Pinard et Richet à la Commission de Dépopulation.) De plus, d'après M. Bertillon, sur 100 familles en 1856 on en trouvait 16,4 sans enfants, en 1896, 16,2. Donc la stérilité n'est pas un facteur de la dépopulation.

Dans le Lot-et-Garonne, il n'est plus question du couple car « une seconde grossesse passe pour une honte », d'après un de nos correspondants ; « l'homme qui a des enfants est méprisé même par les femmes », d'après un autre. Un autre écrit que lorsqu'un ménage a un second enfant, on vient lui présenter non des compliments, mais des condoléances ; on excuse le mari en disant : « Le pauvre homme ! Il ne se sent pas ! » D'autres fois, les beaux-parents se fâchent et viennent accabler leur gendre de reproches orduriers.

« Ils croient donc de leur devoir d'instruire avec détail leur fils, fille ou gendre de ce qu'il y a à faire ! (Lot-et-Garonne).

« L'onanisme conjugal amène naturellement le dégoût réciproque des époux l'un pour l'autre et l'infidélité conjugale qui serait la règle d'après un médecin de campagne de l'Orne.

« Nous avons dit que parfois la technique coupable est enseignée par les parents prévoyants. On nous cite quelques exemples dans lesquels la leçon a été faite par le médecin sous prétexte de santé ou même sans prétexte (Orne).

« On nous signale un très grand nombre de cas dans lesquels une famille, devenue stérile après une première grossesse, est redevenue subitement féconde après la mort de l'enfant qu'il s'agissait de remplacer : plusieurs fois ces deux périodes de fécondité

provisoire se sont succédé à vingt ans d'intervalle ! C'est ainsi que tout récemment un conscrit du Lot-et-Garonne fut exempté du service militaire parce que son frère avait été tué pendant la guerre de 1870 ! Dans un village de la Côte-d'Or, une épidémie de diphtérie tua quinze enfants ; tous étaient remplacés l'année suivante ! Etc.

« Plusieurs de nos correspondants insistent sur ce fait connu que c'est surtout dans la crainte de partager sa fortune après sa mort que le paysan ne demande qu'un enfant. « Il aime sa terre plus que sa famille. » — « Un héritier unique marié à une héritière unique, voilà son rêve. » Il accepte très bien que son nom disparaisse, et se résigne très facilement même si son enfant est une fille, à ne pas avoir d'autre héritier. Telles sont les affirmations que nous recevons de divers endroits. Cette mentalité se traduit fort bien dans divers proverbes qui nous sont signalés : « Assez de veaux pour l'herbage. — Ma terre est assez divisée comme cela » (Orne).

« Plusieurs de nos correspondants déclarent que ces mœurs ne règnent pas dans les familles très religieuses (quelques-uns ajoutent, en constatant le fait, que eux-mêmes ne sont pas croyants). L'un d'eux nous envoie à ce sujet une enquête sur huit familles nombreuses de sa région (dont six très religieuses).

« Plusieurs nous ont parlé des effets de l'alcoolisme. Les médecins, comme on le sait, n'ont que

trop souvent à constater les désastreuses conséquences de ce vice, et ils ne sont pas portés à les atténuer. Cependant, dans la Côte-d'Or, le Lot-et-Garonne et l'Orne, ils constatent que l'alcoolisme, si pernicieux qu'il soit, ne nuit pas à la natalité, au contraire, car « ce sont les alcooliques qui ont des enfants » (Orne). « L'alcoslisme nuit plus à la qualité qu'à la quantité », dit un médecin de l'Orne parce qu'en effet l'homme ivre « ne se sent plus ». Nous devons ajouter qu'un médecin de la Vienne signale plusieurs fausses couches dues, d'après lui, à l'alcoolisme du père. Plusieurs médecins de l'Orne sont justement effrayés des progrès de l'alcoolisme, et notamment de l'alcoolisme chez les enfants. Comment ne pas partager leur effroi et leur indignation ?

« En résumé, l'enquête dont nous venons de rendre compte confirme que la stérilité de la nation française est volontaire. »

Sur notre demande, M. le Dr Paul Delbet nous écrit la lettre suivante, où il relate ses observations personnelles :

« Le nombre des femmes qui se font avorter est incommensurable. J'ai su autrefois qu'une sage-femme des environs du Château-d'Eau avait une liste de clientes à l'abonnement, qu'elle allait voir régulièrement chaque mois après l'époque présumée de leurs règles. Les règles avaient-elles manqué, la sage-femme se livrait aussitôt aux manœuvres abortives.

J'estime qu'il n'y a pas une femme de chambre ou employée de commerce qui ne se soit fait avorter au moins une fois dans sa vie.

« Comme chiffre précis le seul que je puisse citer est le suivant :

« J'ai vu l'année dernière 320 malades chirurgicaux : sur ce nombre, 182 seulement étaient des femmes en âge d'avoir des enfants, 22 sont venues me consulter pour des accidents dus à des avortements provoqués ; or l'avortement n'est pas cause d'accidents une fois sur trois, donc il faut admettre que ces 22 accidents représentent au moins 66 avortements. »

Le Dr Doléris (1) indique qu'il y a sept ans la proportion des avortements à l'hôpital Boucicaud était de 7,5 0/0 ; elle est aujourd'hui de 17,7. Cette progression se retrouve à Tenon, à Beaujon, à Lariboisière et surtout à l'hôpital Saint-Antoine où on a passé de 6,6 à 18,49. De plus, il y a quelques années l'avortement criminel était d'un aveu difficile ; aujourd'hui les femmes le racontent avec de nombreux détails. Les moyens employés : les herboristes les fournissent ; ce sont des canules spéciales, avec des instructions sur la manière de s'en servir. M. Doléris pense que ces pratiques ont leur source dans la littérature et dans le théâtre.

1. Rapport à la Société d'Obstétrique, de Gynécologie et de Pédiatrie de Paris (15 février 1905).

Et le 10 octobre 1908 le Congrès d'Obstétrique clôturait ses travaux par une importante décision sur la question à l'ordre du jour : « Prophylaxie de l'avortement ».

Le président du Congrès, le Dr Doléris, donna lecture de la proposition suivante qui fut adoptée :

.

« La Société obstétricale de France, réunie en Congrès international, considérant qu'elle n'a pas qualité pour prendre position, au regard des dispositions édictées par le Code pénal français contre l'avortement criminellement provoqué ;

« Qu'elle n'a pas davantage à se prononcer sur cette question au point de vue social, moral ou religieux, mais que néanmoins elle ne saurait se dérober au devoir de faire entendre un cri d'alarme et un avertissement salubre, adopte les conclusions suivantes :

« Dans l'avortement criminellement provoqué tel qu'il est observé, un fait est incontestable : la grande fréquence et l'extrême gravité des accidents consécutifs aux pratiques coupables, quelles que soient les précautions apportées à l'acte criminel et la technique employée.

« Les statistiques établissent que :

« Dans la grande majorité des cas, de longues et sérieuses maladies locales s'ensuivent ;

« Dans les deux tiers des cas environ, des affections

très graves mettent la vie en péril et occasionnent une incapacité de travail allant de plusieurs mois à plusieurs années et une incapacité fonctionnelle définitive, les survivantes restent infirmes.

« Dans 6 0/0 des cas, enfin, la mort, qui respecte les accouchées normales à terme, suit immédiatement ou à bref délai les pratiques abortives. (1) »

1. La nuptialité n'exerce aucune influence sur la natalité. Les mariages sont presque aussi nombreux en France qu'ailleurs.

D'après le mouvement de la population de l'Europe en 1906 on compte en France sur 39.260.000 habitants 306.487 mariages donnant 806.847 naissances ; pour le royaume de Prusse, nous avons sur 37.622.000 habitants 309.922 mariages donnant 1.269.611 naissances ; les 260.775 mariages en Italie donnent 1.070.983 naissances pour 33.541.000 habitants. Pour 1.000 habitants la moyenne des mariages en Europe est de 7,8 comme pour la France.

INFLUENCE DE L'ÉGOISME DE L'ESPRIT D'ÉPARGNE ET DE L'AMBITION DES PARENTS POUR LEURS ENFANTS

De toutes les causes précédemment énumérées il n'en est pas de plus influente. On veut le bien-être, on veut la vie sans ennuis, sans tracasseries. Un cri d'égoïsme monte : plus d'enfants, rien qui vienne détruire les calculs d'argent ou d'ambition. On craint les dépenses qu'impose une nombreuse famille ; on craint surtout d'avoir à diviser la fortune de la famille, au moment où on dote les enfants, au moment où ils héritent.

Lorsqu'on examine une carte de la natalité en France on voit que si la natalité est faible dans tous les départements français il existe cependant entre eux d'assez grandes différences.

La natalité est particulièrement misérable dans la riche vallée de la Garonne, dans la Bourgogne, dans la Basse-Normandie, qu'on peut considérer comme les régions agricoles les plus riches de la France. Elle est moins basse en Bretagne, dans les départe-

ments de l'Ardèche, de la Lozère, de l'Aveyron, pays agricoles et pauvres, dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, où sont très nombreux les ouvriers prolétaires.

Aussi il apparaît que dans les milieux où l'on a de la fortune on a peu d'enfants, dans les milieux où l'on n'a pas de fortune on a beaucoup d'enfants.

Dans le département du Lot-et-Garonne, M. Chervin a étudié tous les cantons ; il a constaté que les cantons les plus riches en récolte sont les plus stériles en hommes ; les plus pauvres présentent une natalité plus élevée.

La même loi s'applique dans les différents quartiers de Paris : dans les faubourgs pauvres la natalité est élevée ; dans les quartiers riches où chacun a une fortune et entend la conserver, la natalité est très faible.

M. Bertillon (1) a dressé un tableau dans lequel les différents arrondissements ont été classés selon leur degré moyen d'aisance. On y voit clairement que la natalité légitime des arrondissements très riches n'est que la moitié de ce qu'elle est dans les arrondissements les plus pauvres : sur 1.000 femmes, de 1886 à 1895, dans les quartiers très pauvres, on

1. Délibérations de la Commission extraparlamentaire de la Dépopulation.

trouve une moyenne de naissances de 107,8 à Paris, de 158 à Berlin ; dans les quartiers aisés la moyenne s'abaisse à 75,2 à Paris et à 112,6 à Berlin ; dans les quartiers très riches elle tombe à 35,3 à Paris et à 45,8 à Berlin ; phénomène que l'on constate également à Vienne.

M. Arsène Dumont a prouvé que, dans les contrées pauvres, ce sont les plus pauvres qui sont le plus fécondes.

La statistique des successions suivant le nombre d'enfants vivants ou représentés établie en 1898 grâce au concours de M. Fernand Faure rend encore plus évidente cette loi qu'on pourrait exprimer ainsi : « L'aisance engendre la stérilité. »

Nombre de successions déclarées en 1898			
—			
Familles de 1 enfant			93.580
— 2 —			77.239
— 3 —			47.942
— 4 —			28.019
— 5 —			16.275
— 6 —			9.275
— 7 —			9.061

Plus les familles sont restreintes, plus il est fréquent qu'elles laissent un héritage.

Valeur successorale moyenne d'une succession déclarée :

	Valeur successorale totale	Part moyenne de chaque héritier
Familles de 1 enfant	11.465 fr.	11.465 fr.
— 2 —	13.720	6.860
— 3 —	12.885	4.295
— 4 —	11.011	2.753
— 5 —	14.695 (1)	2.939
— 6 —	9.772	1.629
— 7 —	9.004	1.286

Donc non seulement les familles restreintes laissent plus souvent un héritage que les familles nombreuses, mais cet héritage est généralement plus considérable.

La loi nous paraît donc bien établie : Moins on aura d'enfants, moins on aura de charges, plus on pourra profiter du bien-être et des jouissances d'une vie agréable et plus l'enfant unique aura un gros héritage. Nous avons vu plus haut un résultat de l'enquête à laquelle s'est livré M. Bertillon. En Champagne, pays de petite propriété par excellence, un deuxième enfant est considéré comme un accident fâcheux, un troisième comme une calamité. Le vieux paysan tient à ses champs, à sa terre, et il ne veut pas que son « bien » soit partagé.

1. Ce chiffre paraît anormal, il a été grossi par une succession d'environ 40 millions de francs.

Alors, fatalement, pour avoir plus de bien-être (1), pour avoir moins de charges, pour que l'héritage, pour que le « bien », ne soient pas partagés, on n'a qu'un enfant et on fait tout ce qu'on peut pour n'en avoir qu'un. Alors c'est la stérilité volontaire, c'est l'assassinat bas et lâche, c'est l'avortement qui supprime la vie à la source.

*Le village de Fort-Mardick et les observations
de M. Arsène Dumont*

Dès que cette préoccupation de fortune à conserver n'existe pas, la natalité reprend un essor considérable.

Fort-Mardick (Nord), près Dunkerque, est une commune constituée par Louis XIV, d'après les principes suivants qui sont encore en usage aujourd'hui. Toute famille nouvelle qui se constitue, lorsqu'un des conjoints est né dans la commune et que le mari est inscrit maritime, reçoit *en usufruit* (en usufruit seulement, là est le point) 22 ares et, en outre, une place sur la plage pour la pêche au filet. La commune a reçu de Louis XIV en tout 125 hectares de terre; ce qui n'est pas distribué en usufruit est loué 5.000 francs au profit de la commune. Les

1. M. Cauwès. *Cours d'économie politique nationale* (année 1904-1905).

ménages concessionnaires « ne peuvent concéder qu'à leurs enfants seulement les parcelles de terre qu'ils occupent. Dans aucun cas, la parcelle ne pourra être scindée ». De là résulte qu'elle échappe aux créanciers. Elle ne peut être ni augmentée, ni divisée. Elle est inaliénable, indivisible et inextensible.

Voilà donc une population passablement aisée et pourtant étrangère à toute préoccupation d'héritage. On peut dire qu'elle échappe au Code civil.

Il en résulte que les mariages sont nombreux (environ 11 pour 100 habitants) et aussi précoces que le permet le service maritime (âge probable du mariage des hommes, vingt-quatre ans); les naissances illégitimes sont par conséquent très rares (1 pour 60 naissances). Au contraire, la natalité légitime, et c'est là le point important, est extrêmement élevée; elle atteint 43 pour 100 habitants, c'est-à-dire qu'elle n'est dépassée en Europe que par la Russie. Mais ce qui n'arrive pas en Russie, c'est que sur ces 43 enfants nés vivants, 33 atteignent l'âge de vingt ans (1).

Voilà donc un pays dans des conditions démographiques excellentes; il est permis de les rattacher à son organisation si étrange.

M. Arsène Dumont nous a décrit, dans une région

1. La population de Fort-Mardick était en 1729, de 204 habitants; en 1851, de 615 habitants; en 1896, de 1.671 habitants.

de la France tout à fait différente, un phénomène analogue. Au Fouesnant (Finistère) existe un usage tout à fait comparable à celui du Fort-Mardick. Tout homme qui revient du service militaire va proposer à un propriétaire de lande de lui abandonner, pour un temps très long, une parcelle de cette terre inculte. Il la défriche, s'y établit, s'y marie et y a beaucoup d'enfants ; car il n'a aucune inquiétude à avoir pour ses descendants. La lande est immense, et il sait qu'eux aussi pourront en cultiver une parcelle ; le propriétaire y gagnera d'avoir, au bout d'un certain temps, un champ de rapport au lieu d'une terre inculte, et ils auront eu, eux, l'avantage d'y passer leur vie sans trop de souci.

Ainsi, même en France, dès que disparaît la préoccupation de la fortune à conserver (c'est-à-dire à ne pas partager), la natalité prend un essor considérable.

Le Canada nous offre à cet égard, un champ d'expérience incomparable. La province de Québec y est habitée par une population principalement française semblable à la nôtre, animée du même esprit de travail et d'épargne. Mais la loi admet la liberté de tester et les notaires du pays m'ont déclaré que les pères de famille en usent très généralement. Ils ne laissent rien à leurs filles (parce qu'ils pensent que c'est à leur gendre de pourvoir aux besoins de sa famille), rien à ceux de leurs fils qui ont reçu une

éducation libérale et qui sont devenus médecins, prêtres, avocats, etc. (parce qu'ils pensent que l'éducation qu'ils ont reçue constitue un patrimoine suffisant) ; parmi leurs autres fils, ils choisissent celui qui leur paraît le plus apte à continuer leur industrie ou leur commerce, et c'est à lui qu'ils laissent leurs biens et la suite de leurs affaires. La conséquence de cet état de choses est que la natalité s'élève dans la population française de la province de Québec, à 48 pour 1000 habitants, natalité qui dépasse le double de la nôtre, et qui dépasse tout ce que nous voyons en Europe. Cette forte natalité tient principalement à ce que les Canadiens ne voient pas, comme nous, une relation entre le nombre de leurs enfants et la conservation de leur fortune. La loi les délivre de cette préoccupation.

M. A. Dumont a démontré qu'une population a la natalité non pas de la classe sociale à laquelle elle appartient ; mais de la classe sociale à laquelle elle souhaite d'appartenir. Il a considéré Lillebonne et Condé-sur-Noireau, deux petites villes normandes consacrées l'une et l'autre à l'industrie textile. A Lillebonne, l'ouvrier n'imagine pas que ses enfants puissent avoir une autre vie que la sienne ; la conséquence est qu'on y observe une natalité élevée. A Condé, l'ouvrier est instruit, liseur, économe, et pense au petit bourgeois : la natalité y est très faible.

L'esprit d'épargne et de prévoyance est certaine-

ment une cause efficiente de la restriction de la natalité.

Un auteur finlandais, M. Tallqvist, l'a indiqué par les recherches les plus variées.

Il a calculé pour chaque département français combien pour 100 incendiés il y avait de sinistrés non assurés. Il est arrivé aux chiffres suivants :

	Non-assurés pour 100 assurés	Naissances en un an sur 1.000 femmes (1877-1881)
24 départements	de 6 à 30	148,3
33 —	de 32 à 96	173,7
18 —	de 42 et plus	206,1

Ainsi, plus les non-assurés sont nombreux, plus la fécondité est élevée ; moins l'esprit de prévoyance est développé, plus la natalité s'élève.

M. Tallqvist a mis en relation la fréquence des livrets de caisse d'épargne et la fréquence des naissances :

	Sur 1.000 habitants combien de livrets de caisse d'épargne en 1880	Sur 1.000 femmes combien de naissances en un an
22 départements	10 à 44	187,1
20 —	49 à 72	180,2
18 —	75 à 114	170,0
10 —	115 à 144	155,1
8 —	156 à 196	148,1
8 —	203 à 256	134,8

Plus les livrets de caisse d'épargne sont fréquents, plus est faible la natalité.

A la vérité ce fait n'est pas spécial à la France, M. Tallqvist l'a constaté en Suisse, en Angleterre, en Danemark, en Suède, en Norwège, en Italie, en Prusse ; on y voit s'affaiblir la natalité à mesure que l'on se trouve en présence d'un esprit d'épargne plus grand — principalement en Prusse on la voit diminuer à mesure que dans une contrée l'impôt sur le revenu produit davantage.

Cependant les Français tendent à devenir trop calculateurs. A tous les degrés de l'échelle sociale sévit l'*auri sacra fames* et grands et petits aiment mieux faire des économies que de faire des enfants. Et l'Etat n'encourage que trop cette préférence. L'Etat est prodigue, lui ; mais, pour pouvoir l'être, il veut que nous ne le soyons pas.

Aux enfants qui s'assoient sur les bancs de l'école primaire l'instituteur parle, en termes émus, de la caisse d'épargne, notamment de la caisse scolaire ; il leur apprend que quand on a quelques sous dans sa poche, au lieu d'acheter une trompette ou de régaler ses camarades, le mieux est d'aller convertir bien vite ses sous en timbres-épargne et de les faire ainsi fructifier. C'est vraiment trop de sagesse.

Plus tard, l'adolescent entendra vanter les bienfaits de l'assurance obligatoire, de la retraite ouvrière, de l'assistance aux vieillards, de l'assistance médicale, et il se dira que la vie promet de ne pas lui être trop inclemente pourvu qu'il ait la précaution d'en

exclure l'enfant, qui serait pour lui un créancier avant de devenir un débiteur. La plupart de nos lois sociales ont été conçues dans les meilleures intentions du monde et il est aisé d'en faire l'éloge. Mais il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. Ce qu'on voit, c'est le secours promis aux petites bourses. Ce qu'on ne voit pas, c'est, sous prétexte de solidarité, l'encouragement donné à l'individualisme, à l'égoïsme au « chacun pour soi ». Seulement, en France, la natalité s'abaisse bien plus vite que dans tous les pays cités plus haut. A quoi cela tient-il ? est-ce qu'en notre pays la « capillarité sociale » est plus généralisée que partout ailleurs ? M. Arsène Dumont la définit ainsi : « Tout homme tend à s'élever des fonctions inférieures de la société à celles qui sont au-dessus. Guidée par un instinct infaillible et fatal, chaque molécule sociale s'efforce, avec toute l'énergie qui peut lui rester disponible, sa conservation une fois assurée et sans se soucier de ses semblables autrement que pour les dépasser, à monter sans cesse vers un idéal heureux qui la séduit et l'attire comme l'huile monte dans la mèche de la lampe. Plus le foyer est ardent et brillant, plus cette capillarité sociale est dévorante (1). »

Quand l'espoir de s'élever vers une classe supérieure à la sienne est entré dans l'esprit d'un homme,

1. *Natalité et civilisation*, par Arsène Dumont.

il tend à le réaliser par tous les moyens : l'un des premiers consiste en France à diminuer le nombre de ses charges et celui de ses enfants (1).

« On sait, du reste, de quels sentiments ou de quels calculs s'inspirent ceux et celles qu'on pourrait nommer les grévistes de la procréation, écrit M. de Foville (2). Ce ne sont pas de simples disciples de Schopenhauer estimant que « la vie ne vaut pas la peine « de vivre » et tenant à restreindre le nombre des victimes de la destinée. Leur prévoyance est moins philosophique et leurs vues sont plus terre à terre. Ils partent de cet axiome que lorsqu'on est dix à se partager un gâteau les parts sont moindres que lorsqu'on est deux ou trois. Une multiple progéniture est pour les parents une entrave, un tracas, une charge ajoutés à toutes les charges, à tous les tracas, à toutes les entraves de la vie sociale. La soif du bien-être grandissant avec le bien-être lui-même, c'est pour ne compromettre ni leur confort, ni leurs plaisirs, ni leur liberté que tant de Français sont résolus à avoir peu d'enfants. L'égoïsme proprement dit peut trou-

1. Comme nous le verrons plus loin, ce phénomène d'égoïsme et de capillarité sociale s'est présenté de tout temps, sous l'ancien régime notamment. Nous voyons dans les civilisations anciennes les religions et les lois donner une grande importance, aux devoirs de la paternité ; l'éducation de nombreux enfants est un devoir, c'est un devoir chez les bouddhistes, c'est un devoir chez les israélites.

2. *La Réforme sociale*, juillet 1908.

ver pour complice l'amour paternel. Dans toutes les classes existe cette préoccupation continuelle : besoin de monter, peur de déchoir. De là pour la natalité française un frein puissant qui ne fait qu'augmenter quand le patrimoine familial ne peut être morcelé sans perdre de sa valeur. L'amour du propriétaire pour sa propriété s'allie à l'amour du père pour son premier-né. Le seul moyen de rétablir le droit d'aînesse est de n'avoir qu'un enfant. »

Ce rétrécissement de l'âme française, M. Izoulet l'a appelé l'interrègne de l'Idéal. En goûtant à la civilisation, les âmes françaises se sont amollies ; elles ont tourné toutes leurs aspirations vers le mieux-être individuel et familial, elles y ont fait converger toutes leurs ambitions.

La bourgeoisie française, la classe moyenne, aujourd'hui dirigeante, a rétréci l'âme nationale à la mesure de ses conceptions ; ainsi l'économie s'est transformée en parcimonie, le souci de l'épargne en avare. Avoir la sécurité, réduire au minimum les risques de misère c'est la conception que la bourgeoisie française se fait de la vie ; de là ses idées sur le mariage, sur la famille, sur le nombre des enfants. L'idéal est aujourd'hui dans le fonctionnaire et le retraité.

C'est là ce qu'ont très bien compris les Allemands. *Le Courrier de Franconie*, de Nuremberg, du 27 avril

1908 contient un article dont nous extrayons quelques passages :

Les Français s'en tiennent obstinément à leur système des deux enfants quelles que soient les prédications qu'on leur adresse. A cela est lié le goût de l'épargne, car le système des deux enfants n'a d'autre fondement que le goût de l'épargne... L'économie est la cause qui restreint la population française. L'économie, dans les écoles françaises, est depuis bien longtemps prêchée comme la première des vertus, et cette prédication a eu pour résultat qu'aucun peuple ne soutient la comparaison avec la France à cet égard. On s'étonne, à l'étranger, de la richesse de la France, mais cette richesse n'est autre que de l'argent épargné. Et, est-ce véritablement une nation riche, que celle qui cache des sous dans des coffres ou dans des bas ? N'est-elle pas plus riche, si elle dispose de son argent, si elle s'en sert pour entreprendre quelque chose, si par un bon emploi elle le double ou le décuple ? Sans doute, l'esprit d'entreprise ne va pas sans déceptions, mais au total, il permet de marcher de l'avant.

Le Français est, de tous les peuples qui me sont connus, même l'Espagnol, celui qui a le moins d'esprit d'entreprise. Le millionnaire français, tout comme le paysan ou l'ouvrier français, n'a qu'un désir : épargner, et, avant tout, ne rien risquer.

Les ouvriers, en dehors de ceux qui se font voler par de nombreux flibustiers de finance, portent leur argent aux caisses de l'Etat, pour en tirer 3 o/o. La France peut emprun-

ter à 3 o/o tant qu'elle veut. On se plaint, en Allemagne, de la peine qu'on a à emprunter à 4 o/o, mais est-il sûr que ce soit mauvais signe ? Lorsque les entreprises privées prospèrent, on peut facilement et sûrement placer son argent à un taux plus élevé, et on ne veut plus entendre parler du taux misérable qu'offrent les Etats. Excès d'argent peut passer peut être pour signe de santé, mais non de croissance. Si l'industrie française faisait les progrès de l'industrie allemande, les Français ne donneraient pas leur argent pour 3 o/o.

Le même esprit d'économie, le même défaut de confiance en soi et d'esprit d'entreprise, rive les Français au système des deux enfants. Le père de famille allemand se dit simplement : Si j'ai donné à mes enfants une éducation, s'ils ont appris une profession, ils peuvent eux-mêmes songer à eux, comme je l'ai fait moi-même, et il a confiance que ses enfants feront vaillamment leur chemin.

Confiance en soi et esprit d'entreprise se tiennent. Le Français n'entreprend et ne risque rien parce qu'il n'a pas confiance en lui. Ce qu'il veut donner à ses enfants ce n'est pas seulement le moyen de faire leur chemin, mais un nid tout fait et une table toute servie. Il faut faire comprendre au Français qu'épargner vaut moins que gagner et qu'il est mieux d'augmenter ses revenus que de restreindre ses dépenses.

LE FONCTIONNARISME

Il y a environ 915.000 individus rétribués par les contribuables (1). Aucun pays, à l'heure actuelle, ne supporte de ce chef, proportionnellement à sa population, des charges semblables à celles qui nous incombent.

Il ne faut pas s'étonner que les foules se ruent à l'assaut des postes disponibles, que fils de bourgeois et fils de paysans n'aient plus d'autre ambition que de solliciter et de conquérir telle ou telle place autour de laquelle des centaines de candidats se mettent à s'agiter ; que le nombre des enfants diminue dans les familles dont la préoccupation constante consiste à rêver pour l'unique héritier du nom une fonction publique digne de lui, à la fois bien rentée et à l'abri des aléas pour l'avenir.

L'une des pires conséquences de ce mal c'est sa

1. *Economiste français*, 4 juillet 1908. (640.883 fonctionnaires sont rétribués par l'Etat, 262.078 en 1907, 272.309 en 1908 le sont par les communes et les départements.)

répercussion sur le mouvement de la population.

En effet, les situations offertes par l'Etat sont trop peu lucratives pour permettre à leurs titulaires d'assumer la charge d'une nombreuse famille.

En 1905, le Conseil supérieur de la statistique entreprit une enquête pour savoir si le monde des fonctionnaires est vraiment moins prolifique que le reste de la nation. A cet effet, furent envoyés à toutes les personnes rétribuées sur le budget de l'Etat, des départements et des communes, des bulletins individuels sur lesquels devaient être inscrites toutes les mentions de nature à renseigner les enquêteurs sur la situation personnelle du fonctionnaire, ses grade, traitement, état de famille et surtout sur le nombre des enfants vivants. La moitié de ces bulletins, environ 300.000, fut retournée. Dès maintenant, on peut dire que les conclusions n'ont fait que confirmer ce dont on se doutait à savoir que les fonctionnaires ne donnent par un exemple à suivre relativement à la nuptialité et à la natalité (1).

En effet, si nous avons pour 100 cantonniers 265 enfants, chiffre assez satisfaisant, si 100 ouvriers municipaux ont encore à l'heure actuelle 221 enfants vivants, 100 employés de ministères n'en ont plus que 121.

Sans doute ils ont comme excuse la modicité de

1. *Bulletin du Conseil supérieur de statistique*, 10^e fascicule.

leur traitement et l'exiguïté de leurs ressources, car la stérilité absolue paraît diminuer alors que le traitement s'élève. Mais n'est-il pas étonnant d'une part que les moins payés sont ceux qui se marient le plus (684 employés mariés contre 860 cantonniers, 273 employés célibataires contre 51 ouvriers dans le même cas) et que, d'autre part, les familles restreintes soient plus rares parmi les employés ayant un petit traitement que parmi ceux qui touchent plus de 4.000 francs.

Le résultat est que, malgré quelques ménages prolifiques, plus de la moitié des employés de ministères sont sans enfants, célibataires ou avec un ménage stérile et que plus du quart n'ont qu'un héritier unique.

La conclusion c'est que l'incessante multiplication du fonctionnarisme est d'autant plus regrettable que « ce groupe social donne aujourd'hui l'exemple d'une stérilité sans égale ».

LE DIVORCE

Il a été soutenu bien des fois qu'avec la pratique du divorce chacun des deux époux s'attendant à se séparer, voyant devant lui la possibilité et le droit de se séparer complètement, désirait s'alléger le plus possible de toute charge et que par conséquent les personnes qui envisagent l'éventualité du divorce ne tiennent pas à avoir de nombreux enfants.

Une autre hypothèse est tout à fait contraire, soutenue avec beaucoup de conviction par les partisans du divorce. Le divorce, disent-ils, donne à une personne mal mariée la possibilité de se marier à sa convenance et il facilite ainsi la formation d'un nouveau foyer.

Les personnes qui auraient vécu dans le désordre et qui par conséquent n'auraient pas contribué par là à l'enrichissement de la population ayant un foyer légitime auront ainsi des enfants. Le divorce pourra donc contribuer au relèvement de la famille. Ces deux hypothèses n'ont rien d'invraisemblable et nous penchions en faveur de la seconde lorsqu'une

étude de M. Henri Joly nous a fait voir que les faits nous donnaient tort (1).

« En France, dit-il, la moyenne des divorces, qui était, en 1885-1886, de 14 pour 1.000 mariages, est arrivée à 33,5 en 1905. Ce chiffre de 33 représente la moyenne de la France. Il y a des départements qui dépassent singulièrement cette moyenne. Or, sur les 21 départements qui ont plus que la moyenne des divorces, il y en a 14 qui ont un excédent de décès sur les naissances. Il y a, d'autre part, une dizaine de départements, toujours les mêmes, qui pratiquent fort peu le divorce, qui, au lieu d'arriver à cette moyenne de 33, sont à 9, à 8, à 6, à 5, 4, 3, c'est-à-dire qu'il y a probablement quelques fonctionnaires ou quelques personnes égarées dans ces départements-là, qui divorcent. Le fond de la population n'y divorce pas. Or, sur les 11 départements qui ont eu le moins de divorces, il y en a 9 qui ont un excédent de naissances sur les décès. Par conséquent, il n'y a guère, dans notre pays, que les départements qui ne divorcent pas qui ont un excédent de naissances sur les décès. En tête des départements qui ont un excédent d'un côté et un déficit de l'autre, nous trouvons, bien entendu, la Seine, le Rhône, qui ont une population à part. Mais, immédiatement, si on met de côté la Seine et le Rhône, qui sont des départements de grandes villes pour lesquels les calculs sont à faire d'une autre manière, nous trouvons l'inévitable département

1. *La Réf. sociale*, mai 1908.

de l'Eure ; il est partout en tête de tout ce qu'il y a de mauvais (oui, je suis obligé de le dire : toujours en tête de ce qu'il y a de mauvais, en tête pour le plus grand nombre de crimes, divorces, attentats aux mœurs de toute nature), nous le trouvons parmi les départements qui ont la plus faible natalité. Quoiqu'il soit un département agricole et que, dans toutes les régions de l'Europe, on observe que la vie agricole a une influence portant au maintien de la famille, à l'absence de divorce, au plus grand nombre de naissances, eh bien ! le département de l'Eure a 64 divorces pour 1.000 mariages, alors que la moyenne, qui vous a effrayés beaucoup quand je l'ai donnée tout à l'heure, est de 33, et le département de l'Eure est un département qui se dépeuple depuis très longtemps.

Sortons maintenant de notre pays et voyons les pays voisins ; prenons, par exemple, la Belgique. En Belgique, nous avons une période, de 1871 à 1881, où on a signalé le minimum de divorces : la proportion observée était de 4 divorces par 1.000 mariages. Dans la période de 1896 à 1900, le nombre a bien augmenté, il est monté à 11. Or, c'est dans cette période que les naissances ont le plus diminué, et, si nous décomposons la Belgique en ses différentes provinces, nous voyons que les provinces de Brabant, de Liège, du Hainaut sont les provinces qui ont de beaucoup le plus de divorces : Brabant, 23 ; Liège, 17 ; la province de Hainaut, moins entamée, en a encore 10 ; proportions, vous le voyez, beaucoup plus élevées que toutes les autres. Eh bien ! c'est là que les naissances légitimes par 1.000 femmes mariées ont le plus baissé. Elles ont baissé de 34 et de 54, alors que les divorces

se sont élevés. Au contraire, dans les provinces de Limbourg et de Flandre occidentale, dans cette même période, les divorces sont restés à 2 pour 1.000 mariages et, au lieu de baisser, les naissances ont monté de 10, de 14 et de 24, quand, dans les autres provinces dont je parlais, elles avaient diminué de 34 et de 54 pour 1.000, alors que les divorces augmentaient.

Un autre pays qui est encore voisin du nôtre, c'est la Suisse, un pays très intéressant à examiner précisément à cause de l'opposition des divers cantons qui, se trouvant les uns à côté des autres, maintiennent plus fortement leurs traditions respectives, traditions catholiques et traditions protestantes. La statistique fédérale de Suisse nous donne les proportions suivantes : dans les mariages catholiques, il n'y a que 0,67 divorce par 1.000 mariages ; dans les mariages protestants, il y en a 2,65 ; la différence est très grande : nous montons de 0,67 à 2,65, et, fait singulier sur lequel j'appelle votre attention, dans les mariages mixtes, le chiffre est de 4,02, parce qu'il est probable (je le dis tout à fait en passant) que le mariage mixte dissout à la fois et la religion de l'un et la religion de l'autre, et que micux vaudrait évidemment garder avec sincérité et avec une pratique exacte soit une religion, soit une autre. Le mariage mixte, en général, est un signe d'indifférence, est un acheminement au scepticisme religieux, et le résultat, vous le voyez : on arrive à 4,02 divorces, tandis que, dans les mariages exclusivement protestants, il n'est que de 2,65 et que, dans les mariages exclusivement catholiques, il n'est que de 0,67. Or, à ces différences

répondent très exactement et absolument des différences dans la fécondité des mariages. Il est acquis, dans toute la Suisse, que les mariages sont surtout féconds dans les cantons où se trouvent les trois conditions qui sont les plus favorables à la natalité : la religion catholique, l'habitation rurale, la vie agricole. Lorsque ces trois conditions sont réunies, on a le maximum d'action bienfaisante en faveur de la fécondité du mariage et en faveur du maintien du lien conjugal. Lorsque l'on réunit les deux autres conditions : vie urbaine et vie industrielle, on a le maximum des conditions qui tendent à la dissolution éventuelle de la famille et au petit nombre des naissances.

Enfin voici ce que nous pouvons remarquer : 14 cantons, pour ce qui est des naissances légitimes pour 1.000 femmes en âge de fécondité, sont au-dessus de la moyenne, ils ont une moyenne supérieure de natalité. Or, sur ces cantons, 9 sont catholiques et font partie des 14 cantons qui ont le moins de divorces, et toujours, que vous preniez la liste des divorces ou que vous preniez la liste des familles nombreuses, toujours vous trouverez en tête les mêmes cantons, Uri et Fribourg, et toujours en queue les cantons de Zurich et de Genève. La chose ne manque jamais.

Je prendrai encore un autre calcul. La statistique varie ses procédés et elle nous donne des tableaux qui sont assez divers, mais la même conclusion en ressort toujours. Voici, par exemple, un calcul qui donne le nombre moyen d'enfants, non pas par famille, mais par mariage, d'enfants légitimes par mariage. Il y a ici 12 cantons qui sont au-dessus

de la moyenne. Sur ces 12 cantons, 9 sont catholiques et ce sont en même temps ceux où il y a le moins de divorces. Deux cantons sont juste à la moyenne, le canton d'Argovie et le canton de Neuchâtel : ce sont des cantons protestants. Enfin, sur les dix derniers, qui sont au-dessous de la moyenne, il y en a 9 protestants et un seul catholique. Les différences que l'on retrouve là sont exactement celles que je vous ai signalées. Par conséquent, d'après la statistique se bornant aux relations les plus apparentes, les plus visibles, il résulte de l'examen de la démographie de la France et de celle des nations voisines, Belgique et Suisse, que l'accroissement du divorce et la diminution de la fécondité des familles vont de pair. Ceci est bien établi par les faits.

Les partisans du divorce diront peut-être : « Oui, il y a une relation ; mais enfin, pourquoi dites-vous que, de ces deux faits, l'un est la cause de l'autre et que c'est le divorce qui est la cause de la diminution de la natalité comme de la dissolution de la famille ? Il y a bien des faits qui se passent les uns en même temps que les autres dans la vie quotidienne, sans être causes les uns des autres. Vous établissez une relation entre les divorces et les naissances, mais pourquoi n'établissez-vous pas une relation entre la natalité et les recettes de chemin de fer, le taux de l'escompte de la Banque de France, etc., etc. ? »

La réponse est assez facile. Évidemment, il serait ridicule de comparer entre eux des faits qui n'ont aucune espèce de rapport, mais enfin le divorce et la stérilité sont deux ordres de faits qui se passent également dans l'intérieur de la vie

de famille ; ce sont comme deux symptômes d'une même maladie. Évidemment, si vous me donnez (je vous demande pardon de la comparaison), si vous me donnez une sorte de statistique de vos rhumatismes, je n'irai pas les comparer avec le cours du change, mais, si je sais combien de fois vous avez diné en ville dans le même mois, je puis établir, et je crois que j'en aurai le droit, une certaine relation entre l'intensité de vos douleurs et la fréquence de ces petits écarts, qui peuvent être permis plus ou moins, mais le sont peu à quelqu'un qui se plaint d'être malade. Indubitablement, le divorce et la stérilité font bien partie d'un même ensemble, de ce que j'appellerai la pathologie de la famille. Ce sont deux symptômes d'un même mal. Lorsqu'un pays a beaucoup de divorces, lorsqu'un pays a peu de naissances, il est évident que la famille y souffre. Elle ne donne pas ce qu'elle doit donner. Un organisme est malade lorsqu'il ne se développe pas, ne se produit pas conformément à sa loi. A ce point de vue purement naturel, c'est évidemment une défaillance. Les deux phénomènes sont donc assez liés pour que nous ayons le droit de comparer la marche de l'un et celle de l'autre et de mettre en relief l'influence qu'ils ont, à notre avis, l'un sur l'autre. M. Henri Joly termine en disant qu'une famille hantée par l'idée du divorce, qui dans les moments critiques est continuellement tentée par cette possibilité du divorce, qui subit la suggestion législative et sociale du divorce ne peut envisager l'avenir avec ce mélange de résignation et de quiétude, de courage et enfin d'optimisme qui permet seul les nombreuses familles.

L'EXODE RURAL (1)

« Le fait capital, le grand événement qui domine le XIX^e siècle est la naissance de la grande industrie et le développement de sa colossale puissance », écrit M. Méline. En effet, grâce aux multiples découvertes et applications scientifiques il se produit au cours du XIX^e siècle une véritable révolution économique qui a eu une profonde répercussion sur la vie sociale du peuple.

Il est superflu de citer des chiffres ; toutes les branches de l'industrie prennent un prodigieux essor, qu'il s'agisse des industries minières, du commerce maritime, des chemins de fer. Partout où les lieux s'y sont prêtés, des usines sont sorties de terre, des industries sont nées appelant à elles des activités de plus en plus nombreuses (2).

1. *Le retour à la terre et la surproduction industrielle.* J. Méline.

2. Le nombre des chevaux-vapeur employés dans l'industrie française était en 1900 de 1.791.000 et en 1905 de 2.232.263. (Annuaire du Ministère du Travail.)

La première conséquence de ce développement de l'industrie a été de provoquer un mouvement d'immigration intense dans les centres urbains sièges des industries et cela au détriment des campagnes qui se sont vidées de leurs habitants . Les causes de cet exode sont de divers ordres. D'ordre économique: la vie dans les campagnes devient difficile. Attiré par le désir de salaires élevés, le paysan a déserté le sol natal, pensant trouver dans les villes une meilleure rémunération de son travail et plus de bien-être. La concurrence étrangère amenait la dépréciation des produits agricoles et la concurrence des grandes industries amenait la ruine des petites industries rurales qui permettaient de traverser la mauvaise saison sans trop en souffrir. D'ordre moral aussi: « hallucinés par la Ville-Lumière comme les oiseaux marins qui, le soleil tombé, volent éperdus sous la clarté des phares » (Vandervelde), les paysans sont attirés à la ville, n'aspirent qu'à se caser dans un emploi quelconque, aussitôt libérés du service militaire et ils sont à jamais perdus pour l'existence et pour le travail à la campagne (1).

1. *Bulletin officiel de la Ville de Paris*:

Pour 375 vacances annuelles dans le corps des cantonniers de la ville, il y a 21.582 candidats.

Pour 72 places dans l'enseignement primaire, 1.955 demandes.

Pour 8 places de commis aux écritures au Mont-de-Piété, 2.003 demandes.

Pour 18 places de garçons de bureau et hommes de peine à la Préfecture ou dans les mairies, 5.842 demandes,

Autrefois, au début du xix^e siècle même encore, la grande majorité des habitants se composait d'agriculteurs. Aujourd'hui les centres urbains se sont agglomérés et exercent une attraction considérable sur la population rurale qui ainsi que va le montrer le tableau suivant baisse de plus en plus (1) :

Rapport de la population urbaine et de la population rurale

(La population totale est exprimée par 100)

Années	Population urbaine	Population rurale
—	—	—
1846	24,42	75,58
1856	27,31	72,69
1866	30,46	69,54
1876	32,44	67,56
1886	35,95	64,05
1896	40	60
1904	42	58

Toutes les statistiques qui furent faites, tous les rapports indiquent très nettement la diminution de la population rurale (2) au profit des agglomérations urbaines. Les très petites communes augmentent constamment ; de même on peut remarquer une diminution constante des communes moyennes (400 à 2.000 habitants) (3).

1. Levasseur. *La population française*, t. I, p. 326.

2. *Journal officiel* du 8 janvier 1902.

3. Voir tableau *Annexes*.

En résumé la population rurale qui en 1855 était de 75 o/o de la population totale est réduite actuellement à 57 o/o et l'accroissement de population des villes est souvent plus grand que l'accroissement total du pays (de 1896 à 1901 augmentation de la population générale 444.613 habitants, accroissement des villes de plus de 30.000 âmes : 458.376 habitants). Dans le Nord, par exemple, le nombre des habitants urbains a dépassé le nombre des ruraux ; ainsi pour 1.000 habitants on comptait en 1851 672 ruraux contre 328 urbains, en 1901 on compte 427 ruraux contre 573 urbains.

Si l'on cherche quels sont les éléments qui émigrent ainsi on voit que d'une part ce sont les petits cultivateurs atteints par la crise agricole et surtout, d'autre part, les journaliers et les domestiques agricoles : de 1862 à 1892, le nombre des journaliers est tombé de 2.003.744 à 1.210.081 ; le nombre des domestiques agricoles de 2.095.777 à 1.832.174. C'est donc sur les ouvriers des champs, sur ceux qui ne possèdent que leurs bras que la poussée de l'émigration se fait sentir. Le même phénomène a été constaté dans divers pays. M. Heinrich Sohnrey, éditeur d'une revue agricole allemande *Das Land*, écrit : « La cause maîtresse de la poussée d'émigration parmi les travailleurs ruraux c'est le manque presque complet des conditions d'existence les plus élémentaires dans les localités du plat pays ; spécia-

lement le manque d'un lopin de terre lui appartenant en propre sur lequel l'ouvrier puisse prendre racine ; le manque d'un aliment suffisant, qui élève les perspectives sociales du travailleur et lui crée des liens avec la communauté.

Conséquences de cette émigration

M. Lannes (1) dit que l'émigration des campagnes vers les villes est la cause principale, la cause mécanique de la diminution du taux de la natalité. Il a établi quelle était la proportion d'adultes de vingt à quarante ans dans les 58 villes les plus peuplées de France (celles d'au moins 30.000 âmes).

La moyenne de ces 58 villes accuse une proportion d'adultes de vingt à quarante ans représentant 37,6 0/0 de la population totale alors que la moyenne de la France entière est de 29,8.

M. Cauderlier (2) expose que l'exode continu des éléments féconds de la population doit avoir une répercussion profonde sur la natalité rurale.

M. Vanneufville étudie les conséquences funestes de l'émigration meurtrière et il constate que l'émi-

1. « L'influence de l'émigration des campagnes sur la natalité française ». *Revue politique et parlementaire*, février 1895.

2. G. Cauderlier. « Les lois de la population ». *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1902.

gration enlève surtout à un pays les adultes qui y fonderaient une famille. Quand l'adulte s'en va, il emporte les espérances des autres vies qui, bientôt, s'éveilleront en lui. L'émigration a un résultat analogue à celui d'une guerre prolongée qui priverait un pays de ses hommes les plus vigoureux ou à celui d'une épidémie qui épargnerait les enfants et les vieillards (1).

« Le mouvement général comprenant à la fois l'émigration des campagnes et l'émigration dans les villes, dit M. Levasseur, est certainement non pas la cause unique mais une des causes principales, vraisemblablement la principale, de la diminution de la natalité (2) ».

Le rapporteur du *Journal officiel* estime que la principale cause de décroissance de la population dans près des trois quarts de nos départements est l'attraction de plus en plus forte qu'exercent les grands centres (3).

Quelques chiffres vont préciser les effets de l'émigration des campagnes.

Prenons par exemple le département des Bouches-du-Rhône.

En 1861 on comptait 518.000 habitants

1876 » 556.000 »

1. Vanneufville. *L'émigration meurtrière*.

2. Levasseur. *Revue politique et parlementaire*, mars 1895.

3. *J. off.* du 6 janvier 1907.

Cet accroissement n'est pas dû à un excédent notable des naissances puisqu'en 1861 cet excédent n'était que de 2 0/00 et a diminué par la suite. En 1906 nous comptons 765.000 habitants.

Il en est de même pour les Alpes-Maritimes. Ce département compte :

En 1861.....	189.000 habitants	
1876.....	204.000	—
1906.....	334.000	—

Quels sont les résultats de ces mouvements de population ? Diminués d'une partie de leur population par l'émigration, les départements agricoles se sont dépeuplés, non seulement en raison de ce départ, mais parce que l'exode d'éléments jeunes et féconds a fait baisser la natalité. Si bien qu'aujourd'hui les décès l'emportent sur les naissances.

Malgré l'apport incessant d'une population française ou italienne, vigoureuse, le département des Bouches-du-Rhône voit sa natalité baisser à 21,6 pour 1000 habitants en 1906 alors que la mortalité est de 23,2.

Quant au département des Alpes-Maritimes, malgré l'appoint de tous les étrangers (1), il n'a à son

1. Les étrangers sont, en 1906, 93.554 pour les Alpes-Maritimes et 123.500 pour les Bouches-du-Rhône.

actif qu'un excédent de 669 naissances sur les 6.880 décès.

De toutes ces constatations il résulte que les départements possesseurs des centres urbains grossis par l'apport constant des éléments ruraux ont tous ou presque tous une natalité inférieure à la mortalité. Le résultat final est une dépopulation effective partout où n'intervient pas une immigration étrangère dont l'apport maintient ou augmente le chiffre de la population (1).

1. *L'Annuaire du Ministère du Travail* nous donne :

Année 1905	Population urbaine	Population rurale
Naissances	258.307	475.032
Décès	261.519	436.104
Excédent { naissances	»	38.928
{ décès	3.212	»

non compris la Seine.

A Paris, depuis vingt-cinq ans, le nombre absolu des naissances baisse constamment, cependant que le nombre des habitants augmente sans cesse.

Années	Pop. de Paris	Naissances	Pour 1.000 hab.
1881	2.240.000	59.800	26,5
1883	2.248.000	63.400	28,2
1890	2.392.000	55.900	23,4
1900	2.630.000	55.900	22,0
1904	2.750.000	53.600	19,5

Alors que la moyenne par 1.000 est de 21,8.

LA PROPAGANDE NÉO-MALTHUSIENNE

Le néo-malthusianisme prend aujourd'hui un tel développement et reçoit une telle publicité qu'il est inutile de vouloir fermer les yeux. L'autorité, qui n'avait jusqu'à présent opposé aucune barrière, a fini par s'émouvoir de cet enseignement qui tend d'une part à diminuer la natalité dans une mesure considérable et en second lieu à provoquer l'avortement dans des proportions absolument inconnues jusqu'ici.

C'est une véritable école ; ce n'est pas d'un individu qu'il s'agit — mais des sociétés se sont organisées pour la propagande, qui répandent des prospectus distribués à tout venant, envoyés sous bande et au hasard du Bottin. Ces prospectus sont ainsi intitulés : « Moyens à employer pour ne plus avoir d'enfants ou la grossesse facultative. Révolution. Le bonheur, la paix, la concorde. Limitez vos enfants à vos ressources » et sont accompagnés de brochures indiquant les divers procédés à employer pour se prémunir contre la grossesse. On en a

envoyé aux avocats, aux ingénieurs, aux magistrats, aux pharmaciens.

De ces distributions sont faites jusque dans les ateliers de jeunes filles. Des sages-femmes répandent des prospectus semblables. Des pharmaciens annoncent des spécifiques spéciaux non pas pour procurer l'avortement mais pour empêcher l'acte sexuel d'avoir des suites : c'est l'« évitol », c'est le « voluptuol ».

Nous avons vu que M. Doléris attribuait l'accroissement des avortements à cette propagande. M. le professeur Fourrier (1) dit : « Au début de ma carrière, dans nos cabinets de consultation, il nous arrivait parfois des femmes chez lesquelles nous constations des maladies suites certaines d'avortement ; il était très difficile de leur faire avouer la cause de leur maladie. A l'heure qu'il est, le nombre des cas s'est multiplié et on n'en dissimule plus la cause. Certaines femmes avouent sans honte plusieurs avortements et elles disent avec une naïveté incroyable : « Que voulez-vous ? je ne pouvais pas augmenter le nombre de mes enfants. »

La loi de 1898 ne suffit pas, paraît-il, pour réprimer cette propagande antisociale. Nous verrons plus loin cependant certains jugements qui l'ont condamnée.

1. Société de prophylaxie sanitaire et morale, séance du 11 juin 1906.

La loi du 20 mars 1908 qui modifie un article de la loi de 1898 pourra peut-être donner de meilleurs résultats, mais pourquoi ne pas proposer une loi nouvelle ? Aux Etats-Unis (bien que la population augmente) une loi défend non seulement la propagande mais encore l'annonce des moyens anticonceptionnels. Une loi semblable existe en Hollande (1).

1. Parmi les adresses qu'indique l'organe officiel des néomalthusiens de personnes donnant des consultations d'un genre tout spécial, on lit celle d'un docteur en médecine, député.

Tout dernièrement une sage-femme envoyait à toutes les jeunes filles dont les mariages sont annoncés dans les cadres des mairies une petite feuille qui disait nettement en substance : « Adressez-vous à moi et je vous donnerai les moyens de vous préserver des conséquences du mariage. »

M. Paul Bureau dit qu'on ne peut imaginer la multiplicité des détails pouvant être fournis sur cette propagande néomalthusienne poursuivie avec le concours des syndicats ouvriers. Il cite le journal *L'ouvrier syndiqué*, des 15 mars, 1^{er} septembre, 1^{er} novembre 1906. A Brest, au cours d'une perquisition faite à la Bourse du Travail, on découvrit des objets ayant pour but de fournir les moyens pratiques de faciliter la diminution des naissances, objets se vendant dans la Bourse du Travail.

MESURES A OPPOSER

Ce n'est pas la première fois qu'un peuple est menacé par l'affaiblissement de sa natalité.

Les lois romaines (1), les lois papiennes ont été faites pour lutter contre la dépopulation. Elles partaient de ce principe que tout citoyen inutile à la propagation de l'espèce doit être passible d'une pénalité quelconque et elles accordaient des récompenses aux personnes mariées ayant plusieurs enfants. Elles comportaient des mesures assez rigoureuses pour arrêter les progrès du divorce qui était

1. A Rome, au temps d'Auguste, une excuse que les hommes invoquaient pour expliquer leur goût du célibat était l'indépendance croissante de la femme qui rendait son caractère impérieux, ses exigences difficiles et son égoïsme frivole. (Guglielmo Ferrero.)

La femme en France tend de plus en plus à se faire une existence indépendante. Si elle a l'ambition de devenir avocate, doctoresse, il est évident que dans ces professions il lui reste peu de loisirs pour avoir des enfants, et si la femme est employée de magasin ou ouvrière d'usine, elle considère l'enfant comme un obstacle à l'exercice de son métier.

considéré comme le mal le plus nuisible à l'accroissement de la population. Les lois pappiennes ne donnèrent aucun résultat. L'expérience fut renouvelée sous l'ancien régime. La multiplication des offices qui attirait vers les villes, les troubles occasionnés par les guerres civiles, l'essor des usines et manufactures qui procuraient des salaires très rémunérateurs, l'augmentation inconsidérée des cabarets réagirent d'une façon très nuisible sur la fécondité familiale. Pour l'augmenter, Louis XIV promulgua en 1666 l'édit de Saint-Germain-en-Laye. Il est nécessaire, dit-il, de favoriser la fertilité des mariages, sources fécondes d'où dérivent la force et la grandeur des États et de porter remède aux atteintes que leur inflige la licence des temps. Aussi veut-il, à l'exemple de tous les siècles, accorder à la fécondité des mariages des distinctions d'honneur et des prérogatives qui en rendent le mérite plus recommandable. En conséquence il décrète un certain nombre de mesures : Tous les sujets soumis à la taille qui se seront mariés avant leur vingtième année seront exempts de toute taille et de toute autre contribution ou charge publique jusqu'après leur vingt-cinquième année. Tout père de famille soumis à la taille qui aura dix enfants vivants sera exempt de toute taille et autres charges publiques et tout enfant mort au service du roi comptera comme s'il était vivant. Quant aux nobles, ceux qui ont dix enfants jouiront

de 1.000 livres de pension par an, et s'ils ont douze enfants la pension sera de 2.000 livres (1.000 livres d'alors valaient environ 8.000 francs d'aujourd'hui). Pour les bourgeois les avantages sont de moitié.

Par un second édit rendu à Amiens l'année suivante, il étend le privilège de la pension à tout père de famille même taillable ayant dix ou douze enfants. Mais en 1683 il dut retirer toutes ces immunités fiscales et tous ces privilèges sur les remontrances de la Cour des Aides à cause du préjudice très grand que de telles exemptions causaient aux taillables.

Ces résultats peu heureux font dire de toutes les mesures proposées à l'heure actuelle qu'elles sont vouées à l'insuccès. Dernièrement on soutenait⁽¹⁾ que ce phénomène de diminution de la natalité était une phase de l'évolution des sociétés. Laissez faire, laissez passer, il viendra bien un moment où nous entrerons dans une autre période qui sera celle de grande natalité. Mais il ne nous semble pas qu'il convienne d'attendre une période de grande natalité. Si la France était seule au monde, si même elle était une île comme la Grande-Bretagne, si elle n'avait pas de voisins et si on pouvait croire qu'elle n'a pas d'ennemis, nous prendrions plus aisément notre parti de l'infécondité voulue de nos compatriotes. Nous pourrions nous y résigner si nous voyions s'in-

1. Yung. *Le problème de la dépopulation.*

terrompre la croissance numérique des autres nations. Mais il n'en est pas ainsi et nous avons vu par les chiffres donnés plus haut que hormis nous tout progresse.

On a également objecté, en s'en référant aux chiffres donnés par la statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état civil, que le ralentissement de la natalité n'est pas un phénomène spécial à notre pays et que de bien des côtés les mêmes effets commencent à se manifester provenant sans doute des mêmes causes.

En effet: pour presque tous les Etats de l'Europe, on y voit la courbe des natalités proportionnelles décliner depuis un quart de siècle. Mais partant de beaucoup plus haut que la courbe française les courbes étrangères lui restent toujours très supérieures. Alors qu'en France la statistique ne relève plus que 20 naissances par an pour 1.000 habitants la proportion est encore de 30 0/00 en Suisse, en Belgique, en Angleterre ; de 32 0/00 en Hollande ; de 35 0/00 en Italie ; de 36 0/00 en Allemagne ; de 37 0/00 en Autriche et de 40 0/00 en Hongrie. Et ce qu'il faut surtout voir c'est l'écart entre les naissances et les décès. Nous avons vu plus haut qu'en Allemagne il y avait près de 2 millions de naissances par an contre 800.000 en France et décès déduits l'Allemagne gagne de 800.000 à 900.000 unités par an. En France l'excédent des naissances tend vers 0 : 84.000 en 1902 ; 57.000 en 1904 ; 27.000

en 1906 et en 1907, un excédent de 20.000 décès ! 774.000 naissances seulement. « Plus de cercueils que de berceaux, dit un professeur allemand : *finis Galliæ*. Ainsi doivent disparaître, par leur propre faute, les peuples qui ont rompu avec les lois fondamentales de la vie. »

C'est à cette situation déplorable qu'il faut remédier (1). L'exemple des lois romaines et des édits de Louis XIV n'est pas là pour nous encourager, dit-on. *Quid leges sine moribus ?* Nous sommes persuadés que les lois peuvent agir sur les mœurs, à la longue : ne déclarait-on (2) pas dernièrement que la loi sur le repos hebdomadaire était entrée tout doucement dans les habitudes et qu'elle ne rencontrait plus d'obstacles à son application réservée et prudente ? Et n'a-t-on pas vu que la loi du 21 juin 1907 qui

1. Cependant les résultats connus pour le premier semestre de l'année 1908 nous donnent 411.402 naissances contre 399.336 décès soit un excédent de 12.066 naissances pour six mois (*J. Off.* du 17 janvier 1909) ; en calculant sur le même excédent pour les six autres mois on arrive à un excédent total d'environ 24.000 naissances qui comble à peine le déficit de l'année 1907 (20.000 décès de plus que de naissances). Pour 1.000 habitants nous aurions 20,9 naissances contre 20,3 décès, soit un excédent de 0,6 naissances. Sur les 86 départements 43 présentent un excédent de naissances, la plupart de quelques unités seulement, sur les décès. Le Nord et le Pas-de-Calais, pays miniers et peu fortunés, ont à eux deux un excédent de 12.000 naissances.

2. M. Viviani.

modifie les formalités nécessaires pour se marier a fait augmenter dans de notables proportions le nombre des mariages, ainsi pour le département de la Seine en 1907 dans le premier semestre c'est-à-dire avant la promulgation de la loi on comptait 19.088 mariages; après la promulgation on en compte 21.859 et à Paris pendant les douze premières semaines de 1906 on compte 6.302 mariages, pendant les douze premières semaines de 1907 (avant la loi) 5.725 (1), et pendant les douze premières semaines de 1908, 6.874 mariages.

Cette loi très bienfaisante a eu une influence très grande dans les arrondissements pauvres ainsi que le montrent les chiffres suivants pour Paris :

	Avant la loi 36 semaines correspondantes de 1906	Après la loi 36 semaines (juin 1907 à mars 1908)	Différence
Arr. très riche (8 ^e). . .	678	726	+ 48
— riches (1 ^{er} , 7 ^e , 9 ^e , 16 ^e)	2.957	3.001	+ 44
— très aisé (6 ^e) . . .	639	707	+ 68
— aisés (2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 10 ^e , 17 ^e)	5.304	5.912	+ 608
— pauvres (11 ^e , 12 ^e , 14 ^e , 15 ^e)	4.752	5.415	+ 663
— très pauvres (13 ^e , 18 ^e , 19 ^e , 20 ^e) . .	4.896	5.641	+ 745
	19.226	21.402	+ 2.176

1. Ce chiffre inférieur à celui de 1906 doit tenir à ce fait que le carême a commencé plus tôt en 1907 qu'en 1906.

Et pour toute la France :

	1906	1907	Différence
1 ^{er} semestre (janvier à juin)	154.800	154.228	— 572
2 ^e semestre (juillet à décembre).	151.687	160.680	+ 8.793

Et pour le 1^{er} semestre 1908 : 162.495 mariages.

La Belgique nous a précédés dans cette voie et a obtenu d'excellents résultats relativement au nombre des mariages et à l'âge auxquels ils sont contractés et a vu diminuer le nombre des naissances illégitimes.

Ces exemples montrent que les lois peuvent influencer les mœurs et les diriger dans le bien comme elles peuvent les diriger vers le mal.

Donc le danger existe et bien des mesures ont été proposées. Sur l'initiative de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, presque tous les conseils généraux ont émis des vœux pour que des mesures soient prises ; des propositions de tous ordres ont été apportées à la tribune du Parlement mais jusqu'alors rien d'efficace n'a été fait ; on s'est borné à des manifestations platoniques et à des vœux retentissants.

Nous avons montré la tendance actuelle à s'affranchir et à se débarrasser des charges et des impedi-
menta pour se procurer le confort et les joies de la

vie matérielle. Et de toutes les charges sociales, la charge de famille étant la plus lourde et celle dont il est le plus facile de s'exonérer, il est naturel que ce soit elle qu'on évite.

Qu'y faire ? Il y a la religion du Christ ; il y a la religion de la patrie qui commande à ses fidèles de donner au pays le plus possible de soutiens et de défenseurs. Mais est-ce que n'est pas un peu vieillot ? Où sont les fervents du Christ ? où sont ceux qui pratiquement et jusque dans les relations intimes du mariage tiennent compte des prescriptions de l'Évangile ?

Où sont les patriotes assez désintéressés pour faire à la France le sacrifice de leur bien-être présent et futur ? Il est rassurant sans doute le frémissement qui s'est emparé de tous dans des circonstances récentes. Mais de là à remplir le devoir conjugal en vue de l'avenir il y a loin. Les préoccupations professionnelles ont repris le dessus. Nous vivons matériellement, c'est sur le terrain matériel qu'il nous faut rester ; c'est sur le terrain matériel qu'il faut combattre le mal. Il faut que les enfants ne soient plus une charge ; il faut qu'ils apportent dans le ménage une amélioration matérielle.

MESURES CONCERNANT LES SERVICES PUBLICS

Tous les postes des administrations qui n'exigent aucune capacité spéciale, ceux de cantonnier, de facteur, d'éclusier, de douanier, devraient être en vertu d'une loi réservés aux pères de famille de trois enfants au moins (1).

Voici, d'après le procès-verbal même de la séance du Conseil général des Basses-Alpes du 18 avril 1901, en quels termes M. Aimé Gassier a formulé sa proposition :

Votre première Commission vous propose d'accorder à partir du 1^{er} janvier 1902 un supplément de salaire de :

5 francs aux cantonniers pères d'un enfant âgé de moins de seize ans ;

10 francs aux cantonniers pères de deux enfants âgés de moins de seize ans ;

1. Il ne s'agit pas d'engager les familles à avoir six, sept ou huit enfants, mais il faudrait inculquer à la population cette idée qu'un ménage normal doit comprendre au moins trois enfants vivants sinon plus. C'est donc surtout l'apparition du troisième enfant qu'il convient d'encourager.

20 francs aux cantonniers pères de trois enfants âgés de moins de seize ans ;

Et ensuite 10 francs pour chaque enfant en plus ;

50 francs aux agents-voyers pères d'un enfant âgé de moins de vingt ans ;

100 francs aux agents-voyers pères de deux enfants âgés de moins de vingt ans ;

200 francs aux agents-voyers pères de trois enfants âgés de moins de vingt ans ;

Et ensuite 100 francs pour chaque enfant en plus.

Le Conseil général des Basses-Alpes a ratifié cette proposition.

En conséquence, à partir du 1^{er} janvier 1902, tous les agents-voyers et cantonniers du département ont reçu des indemnités de familles proportionnelles au nombre de leurs membres.

De même on ne serait titularisé dans une compagnie de chemins de fer, dans une compagnie de tramways qu'à la condition d'avoir trois enfants. Tous ces postes sont infiniment recherchés, on saurait qu'il y a une condition pour les obtenir : d'avoir une famille d'au moins trois enfants. Il y a bien près de 500.000 postes qui seraient assujettis à cette condition.

Il faudrait que cette condition fût exigée par une loi et qu'il n'y eût aucune exception.

Peut-être à la longue l'esprit public arriverait à se pénétrer de l'idée que la famille normale se compose de trois enfants et assurément la natalité s'en ressentirait.

De même pour les emplois où quelque capacité et demandée, on ne devrait en permettre l'accès qu'à tout individu marié et ne donner aucun emploi public à tout individu non marié (1). A l'occasion de la naissance d'un enfant dans le ménage du fonctionnaire, donner de l'avancement et si cela ne peut se faire lui donner une augmentation de traitement de 120 francs par an et on arrivera ainsi à mettre aux rangs les plus élevés de la hiérarchie les plus grosses familles (en tenant compte des capacités, le bon sens l'indique), exemple qui pourra avoir sur la masse quelque influence.

D'ailleurs plusieurs administrations ont adopté ce système depuis quelque temps déjà. C'est l'industrie privée qui a montré son devoir à l'Etat. Les compagnies de chemins de fer ont introduit dans leurs règlements des clauses favorables aux familles nombreuses ; à la vérité ces charges qu'elles assument ont une compensation : les ouvriers mariés,

1. On peut opposer comme objection que les pouvoirs publics se priveront de concours utiles en écartant les sujets non mariés ou n'ayant pas d'enfant et qu'en beaucoup de cas ces exclus seront à plaindre car il n'y aura pas mauvaise volonté de leur part. Mais ces exclus peuvent faire leur carrière dans des emplois privés et l'Etat se sera servi de la passion des Français pour les fonctions publiques pour l'accroissement de la natalité. De plus l'Etat français ayant un grand intérêt à ce qu'il y ait beaucoup de naissances, il est tout naturel qu'il tienne à ce que tous ceux qu'il emploie aient une certaine fécondité.

ceux qui ont des enfants nombreux sont les plus réguliers, les plus tempérants, ceux qui tiennent le plus à leur place (1).

La Compagnie d'Orléans depuis 1897 donne à tout agent ayant un traitement inférieur à 1.500 francs et plus de trois personnes à sa charge 5 francs par mois pour chaque personne à sa charge en sus de trois. C'est évidemment peu de chose, mais c'est une indication qui a été imitée par les autres compagnies et qui n'a pas fait déboursier plus de 500.000 francs à chacune d'elles. Et plus récemment la Compagnie de P.-L.-M. prit les mesures suivantes :

Aux agents dont le traitement ne dépasse pas 2.100 francs par an elle accorde une allocation an-

1. Dans le même ordre d'idées M. Paul Leroy-Beaulieu écrit (*Journal des Débats* du 12 septembre 1908) :

« L'Etat devrait universaliser et intensifier cette pratique ; pour que le fardeau budgétaire ne soit pas trop lourd, il faudrait, d'une part, réduire les allocations et traitements des agents célibataires ou n'ayant qu'un enfant, en laissant subsister ces mêmes traitements pour ceux ayant deux enfants, et en augmentant, au contraire, les allocations et traitements des agents ayant trois enfants ou davantage.

« Cela ne pourrait se faire naturellement que pour les nouveaux venus ; les traitements des agents célibataires seraient réduits de 15 à 20 0/0, ceux des agents n'ayant qu'un enfant, de 10 0/0 ; ceux des agents ayant deux enfants resteraient identiques à ce qu'ils sont aujourd'hui ; par contre, les traitements des agents ayant plus de deux enfants seraient augmentés de 10 0/0 par chaque enfant. Dans tous les projets de loi, portant des accroissements de traitements aux agents ou employés des services publics, cette règle serait introduite. »

nuelle de 30 francs pour 3 enfants (ou assimilés) ;
80 francs pour 4 enfants ; 150 francs pour 5 enfants ;
240 francs pour 6 enfants ; 350 francs pour 7 enfants ;
480 francs pour 8 enfants ; 630 francs pour 9 enfants ;
800 francs pour 10 enfants ; 990 francs pour 11 enfants ;
1.200 francs pour 12 enfants.

Aux agents dont le traitement ne dépasse pas 2.400 francs par an, les allocations sont accordées à partir de 6 enfants ou assimilés et aux agents dont le traitement ne dépasse pas 2.700 francs par an, à partir de 8 enfants ou assimilés.

Sont assimilés aux enfants pour l'établissement du droit de secours de famille : 1° les petits-enfants, frères, sœurs, neveux, nièces de l'agent, s'ils sont orphelins de père et de mère et entièrement à sa charge ; 2° les père, mère, beau-père, belle-mère, grand-père, grand'mère de l'agent, ainsi que les grand-père et grand'mère de sa femme, s'ils sont entièrement à sa charge et demeurent avec lui d'une façon permanente.

Différentes propositions ont été faites soit au Conseil municipal de Paris, soit au Sénat, soit à la Chambre, ayant pour but de généraliser cette règle adoptée par les compagnies de chemins de fer (1). Le

1. Etude de M. Cheysson :

Le Nord a dépensé	270.000 francs
L'Ouest »	500.000 »
L'Est »	97.000 »
P.-L.-M »	225.000 »
L'Etat »	47.000 »

ministère de la Marine fut le premier qui adopta le principe, puis il fut suivi par le sous secrétaire des Postes et Télégraphes après une intervention très vigoureuse de l'abbé Lemire, le 9 février 1900 et plus récemment lors de la discussion du budget de 1909 où l'abbé Lemire se disait prêt à voter un impôt sur les célibataires.

Actuellement le principe est formellement admis et il ne reste plus qu'une loi à faire. Si elle est appliquée rigoureusement nous sommes convaincus qu'elle pourra sinon augmenter la natalité, tout au moins enrayer la diminution tout en étant peu onéreuse pour le Trésor.

DÉGRÈVEMENTS D'IMPOTS (1)

Nous avons vu qu'en 1666 un édit de Louis XIV assurait l'exemption de la taille « à tout père ayant dix enfants vivants, nés en légitime mariage, non prêtres, religieux ou religieuses. Nous pouvons être moins exigeants et demander qu'un dégrèvement ait lieu dans les familles à partir du quatrième enfant. Remarquons qu'il est probable que sous Colbert les familles de dix enfants n'étaient pas plus rares que celles de quatre enfants aujourd'hui.

La loi de finances votée le 16 juillet 1904, pour la première fois (art. 4 amendé par M. Mirman) autorise les communes de plus de 5.000 habitants à dégrever les contribuables en raison de leurs charges de famille (2).

1. Au cours de la discussion qui se poursuit à la Chambre des Députés concernant l'impôt sur le revenu, différents amendements ont été déposés pour dégrever les familles nombreuses.

2. *Journal officiel*, du 14 juillet 1904. L'amendement est ainsi conçu : « Les conseillers municipaux — qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1903, déduisent à titre de

La ville de Paris appliqua immédiatement la loi, mais le dégrèvement ne fut que de 5 francs par enfant. De très nombreuses délibérations eurent lieu au conseil municipal de Paris en faveur du dégrèvement. L'idée paraît définitivement admise car il est bien évident que tous les impôts directs, tous les impôts indirects, la douane, l'octroi, l'impôt mobilier, la patente sont d'autant plus élevés que les enfants sont nombreux. Les familles pauvres sont celles qui ont le plus d'enfants, il est juste qu'elles soient dégrevées.

Malheureusement cette mesure n'est pas très efficace qui consiste à dégrever de 5 ou 10 francs une famille qui a un enfant de plus. D'autre part M. Bertillon a présenté le rapport suivant dans son bulletin de juillet 1908 tendant à dégrever les familles de plus de trois enfants :

Dans les rares occasions où le législateur a eu quelque velléité de dégrever les familles nombreuses, la crainte, fort

minimum de loyer une somme constante de la valeur locative d'habitation de chaque contribuable, afin d'obtenir le loyer matriciel qui servira de base à la contribution mobilière — peuvent, dans les conditions même prévues à l'article précité, augmenter cette constante de un, deux, trois, quatre ou cinq cinquièmes, selon que le contribuable a, à sa charge et à son domicile, deux, quatre, six, huit ou dix enfants, légitimes ou non, parents âgés ou infirmes, enfants orphelins ou abandonnés et par lui recueillis. Les enfants sont considérés comme à la charge jusqu'à l'âge de seize ans révolus. »

légitime, de nuire au Trésor, l'a conduit à ne proposer que des dégrèvements minimes qui, même s'ils avaient été adoptés, n'auraient été, pour le père de famille, ni une aide, ni un encouragement, ni une restitution.

Nous nous proposons de chercher dans quelle mesure les pères de familles nombreuses peuvent être dégrevés sans nuire au Trésor, de façon que la réforme se suffise à elle-même.

Il est tout d'abord indispensable de définir ce que nous entendons par *famille nombreuse* :

Le fait d'élever des enfants doit être considéré comme une des formes de l'impôt. En effet, payer un impôt, c'est s'imposer un sacrifice pécuniaire au profit de la nation entière. C'est ce que fait le père qui élève des enfants.

Pour que cet impôt soit acquitté par une famille, il faut qu'elle élève trois enfants. En effet, il en faut deux pour remplacer les deux parents, et il en faut, en outre, un troisième, car sur les trois il y en aura en moyenne un qui mourra avant de s'être reproduit.

Donc, la famille qui n'élève que deux enfants s'impose des sacrifices insuffisants pour l'avenir de la nation. Celle qui en élève plus de trois s'impose un supplément de charges dont il est strictement juste de la dédommager.

Il est possible de dégrever complètement d'impôts directs les familles qui comptent plus de trois enfants. Une mesure aussi radicale ne corrigerait qu'imparfaitement les injustices dont les familles nombreuses sont actuellement victimes, car elle n'arriverait pas à leur restituer les impôts de douane et

d'octroi qu'on prélève abusivement sur elles, en raison même de leur fécondité.

Un examen superficiel des chiffres montre que pour éviter toute perte au Trésor, il suffirait de charger d'un *cinquième seulement* les familles moins prolifiques. Mais, lorsqu'on les étudie avec plus de soin, on voit que cette surcharge est beaucoup trop forte, qu'une augmentation du *septième* est suffisante.

Prenons d'abord le premier point :

La situation démographique de la France est tellement déplorable, que les familles de plus de trois enfants ne forment que la sixième partie des familles françaises : c'est ce que prouvent les chiffres suivants (Recens. 1896) :

	Nombres absolus	Pour 100 familles
Nombre de célibataires masculins de plus de 30 ans.....	1.341.740	11,1
Nombre de familles sans enfant....	1.808.839	14,9
Nombre de familles ayant 1 enfant..	2.638.752	21,7
Nombre de familles ayant 2 enfants.	2.379.259	19,5
Nombre de familles ayant 3 enfants.	1.593.387	13,0
Nombre de familles ayant plus de 3 enfants.....	2.190.155	17,9
Nombre de familles ayant un nombre d'enfants inconnu.....	234.855	1,9
Totaux.....	<u>121.86.987</u>	<u>100,0</u>

On voit donc clairement que, pour dégrever *complètement* les 2 millions de familles de plus de trois enfants, il suffirait de charger les 10 autres millions de familles d'un sup-

plément d'impôt de 20 o/o. Mais il nous paraîtrait plus équitable d'échelonner ce supplément d'impôt et de le rendre inversement proportionnel au nombre des enfants.

Le dégrèvement des familles nombreuses ne doit nullement avoir un caractère d'assistance et de charité. Il est de stricte équité, nous l'avons prouvé plus haut. Donc, à moins de manquer au principe de l'égalité devant la loi, on devrait l'appliquer uniformément à tous les Français, quelle que soit leur situation sociale, sauf à récupérer par ailleurs sur les familles aisées leur part proportionnelle d'impôt, assise sur un autre signe extérieur de la richesse que le nombre d'enfants.

Nous allons montrer que cette surcharge d'un cinquième est elle-même très exagérée.

Le calcul précédent suppose en effet que les familles riches ont autant d'enfants que les familles pauvres ; or, nous savons parfaitement qu'il n'en est pas ainsi. De plus, nous avons considéré comme n'étant jamais contribuables les hommes de moins de trente ans et les femmes célibataires quel que soit leur âge, ce qui n'est pas exact. Nous avons fait ces suppositions pour éviter les objections possibles.

Une autre statistique nous donne une base d'appréciations beaucoup plus solide.

On peut admettre que dans l'état actuel, l'impôt est tant bien que mal proportionné à la fortune des familles, fortune qui nous est connue lors du décès de leur chef. C'est pourquoi, en 1898, M. Fernand Faure, alors directeur de l'Enregistrement, a fait établir la statistique suivante (qui n'a

jamais été recommencée, mais les chiffres n'ont pas dû se modifier sensiblement depuis dix ans) :

Montant total des héritages laissés par les chefs de famille ayant le nombre d'enfants indiqué

1 enfant.....	1.073 millions
2 —	1.060 —
3 —	618 —
4 — et plus.....	719 —
	3.470 millions
Successions collatérales et autres..	2.231 —
Montant total des successions.....	5.701 millions

Ainsi, sur 5.701 millions, il n'y en avait que 719 concernant les familles de quatre enfants et plus. Leur part dans la fortune publique s'exprime donc par la fraction $\frac{719}{5701}$

Appliquons cette proportion aux impôts directs perçus au profit de l'Etat.

Impôts directs en 1905

	Montant total de l'impôt en 1905 (en milliers de fr.)	Evaluation de la part payée par les familles de 3 enfants et plus (en milliers de fr.)
Foncière { Propriétés bâties..	90.607	11.430
— non bâties	121.108	15.270
Personnelle mobilière.....	100.325	12.650
Portes et fenêtres.....	65.700	8.290
Patentes.....	140.626	17.730
	518.366	65.370
Frais d'amortissement.....	1.077	
Total général.....	519.443	

Pour dégrever totalement de tout impôt direct les familles de plus de trois enfants, il suffit d'une somme de 65 millions qui représente la *huitième* partie du produit total de l'impôt.

Si vous n'admettez pas le calcul qui précède et que vous supposiez, contre toute vraisemblance, que les familles nombreuses sont aussi riches que les familles restreintes, c'est proportionnellement en $\frac{2190}{12187}$ qu'il faut partager le montant de l'impôt. On trouve que le dégrèvement monte au total à 123 millions. Mais le chiffre véritable me paraît être de 62 à 65 millions.

Il suffit donc, pour éviter toute perte au Trésor, d'augmenter l'impôt des familles restreintes de $\frac{1}{7}$ de son montant actuel, ou plus exactement de 14,40/o.

Cet accroissement de charges, pour des contribuables qui n'ont pas de charges de famille, paraîtra bien faible si l'on songe que, de 1881 à 1906, soit en vingt-cinq ans seulement, le rendement des quatre contributions directes (Etat, départements, communes) s'est élevé de 708 millions à 982 millions, c'est-à-dire qu'il s'est élevé de près de 40 0/o.

Conclusions

Les dégrèvements pour charges de famille ne doivent être accordés qu'aux familles élevant plus de *trois* enfants.

Ces dégrèvements, pour constituer une aide et un encouragement, doivent être très considérables.

Ils peuvent l'être sans danger pour le Trésor, car si on voulait dégrever *complètement* les familles de plus de trois enfants, il suffirait, pour récupérer le montant du dégrèvement, d'ajouter à l'impôt des autres contribuables de moins d'un cinquième, et plus probablement d'un septième de leur impôt actuel.

D'autres mesures analogues permettant de dégrever davantage sans que le Trésor pût en souffrir, consistent à égaliser les charges de famille, à égaliser autant que possible l'impôt entre les familles ; permettraient d'augmenter les ressources de l'Etat et le mettraient à même d'aider les familles nombreuses.

C'est une question d'équité, tout simplement, qui peut parfaitement se concevoir dans des circonstances normales et qui en même temps qu'elle mettrait un peu plus d'égalité dans la répartition des charges serait peut-être aussi un moyen d'encourager l'augmentation des naissances.

Différents projets ont été exposés ; entre autres celui du commandant Mathis que nous trouverons plus loin.

Nous avons pensé que le projet suivant pourrait avoir quelque chance d'obtenir un assez bon résultat. On pourrait l'appeler impôt de repopulation :

Quand un contribuable se présentera chez les percepteurs, il lui sera réclamé pour la caisse de repopulation une somme représentée par le montant de

sa cote multipliée par $3/3$ s'il est marié ; par $3/4$ s'il a un enfant, par $3/5$ s'il en a deux, par $3/6$ s'il en a 3.

A partir de quatre enfants, on ne paierait pas cet impôt et il arriverait certainement que pour s'y soustraire beaucoup de ménages qui ne veulent avoir qu'un ou deux enfants en auraient le plus vite possible un troisième et ceci surtout à la campagne où l'on entendrait les paysans dire : « Pour tant faire que de payer pour élever des enfants j'aime mieux en élever à moi qu'aux autres ! » Quant aux ménages ne pouvant avoir d'enfants (on a pu voir par ailleurs qu'ils étaient peu nombreux) ils se trouveraient sur un pied d'égalité en s'acquittant en argent des mêmes charges imposées à d'autres par le nombre de leurs enfants. Nous n'entendons pas forcer les gens à se marier et à avoir des enfants, nous entendons simplement mettre sur un pied d'égalité, quant aux charges, les nombreuses familles et les familles stériles volontairement ou non.

C'est sur ce même principe que M. Piot s'est basé pour demander un impôt qu'on a appelé improprement impôt sur les célibataires, dans sa lettre du 7 février 1908, qu'il adressait à M. Bertillon :

Il faut dégrever les pères de famille.

J'ai fait voter ce dégrèvement par le Sénat à deux reprises — il y a huit et neuf ans déjà ! —

Malheureusement, la Chambre des députés, occupée par

des soucis politiques plus immédiats et inquiétée sans doute par la répercussion financière qu'aurait ce dégrèvement sur le budget, n'a pas suivi mon initiative.

C'est pour cela que j'ai complété le premier projet, en établissant la ressource en face de la dépense.

Cette ressource!... A qui devons-nous la demander.

A ceux qui n'ont pas d'enfants, en faveur de ceux qui ont donné des enfants à la patrie et qui paient ainsi un impôt en nature dont il est équitable de tenir compte.

Mon opinion n'a jamais varié sur le problème de la dépopulation et sur les façons de l'envisager.

Arrêter la dépopulation de la France, c'est une question de vie ou de mort pour le pays, c'est une nécessité patriotique.

Mais pour accomplir ce devoir national, il faut encourager, aider, soutenir les familles nombreuses. Et les moyens à employer sont :

1^o Le dégrèvement des pères et des mères de famille.

2^o L'imposition établie sur ceux qui n'ont pas d'enfants au profit de ceux qui en ont, de façon à égaliser les lourdes charges des premiers avec les charges moins lourdes des seconds.

Pour moi, l'un de ces moyens ne va pas sans l'autre.

D'autant mieux que si l'on parle seulement de dégrèvement, il se trouvera que les familles nécessiteuses qui ne paient aucun impôt direct et qui continueront à payer les impôts indirects, ne seront dégrévées de rien ; et que, pour ces familles nécessiteuses, il est pourtant indispensable de

trouver la compensation de leurs responsabilités sociales.

Le jour où les pauvres gens pourront au moins nourrir leurs enfants avec le concours de l'Etat, on verra s'élever le niveau de la natalité.

Et moi, que certains ont appelé — peut-être par ironie — l'apôtre de la repopulation, et qui prétends m'honorer grandement de ce titre, je ne crains pas de dire : Si les citoyens français ne font plus d'enfants, ils sont excusables et ils demeureront excusables tant que les pouvoirs publics ne voudront pas s'occuper de la situation faite à leurs enfants et à eux-mêmes.

Notre cause est forte parce qu'elle est juste et parce qu'il existe actuellement, sur tous les points de la France, des centaines de familles nombreuses, qui réclament de la République la part d'équité fiscale à laquelle elles ont droit.

Avec le produit de cet impôt, ainsi que le dit M. Piot, on pourrait venir en aide aux ménages ayant peu de ressources. Un ménage pauvre aurait droit par exemple à recevoir autant de fois 10 francs par mois qu'il a d'enfants au-dessous de treize ans moins 2. A partir du troisième enfant, les familles toucheraient une allocation de 120 francs par an.

Chaque enfant abandonné pourrait recevoir 120 ou 180 francs par an.

Chaque fille-mère aurait droit à un secours de 15 francs par mois et par enfant au-dessous de treize ans.

Pour ceux qui ont un petit avoir, on pourrait établir leur revenu d'une façon approximative et de la somme qui leur serait allouée, s'ils ne possédaient rien du tout, on défalquerait ce revenu,

D'après des calculs établis par les soins de l'alliance nationale pour l'accroissement de la population française, on pourrait obtenir au moyen de cet impôt près de 80 millions qui pourraient être répartis ainsi que nous l'avons indiqué et qui pourraient permettre en outre à toutes ces familles le droit à l'assistance médicale gratuite dès qu'elles auraient droit aux secours (1).

Un autre projet est celui qui prendrait pour base les familles de trois enfants. Celles-là ne paieraient pas cet impôt. Les familles de moins de trois enfants

1. En juillet 1903, la législation de l'Etat du Kausas fut saisie d'un projet de loi contre les célibataires :

« Tout homme âgé de quarante ans au moins et de soixante-cinq ans au plus, en bonne santé et non marié, devra payer un impôt de 125 francs par an. Les femmes de trente-cinq ans au moins et de cinquante ans au plus et également en bonne santé devront payer un impôt semblable ».

Dans la République Argentine un impôt frappe les célibataires.

Ce que nous proposons est tout différent, nous ne voulons pas mettre les célibataires dans l'obligation de se marier ; ayant les mêmes droits, les mêmes avantages qu'un homme marié et père de famille, ils doivent avoir des charges égales.

paieraient une certaine taxe qui croîtrait avec la diminution du nombre d'enfants, calculée d'après la valeur locative. Par exemple une famille ayant un loyer de 1.000 francs et n'ayant qu'un enfant paierait autant de fois 1 o/o qu'il lui faudrait d'enfants pour arriver au nombre trois. En l'espèce elle paierait 2 o/o du loyer, c'est-à-dire 20 francs. Les familles ayant plus de trois enfants toucheraient une prime établie d'après la valeur locative ainsi qu'il suit :

De 5.000 francs à 3.000 francs	de loyer 1 o/o par enfant	
De 2.000 francs à 900 francs	» 2 o/o	»
De 800 francs à 600 francs	» 10 o/o	»
De 500 francs à 100 francs	» 20 o/o	»

Nous parlons des loyers de 5.000 francs ; les appartements de 5.000 francs n'étant loués que par des personnes ayant déjà une grosse fortune et pouvant subvenir aux charges d'une famille de quatre enfants au moins.

MODIFICATION DES IMPOTS DE SUCCESSION

M. du Halgouet, député, a présenté une proposition de loi ayant pour objet la diminution des tarifs des droits successoraux pour les familles nombreuses (1).

1. J. off. du 17 janvier 1906. M. du Halgouet propose les chiffres suivants :

Taux applicables à la fraction de part nette comprise entre :

Indication des degrés de parenté	1 fr. et 2.000 fr.	2.000 fr. et 10.000 fr.	10.000 fr. et 50.000 fr.	50.000 fr. et 100.000 fr.	100.000 fr. et 250.000 fr.	250.000 fr. et 500.000 fr.
	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
<i>Taux actuel :</i>						
1 ^{re} Ligne directe.	1 »	1 25	1 50	1 75	2 »	2 50
<i>A remplacer par :</i>						
1 ^{re} Ligne directe.						
Famille de 1 enfant	1 50	1 75	2 »	2 25	2 50	3 »
— 2 —	1 25	1 50	1 75	2 »	2 25	2 75
— 3 —	1 »	1 25	1 50	1 75	2 »	2 50
— 4 —	» 75	1 »	1 25	1 50	1 75	2 »
— 5 —	» 50	» 75	1 »	1 25	1 50	1 75
— 6 —	» 25	» 50	» 75	1 »	1 25	1 50
— 7 —	» 10	» 25	» 50	» 75	1 »	1 25
— 8 —	» 10	» 25	» 50	» 75	1 »	1 25
— 9 —						
et plus	» 05	» 05	» 10	» 25	» 50	» 75

2^o Entre époux, etc. (comme aux lois de finances du 25 février 1901 et du 30 mars 1902).
La progression continue pour les sommes de plus de 500.000.

M. Pieyre, ancien député du Gard, a également proposé un remaniement des droits successoraux. Son système consiste dans une retouche rationnelle des taxes de successions directes suivant une échelle proportionnelle au nombre des enfants et comportant un écart suffisant pour marquer la protection de façon que la transmission du patrimoine des ascendants s'effectue dans un état d'autant plus amoindri qu'il existera moins d'enfants habiles à succéder.

Le 6 novembre 1905 M. Messimy et un certain nombre de ses collègues déposèrent une proposition tendant à établir des droits de succession inversement proportionnels au nombre des enfants et dont nous pensons qu'il serait d'une efficacité certaine, tout au moins en restaurant le principe de l'égalité devant l'impôt.

Echelle des droits entre père et enfants

Montant de la succession	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus
jusqu'à 2000	3	1,75	1
2.000 à 10.000	3,75	2,25	1,25
10.000 à 50.000	4,50	2,60	1,50
50.000 à 100.000	5,25	2,80	1,75
100.000 à 250.000	6	3	2
250.000 à 500.000	7,50	4,50	2,50
500.000 à 1000.000	7,50	4,50	2,50
au-dessus d'un million	7,50	4,50	2,50

Il nous semble que la progression n'eût pas dû s'arrêter au troisième enfant et qu'elle eût dû continuer afin de dégrever de plus en plus les familles de quatre, cinq, six enfants.

Les propositions de M. Du Halgouet et de M. Messimy furent renvoyées à la commission de législation fiscale où elles sont restées.

Mesures relatives au service militaire

Les Spartiates, race très guerrière, dispensaient du service militaire tous les pères de trois enfants et absolument de toutes charges les pères de quatre enfants.

Il faudrait reprendre ces mesures. Il faudrait décider que l'aîné d'une famille de cinq enfants sera entièrement exempté du service militaire et que tout père de famille ayant cinq enfants sera entièrement libéré du service de réserve et territorial. On pourra dire que les effectifs en seront réduits ; mais ils le seront encore bien plus dans quelques années si le taux de la natalité continue à fléchir.

Ne pourrait-on pas favoriser les officiers ayant beaucoup d'enfants relativement à l'ancienneté ? Un officier par enfant au-dessus de trois gagnerait un an pour l'ancienneté : mesure très modeste et qui ne nuirait en rien aux autres officiers, l'avancement au choix existant toujours.

MESURE D'ORDRE CIVIL CONCERNANT LE PARTAGE ÉGAL ET LA QUOTITÉ DISPO- NIBLE.

(art. 815 et 913 du C. civ.)

Le paysan français sent bien que le partage du domaine qu'il a constitué péniblement a de graves inconvénients. Il cherche à combiner ce sentiment instinctif avec son désir de maintenir l'égalité entre ses enfants. La quotité disponible dont il peut disposer est si faible qu'il a renoncé à en user. Il n'a qu'une ressource : limiter le nombre de ses enfants ; et de cette ressource il n'use que trop (1).

1. En Allemagne (*Auerbeurecht*), le bien rural a une toute autre physionomie. C'est bien une propriété individuelle, mais c'est à un héritier unique que le domaine passe intégralement. Outre la volonté paternelle qui ordonne cette forme de transmission des biens, il y a la volonté de tous les membres de la famille ; aucun ne réclame le partage. Le « Hof » paternel mérite tous les sacrifices. Avec ce régime les familles sont nombreuses, ceux qui ne trouvent pas dans le bien paternel une occupation suffisante se dirigent vers les villes, l'industrie, le commerce, vont aux colonies (comparez ce qui se passe au Canada).

La loi du partage n'existe nulle part aussi absolue que chez nous ; le gouvernement allemand, en prenant possession de l'Alsace-Lorraine, a immédiatement modifié notre loi successorale. M. Piot voudrait que l'on supprimât totalement l'article 815 du Code civil, et cependant ce principe du partage égal fut défendu ce qui est très curieux, non pas au nom des principes égalitaires, mais dans la pensée de développer la population. « Le partage des biens, disait Mirabeau, est étroitement lié aux moyens d'accroître la population ». Et Petion ajoutait : « C'est une vérité démontrée que la division des propriétés multiplie les hommes en multipliant les moyens de subsistance ». Mais tous ne pensaient pas ainsi, car le 11 mars 1791 fut discuté un projet de loi sur le droit égal de succession *ab intestat*, les députés de Normandie principalement protestèrent vivement : « Le système qu'on va présenter, disaient-ils, nous conduirait à la division infime des propriétés ; c'est détruire la prospérité du pays ». Mais on ne les entendit pas ; il fut passé outre car, ainsi que disait Merlin, il s'agissait d'effacer les plus légères traces de la féodalité.

En avril 1791, on discuta le droit de tester. Plusieurs députés du Sud demandèrent le maintien des anciennes coutumes. « Qu'on aille donc dans les heureuses contrées des provinces méridionales, disait Cazalès, où le père de famille ne meurt jamais : celui

qui lui succède le remplace dans ses affections comme dans ses droits. Il est sans exemple dans ces contrées que la maison du fils aîné ne soit pas celle de toute la famille... L'inégalité dans les partages existait déjà cinq siècles avant que la féodalité fût organisée. Le comité est tellement aveuglé par la haine de la féodalité qu'il rattache à cette dernière, des pratiques qui lui sont tout à fait étrangères rappelant en cela certains héros qui se battaient avec des fantômes. A la mort de chaque père de famille, on serait obligé de vendre son champ ou de le morceler ; dans ce dernier cas, chaque portion de terre ne suffirait pas pour nourrir celui qui la posséderait ; dans le premier, on verra s'établir de grandes propriétés aussi nuisibles que les petites ». Cazalès obtint que la réforme projetée fût renvoyée.

La Convention, le 7 mars 1793, supprima complètement la liberté testamentaire et prescrivit le partage égal sans aucune atténuation. Cependant il y eut de vives réclamations. Cambacérès essaya de soustraire à la loi les petites propriétés, mais ce fut en vain.

Le 20 janvier et 10 février 1803 furent discutés au Conseil d'Etat les principes du droit successoral. Plusieurs défendirent la liberté de tester. Maleville disait que dans le Midi « chaque ouverture de testament subdivisera les héritages de manière à ne plus pouvoir constituer une ferme ou une métairie ; ce serait

la ruine de la culture et la destruction de la famille ». Bigot de Préameneu, Portalis, les Cours d'appel de Paris, Limoges, Montpellier demandaient que le père disposât de la moitié de la fortune.

Au contraire Tronchet défendait le partage égal. Il fallut s'incliner devant la voix du maître ; il voulut d'abord respecter l'autorité paternelle, au moins pour les petites fortunes. « La trop grande division des fortunes modiques met fin à leur existence, surtout si elle entraîne la vente de la maison paternelle qui en est pour ainsi dire le point central ». Mais cette considération le cédait dans son esprit à celle tout à fait égoïste qu'il exposa trois ans plus tard (5 juin 1806) dans cette lettre à son frère Joseph, roi de Naples : « Je veux avoir à Paris cent familles, toutes s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables, puisque ce ne sont que des fidéicommiss et que ce qui ne sera pas à elles va se disséminer par l'effet du Code civil. Etablissez le Code civil à Naples. Tout ce qui ne vous sera pas attaché va se détruire alors, en peu d'années, et ce que voudrez conserver se consolidera. »

« Voilà le grand avantage du Code civil. Il faut établir le Code civil chez vous. Il consolidera votre puissance, puisque par lui tout ce qui n'est pas fidéicommiss tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous exigerez en fiefs. C'est

ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir. »

Habemus confitentem : celui qui pesa du poids de sa prépondérante influence pour nous doter de la loi de succession paternelle, reconnaît qu'il pensa non pas à la France mais à lui-même. Il s'agissait de « consolider » la puissance d'un autocrate.

Le partage fut donc son seul objectif et il l'imposa.

Et nous l'avons gardé ; il a entraîné la dépopulation du foyer domestique, le droit d'unigéniture a remplacé le droit d'ainesse.

Le remède ? il est indiqué, c'est la liberté de tester. L'exemple du Canada est bon à suivre. La natalité dans la province française de Québec, s'élève à 48 0/00 habitants, natalité qui dépasse le double de la nôtre et tout ce que nous voyons en Europe.

D'abord, augmentons la quotité disponible (1) :

M. Chassaing-Goyon déposa le 27 mars 1900, à la tribune du Conseil général de la Seine, le vœu suivant :

Le Conseil général,

« Considérant que la diminution progressive de la natalité en France depuis le commencement du siècle est un véritable

1. Émettons, nous aussi, le vœu que le Parlement étudie cette question et augmente la quotité disponible.

danger pour notre pays qui se voit menacé à la fois dans sa puissance matérielle et dans son influence morale ;

« Qu'une des causes, sinon la principale de la dépopulation surtout dans les campagnes réside dans le régime successoral tel que l'a établi le Code civil,

Emet le vœu que le Parlement :

1^o Modifie l'article 913 (1) du Code civil dans le sens d'une augmentation de la quotité disponible (2) ;

2^o Abroge le paragraphe 2 de l'article 832 (3) du même

1. Art. 913. — « Les libéralités soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime ; le tiers s'il laisse 2 enfants, le quart s'il en laisse 3 ou un plus grand nombre.

2. Nous sommes profondément attachés au Code civil ; cependant en 1899, le 14 mai, M. Glasson, doyen de la Faculté de Droit, reconnaissait l'utilité qu'il y aurait à augmenter la quotité disponible, il fit une communication à la Société d'Economie sociale où il exposa le système espagnol. La succession est divisée en trois tiers ; le premier forme une réserve à laquelle les enfants ont tous un droit égal ; le second est entièrement disponible, le troisième est une réserve collective des enfants vis-à-vis des étrangers, mais en même temps une quotité disponible pour les enfants entre eux ; le père ne peut en disposer en faveur des étrangers, mais fait ce qu'il veut entre les enfants.

3. L'article 832 se concerne de partages et rapports. « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations.

« Et il convient de faire entrer dans chaque lot s'il se

Code dont l'application est, dans bien des cas, une cause de ruine pour les familles nombreuses.

Et ce qu'il faudrait surtout, ce serait supprimer le partage du bien entre les héritiers. De l'aveu même de Napoléon, le partage est une machine de guerre. Et on en a fait un état normal.

En 1815, lorsque les alliés discutaient les conditions destinées à écraser la puissance française, lord Castlereagh calma les appétits trop voraces et les rancunes trop ardentes par cette phrase : « Laissez-les donc ! avec leur régime successoral, dans cent ans d'ici, ils n'existeront plus. » Les cent ans sont tout proches et nous nous demandons si lord Castlereagh n'aurait pas dit vrai.

Que faire ? nous l'avons dit déjà : autoriser le père de famille à user de son bien comme il lui plaît. Peut-être y aurait-il quelques abus, se résumant en la captation probable de quelques héritages, mais ces abus auraient du moins l'avantage de secouer l'apathie d'un assez grand nombre de jeunes gens dont l'avenir se trouve assuré sans efforts, et même nous estimons que ces abus valent la peine d'être risqués s'ils envisagent les éventualités redoutables d'une dépo-

peut la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ».

Pour appliquer ce deuxième paragraphe, il faut presque toujours morceler les exploitations.

pulation contre laquelle peut se dresser victorieusement un remaniement du régime successoral.

Proposition Toutée, supportant une modification dans le système de la représentation du Code civil.

M. le général Toutée, en décembre 1902, communiqua une note résumant une idée qu'il mûrissait depuis cinq ans et qu'il avait confiée au capitaine Haran, son officier d'ordonnance, au cas où la maladie ne put lui permettre d'achever la descente du Niger et de ne pas rentrer vivant en France, nous avons cru devoir exposer la note en son entier.

Pour ceux qui s'effrayent de leur faiblesse et ne croient qu'à la fortune toute faite, l'objectif sera de trouver, pour l'accoupler à leur enfant unique, un autre enfant également unique. En moins de vingt-cinq ans, ces unions d'enfants uniques, préoccupés eux-mêmes de n'avoir qu'un enfant, réalisent l'idéal de l'accumulation des biens et de la destruction de la famille. A eux deux, ils possèdent déjà ce que leurs parents, au nombre de quatre, avaient amassé. Leur enfant partagera, avec sa femme, l'avoir de huit grands-parents et s'acharnera à ne laisser qu'un seul héritier pour ces huit héritages. Que cet héritier disparaisse — et c'est une dispa-

rition fatale à bref délai — l'œuvre de destruction de la famille sera achevée.

Ainsi les auteurs d'un bien, dont l'objectif aura été de le transmettre à leurs descendants, se trouveront trompés, dépouillés de leur espoir en même temps que de leurs biens, par les simples jouisseurs auxquels ils s'en étaient remis pour cette transmission. C'est cette jouissance que la loi doit troubler, en rappelant le bénéficiaire d'une fortune à ses devoirs envers la nation qui ne doit pas dépérir, envers la famille qui ne doit pas s'éteindre, envers les auteurs de leur fortune qui la leur ont laissée pour la transmettre.

La disposition que je propose précisément pour objet de frapper ces ménages oublieux de leurs devoirs, non pas de les frapper correctionnellement, ni administrativement, ni politiquement, mais de les atteindre dans ce qui fait la raison de leur faute, de les atteindre dans leurs biens, de les priver d'une partie des biens à eux dévolus par héritage, de les en priver dans la proportion exacte, où ils se refusent eux-mêmes à en assurer la transmission, de les en priver au bénéfice des autres héritiers des mêmes auteurs qui assurent mieux qu'eux cette transmission de proportionner exactement cette privation et ce bénéfice à l'aisance des premiers et aux charges des seconds, au manquement des premiers à leur devoir, à la manière dont les seconds l'ont, au contraire, accompli.

Si cette disposition n'avait d'autre effet que d'entraîner les ménages pourvus d'un ou deux enfants à en avoir trois, les héritages — en prenant pour bases les chiffres de 1898 —

porteraient sur $95.000 \times 2 + 175.000$, soit sur 265.000 héritiers de plus, c'est-à-dire, comme il s'agit d'enfants ayant vécu jusqu'à la mort de leurs auteurs, qu'on pourrait espérer de cette seule origine un surcroît de 132.000 conscrits par an, et une natalité d'environ 400.000 âmes de plus.

On voit qu'il ne s'agit pas de conclusions, ni d'effets négligeables et cette considération suffit pour qu'on prête attention au moyen légal extrêmement simple que je propose pour l'obtenir, d'autant plus que les développements ci-après feront entrevoir de cette disposition des conséquences encore plus importantes au point de vue de la natalité, de la satisfaction à donner aux auteurs des biens, de l'équité dans la répartition de ces biens, et de la résurrection des forces vives de la nation.

Le moment est donc venu d'exposer en quelques lignes le moyen préconisé.

Il consiste dans une simple intercalation d'un simple article (art. 744 *bis*) dans le Code civil.

TEXTE PROPOSÉ. — *Toutes les successions donnent lieu à partage.*

A chaque héritier sont attribuées, en outre de sa part, autant de parts égales à la sienne qu'il a d'enfants vivants ou représentés.

Tout enfant unique, appelé à succéder à ses ascendants ou de leur chef, reçoit à ce titre la moitié de leur héritage, l'autre moitié allant à celui ou à ceux auxquels la succession reviendrait à son défaut.

L'esprit de cette modification est, par le premier paragra-

phe, d'introduire les petits-enfants dans le partage et de transporter sur eux la préoccupation d'égalité dans l'héritage que la loi actuelle limite aux enfants du premier degré.

Par le deuxième paragraphe, l'article 744 *bis* rend vain les efforts des ménages qui, en se restreignant à un seul enfant, tenteraient de se soustraire pour un temps aux conséquences du premier paragraphe.

Conséquences de cette disposition. — Examinons en effet les conséquences des modifications énoncées plus haut.

Tout d'abord, observons que la plupart des propositions formulées jusqu'ici pour augmenter la natalité par des amendements à notre régime successoral ont été conçues dans un esprit diamétralement contraire à celle qu'on examine.

On considère en effet généralement que la suppression du droit d'aînesse, en imposant aux parents la division de leur héritage, les pousse à restreindre leur progéniture pour éviter ou diminuer le morcellement rendu obligatoire de leurs biens.

Que cette préoccupation soit au fond du cœur d'un trop grand nombre de parents, je n'en disconviens pas, et, au surplus, la mesure proposée déjouerait ce calcul ; mais le respect de l'égalité, de l'équité, a chez tous les Français une telle puissance, que tous les efforts en vue du rétablissement du droit d'aînesse se sont heurtés et se heurteront de plus en plus à une sorte de répulsion instinctive, issue au demeurant d'un sentiment très louable.

Ces efforts me paraissent donc voués à l'insuccès.

C'est, au contraire, du respect de ce sentiment d'équité

que s'inspire ma proposition et que j'en attends le succès.

Il suffit en effet de regarder autour de soi pour constater que la plupart des personnes dont l'héritage se fait en ligne directe, c'est-à-dire, suivant la voie la plus naturelle, meurent en étant pourvues de petits-enfants.

N'est-il point reconnu, d'autre part, que l'affection des grands-parents s'exerce et se répartit sur les petits-enfants avec une intensité au moins égale à celle des parents pour leurs enfants directs ?

Ce sentiment n'a pas besoin pour être expliqué d'une analyse bien savante du cœur humain.

Arrivés à un âge où les ambitions personnelles, où les luttes de la vie, où les soucis de la carrière ont perdu leur âpreté, les grands-parents (grand-père et grand-mère gâteau) trouvent chez leurs petits-enfants des charmes que le père et la mère ne subissent pas sans mélange. Pour ces derniers, les périls et les douleurs de la maternité, les préoccupations de l'éducation, les charges de la vie matérielle sont autant d'objets dont la sévérité réagit sur leurs rapports avec leurs enfants. Sans doute l'affection est la même, mais la tendresse est plus mêlée d'autres soins chez le père que chez le grand-père.

Et dès lors qui ne se rappelle avoir vu autour de soi ces aïeuls, à la veille de disparaître, inquiets sur le sort réservé à leurs petits-enfants, se préoccupant de la répartition ultérieure de leur fortune entre les différentes branches de leurs descendants, déplorant l'inégalité fatale dont souffriront plus tard les enfants des branches les plus fécondes, essayant

d'atténuer par des prélèvements sur la « quotité disponible » par une participation aux frais de leur instruction, de leur entretien, par des dots, par des cadeaux, l'inégalité du traitement fait à ceux de leurs petits-enfants qui sont destinés à être le moins fortunés.

Aussi bien est-ce répondre à cette préoccupation des auteurs ou des détenteurs de la fortune que d'instituer le partage par parts égales entre ceux de leurs descendants en ligne directe qui vivent au moment de leur mort, entre ceux qu'ils ont connus et qui ont une part égale dans leur sollicitude.

A ce titre, au lieu d'être une loi de réaction contre la mesure égalitaire qui a aboli le droit d'aînesse, la disposition proposée est un nouveau pas en avant dans la même voie. Loin de heurter un sentiment qui a fini par constituer dans les cœurs français une sorte de loi naturelle, elle se conforme avec une souplesse parfaite aux exigences de ce sentiment.

Et si l'on peut reprocher à l'égalité, limitée dans les partages aux enfants du premier degré, d'avoir tari la source des naissances et des énergies françaises, on voit que l'application du même principe, étendu aux petits-enfants, nous redonnera avec excès ce que l'application restreinte nous a fait perdre.

Et d'abord, remarquons que la répartition des biens de l'aïeul par parts égales entre ses enfants et ses petits-enfants ne suppose pas nécessairement que les petits-enfants entrent personnellement en jouissance immédiate. Ce sont leurs père et mère qui héritent en leur nom de façon que l'autorité des

parents ne se trouve pas ébranlée par la mesure proposée.

Les petits-enfants interviennent, par leur nombre, pour grossir proportionnellement la part de leurs parents, mais n'acquièrent pas de nouveaux droits individuels, de même les rameaux ne désagrègent pas la branche d'où ils sortent, mais sollicitent un appel de sève qui la nourrit et la renforce en raison de la ramure qu'elle porte.

De plus, l'intérêt de la mesure s'en trouve accru, car les premiers bénéficiaires vont être précisément ceux qui sont responsables de l'accroissement de famille cherché par nous. La mère aura souffert, le père aura travaillé, tous deux auront peiné davantage, et ils auront la satisfaction de prévoir pour leurs enfants une situation plus harmonieusement proportionnelle qu'aujourd'hui aux ressources de la famille dont ils sont issus, mais en outre et surtout ce père et cette mère recevront personnellement la compensation due à leurs efforts et à leur mérite de créateurs, et l'excitation recherchée par nous sera obtenue.

Et quand je dis que l'esprit d'égalité, l'esprit de lucre, la passion de la terre, qui luttent aujourd'hui contre l'accroissement des familles, se retourneront en faveur de cet accroissement, j'ai la vision bien nette d'une famille de paysans peu fortunés, avares et durs, comme la terre elle-même est dure et avare, où, fils et gendre, fille et bru, dès qu'ils sauront qu'une part plus forte dans le lopin paternel sera le prix offert au ménage le plus fécond se rueront en assauts de maternité, laissant la nature reprendre enfin ses droits. Il faudrait n'avoir jamais soupçonné la convoitise et la jalousie

dont flamboie le cœur d'une paysanne ou d'une ménagère, pour douter de la sincérité de ses efforts en vue d'avoir, avec une lignée plus nombreuse, plus de biens que ses collatéraux et surtout d'éviter que ceux-ci n'en aient plus qu'elle.

Certains esprits éminents, auxquels j'ai confié ma pensée, après y avoir été réfractaires, ont fini par être conquis par l'aperçu des conséquences qu'on vient d'entr'ouvrir, sur les appétits des co-héritiers et par les considérations relevant tantôt de la psychologie, tantôt du vaudeville auxquels cette innovation donnerait naissance. Tous ont été d'avis que la répercussion sur la fécondité générale de la nation serait énorme et dépasserait de beaucoup le chiffre que j'ai indiqué en commençant.

Mais ce n'est pas seulement le nombre des jeunes Français qui s'accroîtra, c'est leur santé, c'est leur énergie vitale et aussi leur esprit d'entreprise. Car les ménages français, grâce à ce concours général de fécondité, se constitueront beaucoup plus jeune qu'aujourd'hui afin d'être plus tôt en possession d'enfants. Nous verrons alors naître des enfants issus de jeunes gens et non plus, comme aujourd'hui, une proportion désolante de fils de vieux.

La moralité générale s'en accroîtra. Le fils du bourgeois, qui est un fléau pour les jeunes ouvrières et les servantes, cessera de les déshonorer en les rendant mères, ou de se polluer avec elles dans un onanisme infécond. Il recherchera, et au plus vite, une épouse en justes noces, et s'empressera d'en faire une mère honorée.

Mieux encore, nous verrons disparaître l'immorale exi-

gence, le souci contre nature d'attendre pour fonder une famille, qu'on ait fait sa position. Nous verrons, ce que nos ancêtres ont vu, des jeunes gens, unis, comme cela doit être, à l'orée de la vie, marchant la main dans la main à la conquête de l'aisance, vivant ensemble leur destinée. La femme grandira avec son mari, l'aidera à grandir, et bâtira ainsi une famille d'un autre ciment que l'héritière d'aujourd'hui, pour laquelle on a cherché un héritier comme elle, ou un homme arrivé (de trente-cinq à quarante ans) avec lequel elle n'ait plus qu'à se laisser vivre en s'encombrant du minimum d'enfants.

Est-il besoin d'être moraliste ou romancier pour apprécier le caractère fragile et antinaturel de ces unions rêvées par notre bourgeoisie, unions que désagrège trop souvent l'oisiveté de la femme et tout au moins la demi-oisiveté du mari, unions auxquelles manquera toujours l'accord bienfaisant qui résulte de l'effort commun de la marche en commun vers le but que l'on a proposé à son existence.

Et cette multiplication des ménages jeunes fournit encore une réponse à une objection assez troublante.

« Ne trouvez-vous point excessive la différence de traitement qui résulterait pour deux frères, l'un de quinze ans plus âgé que l'autre, pouvant avoir quatre enfants, par exemple, au moment où son cadet n'est pas encore nubile ? L'aîné entrerait en partage pour 5, tandis que le plus jeune n'y viendrait que pour 1. »

C'est un cas qui peut se présenter assez fréquemment, mais qui deviendra de plus en plus rare, à mesure que les

époux se marieront plus jeunes. La mort du père des deux jeunes gens dont nous nous occupons, survenue vers sa soixantième année, laisse deux orphelins de vingt-quatre et de neuf ans, si ce père s'est marié à trente-cinq ans; si, au contraire, il s'est marié à vingt ans, ces orphelins auront respectivement trente-neuf et vingt-quatre ans, c'est-à-dire que le dernier aura déjà pu avoir des enfants, et si l'article 744 *bis* a été introduit, il est vraisemblable que ce cadet n'aura pas perdu de temps.

D'ailleurs, il faut remarquer que le sort d'un tel cadet n'est pas, au point de vue très matériel de la jouissance des biens paternels, si désavantageux.

Si sa part est moins forte, il la recevra de meilleure heure et la fera fructifier quinze ans de plus et plus tôt que son aîné.

Enfin dans les cas exceptionnels où des frères ou sœurs présentent de très grandes différences d'âge, il n'y a rien de choquant à ce qu'ils reçoivent un traitement non moins différent, car lorsque cette distance atteint seize à dix-neuf ans, les frères peuvent être considérés, au point de vue de leur éducation, de leurs relations, comme appartenant à deux générations successives. On s'amuse souvent, dans ce cas, de voir une tante plus jeune que sa nièce. En réalité les deux jeunes filles sont traitées dans la famille, par leurs voisins, dans toutes les circonstances de la vie, en un mot, comme si elles étaient sœurs. En les traitant de même, le régime successoral ne fera que se conformer à l'usage, il ne leurera aucun préjugé, ne bouleversera aucune situation

acquise ? De plus, avec les dispositions transitoires qui seraient adoptées il s'écoulerait un assez long temps avant que l'application de la modification proposée soit poussée jusqu'à toutes ses conséquences.

D'ici là, la mode s'étant établie de se marier jeune, d'avoir beaucoup d'enfants et le plus tôt possible, on verra bien moins souvent qu'aujourd'hui, des femmes à peine effleurées par une première maternité obtenir ou subir un rejeton après une longue abstention. Les bataillons plus fournis seront aussi plus serrés et auront moins de trainards.

Enfin subsistât-il une certaine inégalité de ce chef dans la répartition entre des enfants d'âge très différents, elle serait moins fréquente et pas plus choquante que celle qui existe aujourd'hui entre les petits-enfants.

C'est d'ailleurs pour éviter de tomber dans ce genre d'écueil que tenté ou même sollicité de pousser le système jusqu'à ses extrêmes conséquences, j'ai résisté à la suggestion consistant à faire intervenir au partage non pas seulement les enfants et petits-enfants, mais tous les descendants (arrière-petits-enfants compris).

Comme je sais que mes compatriotes ne sont point trop exempts de tout esprit de système, je ne crois pas inutile de dire ici pourquoi je me suis arrêté là dans l'application d'une formule si séduisante par sa simplicité.

C'est que tout d'abord la justice désire qu'on ne retire avantage, ni qu'on ne subisse de dommage, que d'événements dont on est responsable. Un ménage que la nation veut encourager à avoir beaucoup d'enfants pourra tirer avantage

de cette fécondité, parce que cette fécondité sera de son fait, tandis que s'il entendait profiter de la fécondité de ses enfants eux-mêmes sa prétention serait ainsi de tirer avantage d'événements qui ne sont plus directement de son fait.

En second lieu, l'inégalité de traitement à prévoir pour les enfants du premier degré d'âges très différents peut être considérée comme devant être rare et peu choquante, mais à mesure qu'on se mariera plus jeune, les générations deviendront plus rapprochées et dès lors l'intervention des descendants des deuxième et troisième degrés, comme facteurs dans l'héritage en faveur de l'enfant du premier degré, multiplierait, au point de les rendre excessifs, les avantages dévolus aux premiers-nés.

Il me reste à aller au devant d'un reproche.

« Sans doute la modification que vous proposez, me dirait-on, sera sans effet sur les miséreux, elle n'agira que sur les ménages ayant quelque héritage en vue.

« Mais croyez-vous donc que les 280.000 ménages dissous par la mort en 1898 fussent des ménages si bien lotis ? Les fortunes déclarées à l'enregistrement ne s'élèvent pas en moyenne à 10.000 francs, et comme dans le nombre il en est de fort grosses, il doit y en avoir, par compensation, un grand nombre de très modestes.

« Eh bien, cela étant, croyez-vous qu'il soit bon de partager ces minces héritages en un plus grand nombre d'enfants qu'à l'heure actuelle ? »

Je n'hésite pas à répondre que oui. On n'est pas plus misérable parce qu'on partage un héritage de 10.000 francs en qua-

tre, au lieu de le partager en deux. Réduite à ces proportions, la fortune acquise pèse d'un poids bien minime dans les conditions de l'existence, en regard des facteurs autrement puissants qui mettent au service de l'individu le produit de son industrie et l'épargne journalière.

Que d'ailleurs, si on envisage des héritages plus considérables, on doit observer que la gêne ou l'aisance ne dépendent pas uniquement de la quotité des fortunes, mais de leurs relations avec celle du milieu où nous vivons, et que précisément l'un des résultats de la division des héritages en tenant compte des petits-enfants sera d'égaliser les conditions de vie des gens de même famille, de mieux proportionner leurs ressources à leurs charges, et, s'ils sont moins riches, de faire qu'il soient pourtant moins gênés, parce que leurs relations de famille les entraîneront à un moindre train de vie.

Et enfin, si la gêne, non plus relative, mais absolue, vient à étreindre nos descendants plus que nous-mêmes, c'est alors qu'ils pourront nous remercier de leur avoir appris que la terre est grande, de leur avoir réservé sur cette planète un espace quinze fois plus grand que notre mère patrie. C'est alors qu'ils pourront essaimer au loin et mettre en œuvre dans les industries presque sans limites dans la métropole, dans les espaces à peine mesurés de nos colonies, les réserves d'énergie qu'un sang rajeuni fera jaillir de leur cœur, qu'il leur sera loisible de grandir toujours plus, avec leur situation personnelle, la puissance et la splendeur de leur pays.

En résumé, en donnant à chaque héritier, dans le partage d'une succession, une part pour chacun de ses enfants vivants, le législateur obtiendrait les résultats suivants :

La préoccupation de l'égalité dans les partages serait satisfaite ;

Dans les familles possédant quelque bien, le nombre des enfants s'accroîtrait d'au moins 400.000 par an ;

Les familles se constitueraient par des conjoints plus jeunes ;

Les enfants naîtraient de parents plus jeunes ;

Les branches les plus fécondes d'une même famille seraient héritières en raison de leurs charges ;

La gêne relative serait moins fréquente qu'aujourd'hui ;

La moralité générale des classes aisées, la solidité des unions conjugales, la vitalité de la race, le développement agricole et industriel de la nation à l'intérieur, son expansion coloniale ou commerciale au dehors, sa puissance militaire et sa sécurité, s'accroîtraient chaque année pour le plus grand bénéfice des individus et pour l'honneur et la grandeur de la collectivité.

Mesures de détail. — Répétons ici le texte de l'article 744 bis à intercaler entre 744 et 745 :

« Toutes les successions donnent lieu à partage. A chaque héritier sont attribuées, en outre de sa part, autant de part égales à la sienne qu'il a d'enfants vivants ou représentés.

« Tout enfant unique appelé à succéder à ses ascendants ou de leur chef reçoit à ce titre la moitié de leur héritage, l'au-

tre moitié allant à celui ou à ceux auxquels la succession reviendrait à son défaut. »

Le deuxième paragraphe est, pour ainsi dire, le complément du premier, car le surcroît de fécondité à attendre provenant d'une sorte de concours entre deux branches d'une même famille, si cette famille se restreint à une seule branche il n'y a plus de concours possible.

On se trouve ainsi obligé de lutter contre ces familles obstinées dans leur recroquevillement et à les sauver elles-mêmes de la destruction qui les attend à bref délai. La dispersion des biens de ces familles unipares se fait d'ailleurs dès maintenant et fatalement, entre les multipares collatérales à la mort du rejeton unique. La loi, en anticipant sur cette solution nécessaire, ouvrira les yeux de ces aveugles engagés vers l'anéantissement de leur lignée et déjouera le faux calcul qui les pousse à la restriction de leur aptitude créatrice.

Dès qu'ils sauront qu'il n'est plus possible d'accumuler sur la tête d'un seul les héritages à eux transmis par quatre parents, ils renonceront d'eux-mêmes à leurs pratiques immorales. La disposition dirigée contre l'enfant unique s'inspire d'ailleurs du Code existant, qui, dans son article 913 (je crois), permet la libre disposition de la moitié des biens du disposant quand il n'a qu'un enfant légitime. Le législateur de 1804 estimait donc, comme nous, que le *droit* de l'enfant unique ne va pas au delà de la moitié de la fortune globale de ses deux parents.

L'addition de l'article 744 *bis* nécessiterait une modification de l'article 745 ci-après :

ARTICLE 745 ANCIEN

Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls ou autres ascendants sans distinction de sexe ni de progéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par *égales portions* et par tête quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef. Ils succèdent par souche lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

ARTICLE 745 REMANIÉ.

Les enfants, etc., etc.

Ils succèdent pour le nombre de parts prévu à l'article 744 bis et par tête quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef. Ils succèdent par souche et pour le nombre de parts prévu à l'article 744 bis lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

La modification rendue nécessaire à l'article 913 lui donnerait la rédaction suivante :

ARTICLE 913 ANCIEN

Les libéralités, soit par acte entre vifs, soit par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il ne laisse à son décès qu'un seul enfant légitime. Elles ne pourront excéder le tiers de ces biens, s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

ARTICLE 913 NOUVEAU

Les libéralités, soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront avoir pour résultat de porter à plus de la moitié des biens du disposant la part dévolue à son enfant légitime s'il n'en laisse qu'un seul, elles ne pourront excéder le tiers de ces biens, s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

Enfin, il me paraîtrait important d'autoriser le prémourant des conjoints d'un ménage possédant au moins deux enfants, à tester en faveur du conjoint survivant.

On éviterait ainsi en grande partie les partages que j'appellerais prématurés, en retardant autant que possible la date

de l'ouverture de la succession des parents et en permettant par là même aux enfants issus du ménage d'avoir déjà le plus grand nombre possible d'enfants au moment où ils entrent en succession.

Il est à peine besoin, pour faire valoir le caractère admissible de cette innovation, de constater que dès maintenant, dans les ménages normaux, la plupart des époux se font réciproquement héritiers de la quotité disponible de leurs biens, et que les parents les plus affectionnés à l'égard de leurs enfants prennent ainsi, en vue même de l'intérêt de ces enfants, les mesures nécessaires pour que l'époux survivant, conserve sinon la totalité de la fortune du ménage, du moins le train de vie habituel à ce ménage.

Il s'est produit, en effet, depuis la promulgation du Code civil, un changement dans les mœurs, qui procède, de l'introduction, de plus en plus importante, des valeurs mobilières dans les biens patrimoniaux, et aussi de la plus grande durée des unions légitimes, si souvent troublées et abrégées au cours de la tourmente révolutionnaire. Et ce double changement fait de l'époux survivant l'héritier le plus naturel du premier mourant.

.

Gaya-sur-Niger, arrière pays du Dahomé, le 18 Mai 1900.

Le Chef d'Escadron d'artillerie, breveté d'Etat-Major
Commissaire du Gouvernement Français
pour la délimitation de la frontière franco-anglaise
du Niger Oriental.

Signé : TOUTÉE.

*En cas de décès du capitaine Haran, ce pli devra être
reporté à ma femme, 8, rue Daumier, à Paris-Auteuil.*

M. Bertillon, dans le même ordre d'idées, propose de se rapprocher autant que possible de la formule suivante : Placer, au point de vue de l'héritage, les enfants uniques dans la position où ils seraient s'ils avaient des frères. Chaque famille devrait être composée de trois enfants, ce qui ferait plus tard neuf petits-enfants.

M. Henri Mazel (*Réforme sociale* du 1^{er} février 1903), en étudiant les projets Toutée et Bertillon, fut amené à formuler la proposition suivante :

Peut-être, en combinant les deux systèmes, pourrait-on obtenir quelque chose de moins léonin et de plus efficace. Le principe de M. Bertillon n'est pas inadmissible. Il serait facile d'attendre, pour compléter le partage au premier degré, que le nombre des petits-enfants au second degré soit devenu définitif par la mort de leurs parents, et de faire alors ce partage entre les petits-enfants eux-mêmes. Quant un père de famille mourrait, sa fortune se partagerait entre les trois enfants qu'il devrait avoir ; s'il n'en avait que deux, chacun n'aurait qu'un tiers, et le troisième tiers reviendrait bien à l'Etat, comme dans le système Bertillon, mais, différence, en nue propriété seulement. Les valeurs composant ce troisième tiers seraient converties en un titre de rente viagère sur l'Etat dont le taux pourrait être un peu supérieur à celui de la rente perpétuelle. Et ainsi, chaque père de famille serait détourné, abstraction faite des pénalités qu'il encourrait, de la tentation de frauder la loi en plaçant sa fortune à l'étran-

ger, puisqu'il laisserait à ses héritiers directs l'intégralité de son revenu à lui, que la partie viagère de ce revenu serait un peu supérieure, comme de juste, à ce qu'elle aurait été en non-viager (de 3 1/2 ou du 4 o/o au lieu de 3 o/o, par exemple), et enfin, dernier et réel avantage, qu'il aurait l'espoir que sa fortune tout entière serait définitivement reconstituée entre les mains de ses petits-enfants, car l'Etat leur restituerait sa propre nue propriété à raison d'un neuvième par tête, soit intégralement s'ils étaient neuf.

Comme un exemple éclaircit tout, je suppose un père de famille riche de 100.000 francs, laissant deux enfants. Ils se partagent en pleine propriété 66.666 francs, et en usufruit 33.333 francs. Si ces deux enfants meurent à leur tour sans postérité, c'est l'Etat nu propriétaire qui hérite de ces 33.333 francs. S'ils meurent laissant neuf enfants à eux deux, c'est l'Etat qui, au contraire, abandonne la nue propriété sur laquelle il n'avait droit que parce que ce chiffre de neuf petits-enfants semblait compromis. Enfin, s'ils meurent laissant à eux deux, par exemple, six enfants, l'Etat rend à ceux-ci six neuvièmes de sa nue propriété et hérite des trois neuvièmes de l'usufruit restant. En somme, dans ce dernier cas, d'aspect normal, l'Etat aura bénéficié, en deux générations, de 11.100 francs sur 100.000 francs; ce taux de 11 o/o est celui que la loi du 25 février 1901 applique d'un seul coup aux successions moyennes (de 10.000 à 50.000 francs) entre oncle et neveu, ou aux successions riches (de 250.000 à 500.000 francs) entre frères et sœurs.

C'est peut-être un peu compliqué et bien des capitaux resteraient en suspens sans qu'on puisse savoir s'ils sont viagers ou perpétuels.

LA DOT AGRAIRE

Nous avons vu comment l'émigration vers la ville était une cause de dépopulation. Nous avons vu comment le village de Fort-Mardyck avait vu sa population passer en quarante ans de 615 habitants à 1.672 (en 1896) et ce grâce à la concession qui date de Louis XIV. Le Dr Louis Lancry (1) en a fait une étude particulière : « Ce qui fait de Fort-Mardyck une commune du plus haut intérêt, dit-il, c'est qu'elle est une colonie à l'intérieur, une colonie portant le cachet de génie de Colbert, une colonie qui s'est maintenue et a prospéré à travers toutes les épreuves et toutes les révolutions de ces derniers siècles, une colonie qu'il suffirait de reproduire soit dans les plaines désertes de la métropole pour combattre efficacement la dépopulation, soit dans nos possessions coloniales pour y assurer la prépondérance française.

En 1896, l'abbé Lemire, député du Nord, fondait la « Ligue française du Coin de Terre et du Foyer », autorisée par un arrêté ministériel en date du

1. *La commune de Fort-Mardyck*, 1890.

25 juin 1897. A la même époque il a été créé de nombreux jardins ouvriers en Allemagne et en Belgique. Cependant le jardin ouvrier s'est trouvé jusqu'ici avoir surtout profité à l'ouvrier des villes. Il y a lieu de songer à transporter son action bienfaisante dans le milieu rural, mais il doit forcément prendre la proportion d'une dot agraire. Il faut pour l'ouvrier agricole un champ d'étendue suffisante, au moment de la fondation de la famille, qui sera un appoint destiné à augmenter les ressources de l'ouvrier et à employer ses loisirs pendant la période de chômage.

« Les grands travaux de culture sont intermittents (1) et l'ouvrier agricole qui ne trouve pas d'occupation dans l'intervalle de ces travaux cherche d'instinct un métier stable qui lui permette de gagner sa vie tous les jours ; c'est une des raisons principales qui l'ont entraîné du côté de l'industrie et tant qu'on n'aura pas trouvé un moyen de le fixer au sol par un travail régulier et durable, il est inutile d'essayer de changer le cours de ses idées. Mais quand il aura une terre à lui, à laquelle il pourra consacrer tout le temps qu'il lui restera en dehors de son travail pour autrui et qu'il sera bien certain que, quoiqu'il arrive, personne ne pourra la lui prendre,

1. Méline. *Le Retour à la Terre et la surproduction industrielle.*

il verra les choses sous un autre angle ; il fera bien volontiers deux parts de sa vie : celle du petit propriétaire qui cultive son bien et celle du journalier qui cherche les bons salaires pour améliorer sa situation et se donner un peu de bien-être. »

M. Ribot en faveur de la dot agraire disait : « Laissez-moi m'étonner un peu qu'on ramène tout, en ce moment, à cette idée d'assurer à l'ouvrier, une retraite. Certes je veux qu'on garantisse aussi largement que possible, la sécurité des derniers jours de l'ouvrier ; mais la vieillesse n'est pas tout dans une nation. Ce qu'il faut protéger surtout c'est la création de la famille. Ce n'est pas à soixante ans qu'un citoyen est le plus intéressant ; c'est à vingt-trois ou vingt-cinq ans quand il songe à se marier. Lui assurer à cet âge critique de sa vie un foyer avec un champ ou un jardin qui soit à lui, en pleine propriété, c'est peut-être le moyen de retenir aux champs l'ouvrier qui sort du régiment. Voilà en tous cas, un moyen de donner à l'ouvrier des villes comme à l'ouvrier agricole, plus de bien-être, plus de sécurité, plus de dignité. Pourquoi n'aborde-t-on pas avec plus de hardiesse un problème aussi capital que celui-là ?

M. Ribot s'y est employé de son mieux et il a pu faire voter le 10 avril 1908 la loi relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché qui facilite aux ouvriers agricoles l'accès de la petite propriété.

Assurément cette loi n'est pas une réforme profonde du régime de la propriété foncière et elle n'est pas de taille à résoudre le problème de la dépopulation des campagnes. Grâce à elle cependant il sera plus facile aux travailleurs d'acquérir ce lopin de terre qui, s'ajoutant à la maison construite ou achetée avec le concours d'une société d'habitations à bon marché, augmentera les ressources provenant du travail quotidien. Cette loi étend aux jardins et aux champs n'excédant pas 1 hectare et ne dépassant pas 1.200 francs tous les avantages prévus par les lois du 30 novembre 1894 et 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, sauf l'exemption temporaire de l'impôt foncier. La petite propriété rurale remplissant cette double condition bénéficiera de toutes les faveurs fiscales accordées à la maison ouvrière et peut à la mort du chef de famille être soustraite aux inconvénients du partage dans les termes de l'article 8 de la loi de 1894. En outre l'Etat intervient pour fournir aux sociétés de crédit immobilier, à concurrence de 100 millions les capitaux au taux de 2 o/o de manière à leur permettre de consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la loi des prêts hypothécaires destinés soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché, soit à l'acquisition de champs et de jardins et aussi de faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la loi du

12 avril 1906 pour les opérations effectuées en conformité des dispositions nouvelles. Pour profiter de ces prêts, l'emprunteur doit : 1° posséder au moment de la conclusion du prêt hypothécaire le cinquième au moins du prix du terrain ou de la maison ; 2° passer avec la Caisse nationale d'assurances en cas de décès un contrat à prime unique garantissant le paiement des annuités pouvant rester à échoir au moment de sa mort, le montant de cette prime pouvant être incorporé au prêt hypothécaire ; 3° être muni d'un certificat administratif constatant qu'il a été satisfait aux conditions imposées par la loi nouvelle et par celle de 1906.

Ainsi en même temps qu'il devient propriétaire, l'ouvrier, qui a dû déjà épargner le cinquième du capital nécessaire à l'acquisition d'un champ et d'une maison, s'assure contre les risques de dépossession en cas de non-paiement intégral du prix avant son décès.

Il y a certainement dans cette loi malgré quelques obscurités que la pratique pourra éclaircir des éléments de reconstitution sociale et nous souhaitons qu'elle reçoive de nombreuses applications.

Sans bouleverser l'ordre social, la dot agraire nous paraît réalisable. L'ancienne institution des « parts de marais » des « parts de champ » réalise en quelque sorte le système de la dot agraire. Ainsi il y a à Lens (1904) quatre cent cinquante-cinq parts de

champs d'une contenance moyenne de 8 a. 50 c. et d'une valeur locative de 25 à 30 francs par an. Les habitants en ont la jouissance par ordre d'ancienneté d'après une liste d'aspirance dressée par année et approuvée par le conseil municipal. Autrefois l'on pouvait prétendre (alors que Lens n'avait que 4.000 habitants) à une part après une année de mariage. A Wavrin (Nord), des parts de marais existent également, à Beuvraignes (Somme) existe une réglementation des parts de marais qui date du premier Empire (1809) et qui fut élaborée par un sous-préfet.

Règlement sur le partage et la jouissance des « Biens communaux de Beuvraignes », arrêté par M. Qui nette, chevalier de l'Empire, préfet du département de la Somme, le 1^{er} mars 1809, sur la proposition de M. Lendormy, sous-préfet de l'arrondissement de Montdidier.

ARTICLE PREMIER. — Les Biens communaux de Beuvraignes se composent de deux cent vingt-six hectares environ (500 journaux, ancienne mesure de Roye) de terres labourables divisées en 219 lots, renommés contenir chacun 103 arcs (224 verges, ancienne mesure de Roye). Ces lots sont composés de quatre pièces renommées contenir 23 ares 75 centiares chacune (56 verges, même mesure).

ART. 2. — Ces biens sont inaliénables ; ceux ou celles

qui sont appelés à en jouir sous les conditions ci-après n'ont qu'un simple usufruit.

ART. 3. — La jouissance ne peut s'obtenir : 1^o que par succession directe des pères et mères aux enfants ; 2^o par droit d'ancienneté aux contributions.

ART. 4. — Il n'est rien innové à l'égard de ceux qui sont maintenant en jouissance d'un bien communal ; ils continuent d'en jouir paisiblement sans qu'on puisse rechercher ni critiquer l'origine de cette jouissance ; elle sera transmise comme les autres.

ART. 5. — La jouissance usufruitière d'un lot de bien communal qui s'obtient par succession n'a lieu qu'en ligne directe des pères et mères à leurs enfants. Les petits-enfants en sont exclus ; tout autre degré de parenté n'y donne aucun droit.

ART. 6. — Le lot d'un bien communal appartient de droit au chef de famille le plus ancien marié. Néanmoins, un célibataire, pourvu qu'il soit originaire de la commune et anciennement cotisé aux contributions, a droit d'y prétendre à son tour, et en cas de concurrence entre le plus ancien marié et un célibataire, le plus ancien cotisé a la préférence et l'emporte. Dans tous les cas de concurrence, l'ancienneté de cotisation décide toujours.

ART. 7. — Si un des usufruitiers marié vient à décéder, son lot reste à l'épouse survivante ; s'il est issu un enfant du mariage, le lot appartient de droit à cet enfant, quel que soit son âge ; s'il y a plusieurs enfants, le lot est commun entre eux. Lorsque les enfants se marient, ils cessent d'avoir part

au lot commun dont continue à jouir celui qui reste le dernier à marier.

ART. 8. — Dans le cas où l'un ou l'autre des époux, originaire de cette commune, ayant la jouissance d'un bien communal et marié avec un étranger, vient à décéder sans enfant avant l'an et jour, le lot dont il jouit est dévolu de droit au plus ancien marié ou cotisé, suivant l'ordre établi en l'article VI. A l'égard de l'étranger survivant, il attend son tour et prend son rang du jour de son mariage.

ART. 9. — Toute personne originaire de cette commune qui ne paie pas de contribution peut, dès qu'elle a l'âge de vingt-cinq ans, se faire cotiser individuellement aux rôles et, de cette époque, elle a droit de prétendre à son tour à la jouissance d'un bien communal.

ART. 10. — Lorsqu'un ménage étranger vient à fixer sa résidence en cette commune, il n'a droit de prétendre aux biens communaux qu'après quinze années sans interruption de domicile réel, lequel se constate par sa cotisation au rôle des contributions.

ART. 11. — Toute personne, à l'exception des militaires en activité de service, à qui il est échu un lot de bien communal et qui est absente de la commune pendant un an et un jour, pour quelque cause que ce soit, perd son lot qui est dévolu au plus ancien marié ou cotisé, conformément à l'article VI.

L'exception portée ci-dessus est applicable à toute personne en état de domesticité qui, ne trouvant pas de travail dans la commune, est tenue d'en aller en chercher dehors.

L'exclusion établie contre les absents s'étend à tous ceux qui ne justifieraient pas de leur obéissance aux lois sur la conscription militaire ou qui auraient des enfants déclarés réfractaires.

ART. 12. — Les enfants nés hors du mariage succèdent dans les biens communaux à leur mère si elle est originaire de la commune ; les enfants adoptés succèdent également à ceux qui les adoptent s'ils ont domicile commun avec eux, pourvu qu'il n'y ait pas d'enfants légitimes ; dans ce dernier cas, les enfants légitimes l'emportent.

ART. 13. — Tous les célibataires des deux sexes vivant en commun ne peuvent cumuler plus d'un lot de commune.

ART. 14. — Tout usufruitier de lot de biens communaux doit en jouir par lui-même ; il ne peut l'engager ni en céder la jouissance moyennant une redevance annuelle ou une somme une fois payée.

ART. 15. — Néanmoins, toute personne infirme ou sexagénaire et le militaire pourra passer un bail authentique de son lot de bien communal pour neuf années seulement, pourvu que la redevance annuelle ne soit pas au-dessus de 3 hectolitres 50 litres de bled (sept septiers environ, ancienne mesure de Roye) ou 40 francs. Le successeur audit lot est tenu des faits et promesses du dernier possesseur ; on ne peut procéder à un nouveau bail que quinze mois avant l'expiration du précédent : cette dernière disposition a lieu pour tous les biens actuellement existants.

ART. 16. — Lorsque deux individus de l'un et l'autre sexe se lient par le mariage, si l'un et l'autre sont en possession

d'un lot de bien communal, celui du mari reste pour le ménage et celui de la femme devient vacant et suit le sort fixé par l'article VI.

ART. 17. — Les jeunes mariés qui font leur domicile sans interruption et vivent en commun avec leurs père et mère ont le droit, avant l'an et jour de leur mariage, de faire signifier au greffe de la Municipalité qu'ils s'en tiennent au lot de leurs père et mère ; s'ils ne remplissent cette formalité, ils sont censés attendre celui qui doit leur échoir à leur tour de rôle.

ART. 18. — Si les jeunes gens mariés faisant leur domicile et vivant en commun avec leurs père et mère et ayant fait leur déclaration qu'ils s'en tiennent au lot de ceux-ci se séparent d'eux et prennent un domicile particulier, ils sont exclus du lot de leurs père et mère et n'ont de prétention qu'à tour de rôle, à moins que, dans le mois de leur séparation, ils ne rentrent au domicile de leur père et mère et n'en justifient.

ART. 19. — Si l'usufruitier d'un lot vient à décéder après les semences jetées, ses successeurs récoltent et sont tenus de payer à celui à qui le lot échoit un hectolitre de bled (deux septiers environ, ancienne mesure de Roye), par chaque pièce composant le lot.

ART. 20. — Le curé desservant de la commune a droit à la jouissance d'un lot de bien communal qui restera toujours attaché à la cure ; en cas de décès ou de changement, le successeur succède également audit lot, sans autre formalité à remplir que de justifier de son titre ; le lot actuellement

vacant sera de suite mis à la disposition du desservant de la succursale.

ART. 21. — Lorsqu'un lot de bien communal devient vacant, celui ou celle à qui il échoit de droit doit avant de se mettre en jouissance faire sa déclaration au Maire qui reconnaît son droit et constate sur un registre à ce destiné le droit de l'impétrant et l'envoi en possession. Ce nouvel appelé paie six francs aux mains du marguillier-caissier de la fabrique. Ces deniers sont destinés aux réparations et à l'entretien de l'église paroissiale.

ART. 22. — Le Conseil municipal de la commune a le droit exclusif d'arrêter les plantations d'arbres fruitiers ou forestiers qui devront être faites le long des deux lisières des biens communaux, dans le milieu des fossés qui font la séparation des deux bois avec les plaines, au grand chemin, vers le long du bois des Loges et celui de Saint-Martin, de manière à ce qu'il ne soit porté aucun obstacle à la culture. Et attendu que ces plantations ont été négligées, qu'il est intéressant de les établir, le Conseil fixera chaque année le nombre d'arbres que M. le Maire plantera. Il propose actuellement de planter sur les portions de terrain sus-indiquées quatre cents pieds d'arbres forestiers, moitié essence d'ormes, un quart essence de frênes et l'autre quart essence de tilleuls. Cette plantation sera faite par les soins de M. le Maire dans le courant de l'année dans laquelle les présentes dispositions seront approuvées.

ART. 23. — Pour subvenir aux frais desdites plantations et aux dépenses qu'entraîneront annuellement les réparations

des rues et des chemins vicinaux et l'entretien des édifices publics, chaque usufruitier d'un lot de bien communal payera annuellement au percepteur de la commune la somme de deux francs. Cette somme de deux francs sera exigible chaque mois par douzième, ainsi que les contributions directes. Au moyen de ce paiement, les usufruitiers jouiront, chacun vis-à-vis leur lot, des arbres fruitiers ou forestiers, en récolteront les fruits ou profiteront des boutures, sans que le corps des arbres puisse leur appartenir ; ils sont de droit à la commune.

Pour copie conforme :

Le Maire de la commune de Beuvraignes,
(Signé) : LONGUET.

Les habitants de Beuvraignes qui sont nés dans cette commune reçoivent donc, à une époque très voisine de leur mariage, quatre pièces de terre formant un total de 103 ares, pièces de terre qu'ils conservent toute leur vie durant, qu'ils passeront à leurs enfants, et cela, à titre tout à fait gracieux, puisqu'ils n'ont d'autres redevances à payer que l'impôt foncier majoré de 2 francs.

Or, il suffirait, dans beaucoup de communes où existent encore des parts de champs, des parts de prés, des parts de marais, des parts de bois, mais où l'existence légale de ces parts ne repose que sur la coutume et la tradition, il suffirait dans beaucoup de communes, où les biens communaux sont nombreux, mais sans avoir la même affectation qu'à Beuvraignes,

d'adopter purement et simplement le règlement de cette commune pour créer des dots agraires.

Un vœu en ce sens a été émis au Congrès des Sciences historiques pour la région du Nord de la France et de la Belgique, qui s'est tenu à Dunkerque, en juillet 1907, sur l'initiative de la « Société Dunkerquoise pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts ».

On pourrait donc utiliser les biens communaux existant en France (1) :

« Notre terre de France, écrit M. Méline, retournée et fouillée depuis des siècles, est presque tout entière occupée, et il semble qu'il n'y ait plus de place pour de nouveaux venus. Il suffit cependant d'y regarder d'un peu près pour s'apercevoir que c'est là un trompe-l'œil et qu'il reste encore un vaste champ d'action et un réservoir de travail considérable pour les bras et les intelligences qui voudraient se porter du côté de l'agriculture française.

« Il y a d'abord les terres en friche, les landes, pâtis, terrains abandonnés qui représentent encore plusieurs millions d'hectares, dont la plus grande partie pourrait être mise en valeur si on le voulait ; ce qui le prouve péremptoirement, c'est que, chaque année, on défriche une petite partie de ces

1. A l'heure actuelle, les communes françaises ont conservé la propriété de 4.431.128 hectares de terre dont 3.000.000 sont cultivés. (Souchon. *La production agricole*. Cours à la Faculté de droit de Paris, 1903-1904.)

terrains incultes qui rentrent ainsi dans la circulation. Ces défrichements ne sont malheureusement que la compensation de l'opération contraire qui se pratique depuis quelques années sur une assez grande échelle et qui consiste à reboiser les terrains situés loin des centres d'habitation, parce qu'ils ne trouvent plus preneurs et qu'il faut bien les utiliser autrement. » (1).

Cependant il n'en reste pas moins qu'un grand nombre de communes ne possèdent pas la moindre parcelle de bien communal. Aussi, ne prétendons-nous pas borner à l'organisation de cette seule institution l'appel en faveur de la dot agraire.

Si toutes les communes ne possèdent pas de biens communaux, toutes ou presque toutes ont soit leurs bureaux de bienfaisance, soit leurs hôpitaux, leurs hospices, qui possèdent d'immenses fortunes foncières et mobilières.

Nous nous demandons si le formidable budget de l'assistance publique ne pourrait pas distraire une parcelle de ses revenus en faveur de l'institution des dots terriennes. Nous croyons que la chose ne serait pas impossible et nous sommes persuadé que, ce faisant, non seulement l'assistance publique participerait à une bonne œuvre, mais qu'elle ferait par surcroît une excellente affaire, en ce sens qu'en sacri-

1. J. Méline. *Le Retour à la Terre*.

fiant actuellement une partie de ses revenus pour faire œuvre de prophylaxie sociale, elle se préparerait pour l'avenir des économies inespérées, puisqu'elle verrait décroître peu à peu ce peuple de « déracinés », tristes épaves de la grande ville, qui forme aujourd'hui la majeure partie de ses clients.

IMPOT PROGRESSIF SUR LA PROPRIÉTÉ

Nous avons étudié un impôt qui arriverait à morceler la propriété. Plus la propriété sera morcelée, plus il y aura naturellement de petits propriétaires et de familles de paysans qui auront des enfants par nécessité, pour les aider à travailler, vu l'impossibilité où on sera bientôt dans la culture de trouver des salariés. Dût-on même en trouver facilement, il y aurait avantage à en réduire le nombre et à les remplacer par des ouvriers propriétaires qui, eux, créeront une famille de paysans, alors que les salariés agricoles ne se marient que rarement, s'adonnent la plupart à l'alcool et à leur vieillesse deviennent à la charge des communes.

Cet impôt que nous proposons peut s'établir de la façon suivante :

On fera dans chaque commune une estimation de l'hectare de terre. On en établira le prix moyen.

L'impôt initial sera de 1 centime par 100 francs de la valeur de l'hectare, ce qui donnera 5 centimes

pour un hectare de 500 francs, 10 centimes pour un hectare de 1.000 francs.

Le propriétaire d'un seul hectare paiera 0 fr. 05 ou 0 fr. 10 suivant la valeur de la terre. Mais l'impôt étant progressif, le propriétaire de 2 hectares et au-dessus paiera, par hectare, autant de fois 5 ou 10 centimes qu'il possédera d'hectares. Représentons par X l'impôt initial par hectare qui sera variable puisqu'il sera d'un dix-millième de la valeur de l'hectare (1 centime par 100 francs) :

Celui qui aura 1 hectare paiera X .

Celui qui aura 2 hectares paiera 2 fois $X \times 2$.

Celui qui aura 3 hectares paiera 3 fois $X \times 3$.

Celui qui aura 4 hectares paiera 4 fois $X \times 4$.

Or $X \times 4 = 4$, donc il paiera 4×4 ou 4^2 .

Il en résulte qu'on peut adopter la formule suivante :

Le propriétaire foncier paiera l'impôt initial multiplié par le carré du nombre d'hectares dont il est propriétaire.

L'impôt initial étant X , le propriétaire de 1 hectare paiera X multiplié par le carré de 1.

Le carré de 1 étant 1, le propriétaire paiera $X \times 1$.

Le propriétaire de 2 hectares paiera $X \times 2^2$ ou 4 .

Le propriétaire de 10 hectares paiera $X \times 10^2$ ou 100.

Si l'hectare vaut 500 francs l'impôt initial de 1 centime par 100 francs sera 5 centimes et le propriétaire d'un hectare paiera 5 centimes.

Le propriétaire de 10 hectares paiera $0,05 \times 10^4$, c'est-à-dire $0,05 \times 100$, soit 5 francs par hectare (ce qui est à peu près la somme payée actuellement).

Quant au propriétaire de 1000 hectares il devra payer $0,05 \times 1000^2$ soit $0,05 \times 1.000.000$, soit 10.000 francs (au lieu de 5.000 francs à peine qu'il paie aujourd'hui).

Tel est le système que nous proposons, essentiellement démocratique il favoriserait la petite propriété qui retiendrait aux champs les paysans et aurait l'avantage de ne pas permettre de laisser incultes d'immenses terrains dont les propriétaires ne se servent que pour la chasse, véritables propriétés de luxe qui deviendraient une charge considérable pour eux et qui morcelées pourraient faire vivre de nombreuses familles.

LES RETRAITES OUVRIÈRES PROPORTIONNÉES AU NOMBRE DES ENFANTS

Puisque la solidarité fait un devoir à la société de venir en aide aux vieux travailleurs parce qu'ils ont par leur travail contribué à augmenter la fortune publique, c'est un devoir encore plus impérieux pour elle de les secourir quand ils ont eu de nombreux enfants et qu'ils ont ainsi accru le chiffre de ses citoyens et de ses défenseurs. Le plus grand service qu'on puisse rendre au pays est d'augmenter sa population, son capital humain. Il paraît donc naturel d'assimiler chaque enfant à un capital créé et de subventionner le père de famille en raison du nombre de ses enfants.

C'est dans cet esprit que MM. Rey et Lachièze ont déposé une proposition de loi ainsi conçue (1) :

ARTICLE PREMIER. — Tout Français de l'un ou de l'autre sexe, âgé de soixante ans au moins, qui possède un revenu provenant d'un capital mobilier ou immobilier aliéné infé-

1. *J. off.*, 30 nov. 1903, proposition n° 1331.

rieur à 300 francs reçoit de l'État une subvention égale à la moitié de ce revenu, quand il ne dépasse pas 180 francs et à la moitié de la différence entre ce revenu et 360 francs quand il est supérieur à 180 francs. Si le revenu provient d'un capital réservé et qu'il ne dépasse pas 220 francs, la subvention de l'État est égale à la moitié de ce revenu quand il est inférieur à 110 francs et égale à la moitié de la différence entre ce revenu et 220 francs quand il est inférieur à 110 francs.

ART. 3. — Une allocation de 50 francs est en outre accordée à tout père de famille se trouvant dans les conditions de l'article 1 pour chaque enfant légitime ou reconnu au delà de deux vivants, ou ayant vécu au moins jusqu'à seize ans. Cette allocation sera également accordée quand les revenus spécifiés à l'article 1 dépasseront les chiffres de 360 et de 220 francs ; mais elle sera réduite dans la proportion de 10 francs pour 100 francs de l'excédent du revenu dans le premier cas et de 20 francs pour 100 francs dans le second. Quand le père est décédé, la mère bénéficie de l'allocation.

MM. Emile Rey et Lachièze disent que si l'on veut aboutir il n'y a qu'à appliquer le système inauguré par la loi sur le service de la solidarité sociale en le généralisant et en le faisant fonctionner pour les travailleurs qui auront fait acte de prévoyance et d'épargne dès l'âge de soixante ou soixante-cinq ans au lieu du terme de soixante-dix ans assigné à ceux qui ne se seront créées aucunes ressources, mais qui seront

encore en état de travailler. Avec ce système, peu importe que le travailleur ait placé ses économies dans une société de secours mutuels ou une caisse de retraites, qu'il ait acheté des valeurs mobilières ou qu'il ait acquis un champ ou un magasin. Il lui suffira à soixante ans de faire la déclaration de ses revenus ou de ses capitaux et si ses ressources annuelles ne sont pas suffisantes pour assurer son existence, l'Etat les augmentera dans une proportion déterminée.

Ce système très simple permettrait de se passer des nombreuses caisses pour recueillir l'argent à prélever sur les ouvriers et sur les patrons et des nombreux fonctionnaires qui s'occuperaient de la gestion.

MESURES RELATIVES A LA RÉPRESSION DE LA STÉRILITÉ VOLONTAIRE (1)

« Ni la peste, ni la guerre n'ont ravagé notre patrie, disait Polybe, et pourtant nos cités désertes et nos campagnes incultes semblent accuser le passage d'un ennemi qui le fer ou la torche à la main aurait désolé la Grèce. »

Nous n'en sommes pas encore là, mais les deux rapports des Drs Doléris et Delbet que nous avons pris entre tous sont suffisamment instructifs. La Voisin, un peu sage-femme, aidait les enfants à venir au monde et au besoin à le quitter. Elle avoua en avoir détruit environ 2.500. Nous avons de nos jours nos « Voisin », des scandales récents vite étouffés nous en ont donné la preuve.

On devrait commencer par interdire aux journaux d'annoncer des remèdes infaillibles *contre toute es-*

1. Nous n'entendons pas parler des cas où l'avortement est commandé par des exigences physiologiques ou pathologiques, nous n'avons nullement l'intention de pénétrer sur le terrain médical et chirurgical.

pèce de retard (la grossesse en est une) et aux pharmaciens ou aux herboristes de les vendre. Mais c'est là le moindre mal. Le malheur, c'est qu'après avoir pris inutilement la drogue du pharmacien on va trouver la sage-femme ou le pharmacien lui-même qui opère d'une façon plus expéditive.

Ainsi que le dit M. le Dr Paul Delbet : « Ce qu'il se consomme de crimes d'avortement dans une ville comme Paris et dans toutes les grandes villes dans les six semaines qui suivent la suppression des règles est absolument inimaginable. Il y aura toujours assez de jeunes gens pour avoir des enfants, mais la plaie c'est l'avortement (1). Nous avons vu et consulté de nombreux médecins ils sont tous du même avis. A la sortie de ces entrevues le souvenir de cette boutade d'Alexandre Dumas fils effleurait notre esprit : « Laissez la femme faire ce qu'elle fait et dans cinquante ans nos neveux (on n'aura que des neveux !) verront ce qu'il restera de la famille, de la religion, de la vertu, de la morale et du mariage dans notre beau pays de France. »

Après avoir banni des journaux des annonces qui ne servent qu'à amorcer la chose il est de toute nécessité d'interdire aux sages-femmes d'ouvrir un cabinet de consultation, de même qu'à l'herboriste. La

1. Le Dr Malbec estime à 50.000 les avortements criminels annuellement pratiqués à Paris (*Tribune médicale* du 30 juillet 1902).

sage-femme n'a aucune qualité pour soigner les maladies des femmes. Elle ne devrait avoir en sa possession aucun instrument pour des explorations ou des opérations intra-utérines. Son rôle doit se borner à assister les femmes en couches. Rien de plus. Dès qu'elle constate qu'il ne s'agit pas d'un accouchement à terme elle doit faire appeler le médecin sous peine de se voir poursuivie pour exercice illégal de la médecine. (Loi du 30 novembre 1892, art. 3 et 4.)

De même il devrait être interdit au pharmacien et

1. La loi du 30 novembre 1892 (modifiant la loi du 19 ventôse an XI) établit que le rôle d'une sage-femme doit se borner à pratiquer l'art des accouchements (art. 3 § 1) et à pratiquer les vaccinations et revaccinations antivarioliques (art. 4).

Cet article 4 leur défend d'employer des instruments (de même que l'art. 33 de la loi du 19 ventôse an XI) ; il ajoute « en cas d'accouchements laborieux la sage-femme doit faire appeler un docteur en médecine ».

Le même article 4 leur défend de prescrire des médicaments. Il y a toutefois deux exceptions : elles peuvent employer : 1° du seigle ergoté (décret du 13 juin 1873) ; 2° les médicaments dont l'usage leur serait permis par un décret rendu après avis de l'Académie de Médecine (par exemple un décret du 23 juin 1873 leur permet d'user d'antiseptiques, qui empêcheraient la transmission de la fièvre puerpérale).

L'article 16 de cette loi du 30 novembre 1892 dit : Exerce illégalement la médecine :

.
2° Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession, par l'article 4 de la loi,

Donc une sage-femme sort des limites fixées par l'article 4 :

à l'herboriste de faire entrer ses clientes dans son cabinet. Pour eux comme pour la sage-femme les instruments intra-utérins devront être prohibés. Une application rigoureuse de la loi du 30 novembre 1892 s'impose.

Toute femme qui aura été victime de tentatives d'avortement, qu'elle les ait provoquées, sollicitées ou non, sera admise à dénoncer ceux qui auraient tenté d'opérer ou auraient opéré criminellement sur

1° en employant des instruments; 2° en prescrivant des médicaments autres que le seigle ergoté.

Donc elle peut être poursuivie pour exercice illégal de la médecine.

Plusieurs jugements ont été rendus en ce sens : Ainsi « commet le délit d'exercice illégal de la médecine, la sage-femme qui signe une ordonnance prescrivant la livraison d'une certaine quantité de laudanum (et à plus forte raison toutes celles qui annoncent des produits ayant une vertu particulière); de son côté le pharmacien contrevient aux lois et règlements qui régissent la pharmacie en livrant du laudanum sur la présentation d'une pareille ordonnance. (Trib. de Beauvais, 3 mai 1893. *Gaz. des Trib.*, 9 juin 1893.)

Une sage-femme recevant chez elle des pensionnaires commet non plus le délit d'exercice illégal de la médecine, mais le délit d'exercice illégal de la pharmacie sans diplôme lorsqu'elle est trouvée détentrice de produits pharmaceutiques, contenus dans flacons, bocaux et litres entamés pour la plupart; lorsqu'elle ne justifie par s'être fait délivrer ces produits en exécution de prescriptions médicales régulières. (Paris, 16 décembre 1891. *Gaz. Palais*, 92. 1. 182.)

Bien plus il a été jugé : « Commet le délit d'exercice illégal de la médecine celle qui traite les affections désignées généralement sous le nom de maladies des femmes. (Trib. Lille, 20 août 1897. *Gaz. Palais*, 97. 2. 323.)

elle soit par l'administration de breuvages quelconques, soit par des pratiques directes conseillées ou exécutées par des tiers, *sans qu'elle puisse être inculpée en aucune façon*. Une loi devra lui assurer l'impunité il suffirait de la suppression du paragraphe 2, article 317 du Code pénal. Elle sera considérée comme victime et pourra recevoir des dommages-intérêts si un préjudice matériel lui a été causé par les pratiques abortives.

Nous avons dit que le médecin lui-même était bien souvent un agent d'avortement. Conscient quelquefois, la plupart du temps inconscient ou feignant de l'être ? De ce côté, il y a également quelque chose à faire. Aux grands maux les grands remèdes. Il faudrait refréner les abus de la médication et cautérisation intra-utérine.

Sans doute, il est malaisé de renvoyer cette cliente qui va laisser sur le plateau un billet bleu et qui sera perdue à coup sûr si le résultat désiré n'est pas obtenu, sans compter que si celui-ci ne le fait pas, un autre moins scrupuleux n'hésitera pas ! et l'on cède aux sollicitations.

Comme c'est une question de vie ou de mort pour le pays, il n'y a pas lieu de s'arrêter aux petits inconvénients que la mesure pourrait avoir ; il faut prescrire la médication intra-utérine en établissant les sanctions les plus sévères. Il faut décider que toute manœuvre intra-utérine pouvant être une

cause d'avortement, avant d'y avoir recours, toutes les fois que la chose paraîtra nécessaire au praticien il devra, comme lorsqu'il s'agit de provoquer un avortement, appeler un confrère en consultation. Si celui-ci est d'avis qu'il y a lieu de faire une opération ou de pratiquer la médication intra-utérine, un procès-verbal devra être rédigé au bas duquel les deux médecins mettront leur signature. Ce procès-verbal restera entre les mains du médecin traitant et le garantira contre les poursuites qui pourraient être exercées contre lui du chef de la pratique de cette médication, toute femme ayant le droit de dénoncer le médecin qui l'aurait soumise à ce traitement sans qu'elle ait à craindre d'être inquiétée.

Telles sont les mesures que nous proposons et que nous pensons susceptibles d'être mises en pratique ; il faut envisager l'importance du but : il s'agit d'empêcher que l'avenir de la France soit écrasé dans l'œuf ! Et cependant nous avons l'article 317 du Code pénal ainsi conçu : « Quiconque par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen aura provoqué l'avortement d'une femme enceinte soit qu'elle y ait consenti ou non sera puni de la réclusion.

« Les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens seront punis de la peine

des travaux forcés à temps dans le cas où l'avortement aurait eu lieu. »

Sérieusement appliqué il nous semble qu'il aurait une certaine efficacité. On remarque que le paragraphe 3 ne parle pas des sages-femmes. Deux opinions se sont manifestées sur cette question. Les uns ont prétendu que, si le législateur avait omis les sages-femmes, c'est qu'il voulait les omettre. En matière pénale, ont-ils dit, tout est de droit étroit et il n'est pas permis d'étendre des dispositions prohibitives sous prétexte d'analogie (Chauveau, Hélie et Villey ; Orléans, 30 déc. 1850. D. 51. 2. 8).

L'opinion contraire a été consacrée par la Cour de cassation et par des arrêts de Cours d'appel qui ont décidé que le paragraphe 3 de l'article 317 du Code pénal a entendu faire rentrer dans l'expression officiers de santé les sages-femmes, qui sont aussi coupables que les médecins et officiers de santé quand elles font un abus criminel de leur art. De plus les sages-femmes comme les médecins et les pharmaciens sont revêtus d'un caractère public, comme eux elles ont un diplôme et sont par conséquent passibles de l'aggravation de peine (Cassation, 26 janvier 1839. S. 39. 1. 230 ; 10 déc. 1868. D. 70. 5. 36. S. 69. 1. 440. — Toulouse, 13 janvier 1881. D. 81. 2. 84).

La même question s'est posée au sujet des herboristes. La Cour d'assises de l'Aube (16 février 1883. S. 64. 2. 47) a jugé que les herboristes ne sont pas

compris dans la généralité des termes du paragraphe 3 et que par conséquent la peine qui leur est applicable est celle du paragraphe 1, article 317 du Code pénal.

Nous pensons que puisque la jurisprudence a assimilé les sages-femmes aux officiers de santé, les herboristes pour des raisons identiques devraient être assimilés aux pharmaciens. En effet, aux termes de la loi de germinal an XI les herboristes doivent avoir subi dans les écoles de pharmacie ou devant un jury de médecine un examen qui prouve qu'ils connaissent exactement les plantes médicinales.

D'ailleurs la Cour de cassation (10 déc. 1868. D. 70. 5. 36. S. 69. 1. 440) a posé en principe que l'article 317 § 3 est applicable à toutes les personnes qui, munies d'un titre légal, se livrent à l'exercice de l'une des branches de l'art de guérir.

Nous pensons donc que l'article 317 du Code pénal nous arme suffisamment pour supprimer les manœuvres abortives. Pour avoir l'occasion de l'appliquer il serait suffisant, pensons-nous, de supprimer le paragraphe 2 ainsi que nous le proposons plus haut.

MESURES RELATIVES A LA PUÉRICULTURE

Assistance aux mères de famille

Puériculture depuis la conception jusqu'à la naissance. — M. le professeur Pinard a prouvé que plus le repos avait été prolongé avant l'accouchement, plus l'enfant est né dans de bonnes conditions. Il a pu établir les chiffres suivants :

Poids moyen à leur naissance, de 500 enfants dont les mères avaient :

1° Travaillé jusqu'au moment de l'accouchement 3.010 grammes ;

2° Séjourné à l'hôpital au moins dix jours (quelquefois un mois) avant l'accouchement 3.220 grammes ;

3° Séjourné à la clinique Baudelocque au moins deux mois avant l'accouchement 3.366 grammes.

D'autres recherches faites dans d'autres hôpitaux ont amené aux mêmes constatations. M. le professeur Pinard a toujours insisté très vivement pour que l'enfant ne manquât d'aucuns soins pendant la

vie intra-utérine, c'est par conséquent la mère qui doit prendre les précautions indispensable. Des mesures législatives sont intervenues : c'est la loi des sièges qui exige dans les ateliers, magasins, boutiques et autres locaux un nombre de sièges à la disposition des employées dans la proportion d'un siège pour deux ; un grand nombre de propositions tendant à la protection de la femme et de ses enfants ont été déposées (1).

1 Le 15 février 1909, M. Ambroise Rendu déposa au Conseil municipal la proposition suivante :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé à toute femme mariée à un des ouvriers de la Ville de Paris une indemnité d'accouchement de 20 francs et une prime d'allaitement de 10 francs soit 30 francs à la condition que l'accouchée s'abstienne de tout travail pendant les 4 premières semaines.

ART. 2. — Cette indemnité leur sera versée par la Mutuelle maternelle de Paris, qui lui assurera en outre tous les avantages qu'elle accorde à ses sociétaires.

M. Ambroise Rendu rapporte les services rendus par la Mutualité maternelle qui du 1^{er} juillet 1907 au 31 décembre 1908 avec une somme de 7.748 francs a assisté 320 mères et leur a assuré une période de repos après leurs couches.

Il propose une combinaison adoptée déjà par les manufactures de l'Etat et par un grand nombre d'industriels et de compagnies qui allouent à toute femme d'ouvrier au moment de ses couches une somme déterminée (45 francs pour les tabacs, 50 francs pour la compagnie de l'Est). La Ville de Paris en donnant 30 francs n'engagerait qu'une somme totale de 6.000 francs, la mutualité estimant qu'il faudrait compter sur 200 allocations. La société se chargerait de la distribution des indemnités d'accouchement. Elle assurerait le contrôle du repos et mettrait à la disposition des mères

M. le sénateur Strauss a étudié les nombreuses mesures à prendre pour la conservation des jeunes enfants (1). Chaque année la France perd 150.000 enfants de zéro à un an. La plupart périt faute de soins intelligents, faute d'alimentation rationnelle. Il est absolument nécessaire de prendre des mesures d'ordre hygiénique (2) pour réduire les risques de contagion, de maladies transmissibles, d'homicide, d'infanticide par ignorance, misère ou égoïsme. M. Strauss a indiqué toutes les mesures à prendre pour trouver ces existences, mais il convient lui-même qu'« il ne faut pas qu'un peuple se résigne à un affaiblissement de la natalité, cette attitude passive équivaldrait à une trahison envers la patrie ».

Nous ne pensons pas qu'il faille trop compter sur les efforts des hygiénistes et des médecins pour

tous ses services médicaux : consultations de nourrissons, consultations gratuites ou dispensaires. En l'année 1907, alors que la mortalité infantile s'élève à 15, à 20 o/o dans certaines villes industrielles, elle n'a été que de 2,5 o/o sur les 151 enfants du groupe de la Ville de Paris affilié à la Mutualité maternelle. Le résultat est très heureux. Mais ne pourrait-on pas en doublant la somme, c'est-à-dire avec 12.000 francs, permettre aux mères de ne pas se livrer à des travaux pénibles quatre semaines avant leur accouchement ? Il suffirait même d'une somme de 10.000 francs puisque sur les 30 francs, 10 francs représentent une prime d'allaitement.

1. P. Strauss. *Dépopulation et puériculture*.

2. Des propositions en ce sens sont déposées tous les ans à la Chambre et au Sénat lors de la discussion du budget.

combattre la mortalité infantile. Restreindre les naissances et supprimer la mortalité pour arriver à maintenir, si c'était possible, le chiffre de la population serait un leurre, car les médecins n'arrivent la plupart du temps qu'à conserver à la société un être mal venu, rabougri, chétif, plus nuisible qu'utile à l'avenir de la race. Laissons-les donc à leur œuvre d'humanité, mais ne comptons pas sur eux. La génération qui fit la Révolution était plus saine que la nôtre : peut-être que si la France n'avait donné à Bonaparte que des hommes comme ceux que le service de recrutement prend aujourd'hui il ne serait pas devenu Napoléon I^{er}. C'est qu'alors la mortalité infantile opérait dans les familles une véritable sélection. On rencontre encore dans les campagnes de bons octogénaires qui disent : « Mon grand'père étaient 17 enfants, il n'en est resté que 7 ; ma grand'mère étaient 11 il n'en est resté que 6. » Les familles d'un ou deux enfants étaient rares : c'est la règle aujourd'hui, alors il arrive que n'ayant qu'un enfant les parents ne reculent devant aucun sacrifice pour le conserver, de si chétive constitution qu'il soit. Il n'en pouvait pas être de même autrefois ; les plus vigoureux seuls survivaient ; les chétifs restaient en route. Sauvons les malingres, c'est une question d'humanité ! Mais ne comptons pas sur eux !

DE QUELQUES AUTRES MESURES

Nous n'avons pas l'intention de les examiner toutes.

Il nous a paru tout d'abord que l'une d'entre elles était facilement réalisable.

L'article 3 de la loi sur les accidents professionnels met à la charge du patron les pensions à payer à la veuve et aux enfants d'un ouvrier mort d'accident professionnel. La mort de l'ouvrier célibataire ne lui coûte rien ou très peu s'il a des ascendants ; au contraire, elle lui coûte très cher si l'ouvrier a beaucoup d'enfants. La conséquence c'est que l'industriel a intérêt à n'employer que des célibataires (1).

De plus la proportion des enfants dans les familles des ouvriers tués est très faible :

Total des accidents professionnels survenus du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1905 :

1. Quelques patrons, on peut en citer un et un des plus grands patrons de la ville de Paris, n'hésitent pas à exiger que leurs employés soient célibataires.

Nombre des ouvriers tués	10.600
Dont ont laissé une veuve	8 288
Nombre des enfants	12.788

Sur 100 ouvriers 78 laissent une veuve ; en moyenne un ouvrier laisse 1 enfant.

Donc on exclut les ouvriers chargés de famille. Dans toutes les professions les quatre cinquièmes environ des ouvriers tués sont mariés ; dans toutes le nombre d'enfants est très faible. La loi sur les accidents professionnels en écartant les pères de familles nombreuses contribue certainement à ce résultat.

Une légère modification s'imposerait qu'on pourrait calquer sur la loi italienne du 17 mars 1898 révisée par la loi du 29 juin 1903. L'article 9 *bis* dit que l'indemnité due par le patron doit être répartie entre les ayants droit de l'ouvrier tué et à défaut d'ayants droit l'indemnité est dévolue à un fonds spécial.

L'indemnité est versée tout de même. Le patron n'a donc aucun intérêt à embaucher des célibataires.

MM. Mirman et Dubuisson, députés, avaient déposé une proposition de modification dans le sens indiqué par la loi italienne qui jusqu'à présent est restée lettre-morte (1).

1. En Norvège, une loi fut votée le 12 juin 1906 qui rend l'assurance contre les accidents obligatoires. Il est institué pour l'ensemble du pays un établissement d'assurance garanti par l'Etat. Le roi organise la direction de l'établis-

Le colonel Marchand, candidat aux élections législatives en 1906, avait formulé un projet de réforme électorale. Il demandait que les pères de famille aient un nombre de voix proportionné au nombre de leurs enfants.

M. Izoulet le commentait ainsi : « Ce serait une révolution si, demain, quarante millions de suffrages au lieu de dix entraient en ligne ; si la majorité, la puissance était déplacée au profit des chefs de famille. Le célibataire qui exploite aujourd'hui un système dont il est injustement le privilégié serait ramené à sa place très modeste, celle de ses charges. Elles ne peuvent se comparer à celles du mari, du père d'un ou plusieurs enfants. La charge crée le droit et le droit fait supporter plus aisément, fera même désirer la charge... »

M. Paul Leroy-Beaulieu propose le système suivant consistant en primes données à la natalité humaine :

Le budget de la France regorge actuellement de subventions et de primes de toutes sortes ; subventions et primes
—
sement, les dépenses de la direction sont payées par le Trésor.

Le patron est obligé de payer la même somme pour l'ouvrier célibataire que pour le père de famille. En cas d'accident mortel, la veuve reçoit 20 o/o, chaque enfant légitime ou illégitime de moins de quinze ans, 15 o/o (ou si l'autre parent est mort ou vient à mourir) 20 o/o du salaire de la victime sans que le total puisse excéder 50 o/o du salaire.

à la mutualité, aux sociétés ouvrières, à la marine marchande, à la production des soies, à celle du chanvre ou du lin, l'élevage des chevaux (1), l'ensemble de ces subventions et primes dépasse 100 millions par an.

Nous ne les examinons ici, ni ne les contestons. Serait-il étrange, au milieu de toutes ces subventions ou primes, d'en introduire pour la natalité humaine, étant donné que la nation est menacée d'épuisement, sinon de mort prochaine, faute de naissances suffisantes ?

Pour qu'un système de subventions ou de primes pût avoir quelque efficacité, il faudrait qu'il fût général, à partir du troisième enfant, et qu'il constituât pour les parents un droit incontestable, indépendamment de leur situation personnelle et de toute interprétation administrative, que les parents riches y eussent tout aussi bien droit que les pauvres, quitte aux premiers à y renoncer et à reporter librement leur part sur des parents moins aisés. Il faudrait de plus que ces subventions ou primes fussent importantes.

1. A la séance du 9 février 1900, à la Chambre, M. le député Jourde lors de la discussion d'un crédit de 200.000 francs pour allocation de famille disait : « Nous avons consacré deux séances à discuter, des primes, des subventions à donner aux enfants, des chevaux. Vous donnez chaque année des sommes extraordinaires pour encourager la production de la race chevaline, et vous savez bien que la plupart des courses n'ont aucun rapport avec cet encouragement, et lorsqu'on vient vous demander d'aider un travailleur, un père de famille à élever ses enfants, à en faire des citoyens et des soldats pour nous défendre, pour vous défendre vous-mêmes, vous avez l'air d'hésiter ! »

Autant qu'on en peut juger, elles devraient être de 500 fr. pour chaque troisième enfant vivant et chaque enfant vivant au-delà du troisième : ces 500 francs pourraient être payés 300 francs l'année de la naissance et 200 francs l'année suivante.

Ces subventions et primes à la natalité entraîneraient sans doute une très forte dépense pour l'Etat. On n'a pas de statistique précise sur le nombre de ménages ayant trois enfants ou au delà ; nous avons en vain cherché ce renseignement dans l'énorme volume in-quarto de près de 900 pages publié, en 1907, sous le titre de *Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état civil*. Quant aux renseignements donnés par les recensements, ils méritent peu de confiance. Il serait prudent de s'attendre à 300.000 ou 400.000 subventions par an à la natalité pour le troisième enfant vivant ou tout enfant vivant au delà du troisième. Ce serait donc, à 500 francs chaque, une charge pour l'Etat de 150 à 200 millions par an. Au moins, cette dépense, contrairement à tous les gaspillages actuels, aurait-elle des chances d'être utile.

Bourses des Lycées et Collèges

Elles devraient être réservées en principe aux familles de plus de trois enfants. Le règlement qui veut qu'une même famille ne bénéficie jamais de

plus d'une seule bourse devrait ne pas exister pour les familles de cinq enfants et plus.

D'après des calculs faits par l'Alliance nationale pour l'Accroissement de la Population française, il résulte que ce sont les familles de deux enfants qui sont le plus favorisées par la Commission des Bourses.

Il lui est cependant recommandé de s'enquérir du nombre des enfants et d'en tenir compte. Mais cette recommandation est peu observée. Au contraire le règlement qui exclut de l'accès des bourses tous les enfants des familles nombreuses excepté un reçoit une application rigoureuse. Ce qui fait qu'une famille de cinq enfants ne peut être dégrevée que d'un cinquième des frais d'étude, tandis qu'une famille n'ayant qu'un enfant peut être délivrée de la totalité. La réforme ici serait d'une exécution très simple.

Les logements économiques pour familles nombreuses

Il est intéressant de noter les efforts tentés pour faciliter l'existence aux familles nombreuses, et parmi eux ceux qui émanent de la Société anonyme des logements économiques pour familles nombreuses. Cette société possède ou fait bâtir quatre mai-

sons à Paris (rue Belliard, rue du Télégraphe, une troisième et une quatrième en construction rue du Cotentin et près de la porte d'Ivry).

Seules les familles nombreuses, contrairement à ce qui se passe communément dans les divers quartiers de Paris, sont admises dans les immeubles de la société. Elle accepte les ménages à partir de trois enfants vivants. Les logements sont très aérés, très facilement décorés et éclairés par de larges fenêtres. Chaque logement a un balcon. Le loyer est inférieur d'environ un cinquième à celui demandé pour des locaux de même importance dans les quartiers ouvriers de Paris (un logement de quatre pièces est loué 400 fr.). L'immeuble de la rue Belliard comprend 51 logements de quatre pièces, 36 de trois, 7 de deux. La toiture est remplacée par une terrasse. Les locataires sont au nombre de 602 personnes dont 421 enfants, ce qui fait 4,5 enfants par logement.

Quant à la mortalité qu'on pouvait craindre assez forte, étant donnée l'agglomération, elle est très modérée. Rue du Télégraphe où l'immeuble est construit depuis plus longtemps, la mortalité n'est que de 9 par rue alors que pour Paris elle est de 19 et pour le XX^e arrondissement (où se trouve cette rue) elle est de 24 o/o.

De plus les locataires restent chez eux et ne fréquentent pas les cabarets. La société n'a pas pires

ennemis que les marchands de vin. Elle refuse d'ailleurs de louer ses boutiques aux débiteurs et y installe des commerçants de détail.

Comme on le voit, la société a fort bien réussi, il ne lui reste plus qu'à continuer l'œuvre si bien commencée, d'autant plus que, en s'adonnant à cette œuvre philanthropique, les capitaux ont un emploi sûr et rémunérateur.

Nous ne nous occuperons pas de tout ce qui a été fait : facilités plus grandes pour le mariage, secours aux familles nombreuses (1).

1. Dans la séance du 30 avril 1908, au Conseil municipal de Paris, M. Turot appela l'attention du Conseil sur la question des logements à bon marché et fit adopter la proposition suivante :

« Le Conseil,

« Invite l'administration à étudier un projet d'emprunt de 50 millions qui, destiné à la construction d'habitations à bon marché et gagé sur les loyers, compléterait tout en étant distinct, le projet d'exécution des grands travaux de Paris ».

Et M. Colly, soulignant les intentions du Conseil disait :
« Et surtout qu'on accepte les nombreuses familles. »

1. Le 20 mars 1905, M. Piot attirait l'attention du ministre de l'Intérieur sur M. Chétif, d'Aubusson, père de 20 enfants. M. Etienne envoya un secours de 200 francs.

A la même époque, le président Roosevelt envoyait à un fermier de l'Etat d'Ohio, père de 12 enfants, une lettre de félicitations avec une concession de 65 hectares de terre publique à choisir où il voudra. Nous n'émettons pas la prétention qu'on eût dû donner à M. Chétif 120 hectares, mais nous faisons remarquer que le secours de 200 francs est bien minime.

Ce qui a été fait est bien peu de chose à côté de ce qui est à faire, d'autant plus qu'à l'heure actuelle la stérilité volontaire fait des progrès considérables qu'on ne peut qu'attribuer à la propagande acharnée à laquelle se livrent ceux qui s'intitulent, ainsi que nous l'avons vu plus haut, néo-malthusiens, stérilité volontaire et néo-malthusianisme ! celui-ci engendre celle-là !

MALTHUS (1) ET LES NÉO-MALTHUSIENS

Ce n'est pas Malthus qui, le premier, se préoccupa de l'avenir de l'espèce humaine. Un de ses compatriotes, Godwin, qui fut le premier des doctrinaires anarchistes (2), après avoir montré sa confiance en l'avenir des sociétés et dans les progrès de la science grâce à laquelle il suffirait d'une demi-heure de travail par jour, se demandait si, du jour où la vie serait si belle, les hommes se multiplieraient à tel point que la terre ne pourrait plus les nourrir ? A cette question, Godwin répondit en disant que cette éventualité si jamais elle se réaliserait, ne se réaliserait que dans des myriades de siècles et que peut-être un jour l'esprit dominerait le sens à tel point que la reproduction s'arrêterait.

C'est alors que Malthus énonça les deux formules relativement à l'accroissement de la population livrées à elle-même, et à la lenteur relative des sub-

1. *Essai sur le principe de population*, 1798.

2. On lui attribue le mot : « Tout gouvernement, même le meilleur, est un mal. »

sistances. La progression géométrique de la population 1, 2, 4, 8, 16, 32, et la progression arithmétique des subsistances 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Est-ce bien exact ? Il nous semble que la puissance de reproduction des subsistances a lieu selon une progression plus rapide que celle de l'espèce humaine (le grain de blé, la pomme de terre, les poules...).

A la vérité cette puissance de multiplication est resserrée dans certaines limites (limitation de la zone habitable, lutte pour la vie) et alors pourquoi Malthus tient-il compte des obstacles à la reproduction des subsistances, alors que dans le premier terme de sa proposition il ne tient pas compte de ceux qui s'opposent à la multiplication de l'espèce humaine ? d'un côté il exprime un fait et de l'autre une tendance.

D'ailleurs Malthus montre comment cette insuffisance de nourriture amène des épidémies, et aussi l'anthropophagie, l'infanticide et surtout la guerre qui ravit au vaincu sa terre et son pain. C'est là ce qu'il appelle les obstacles répressifs. Et chez les peuples civilisés cet obstacle répressif qui consiste en un accroissement de la mortalité peut être remplacé par l'obstacle préventif qui est la réduction de la natalité. L'obstacle préventif est la contrainte morale, le moral restreint, c'est-à-dire l'abstinence du mariage jointe à la chasteté. La contrainte morale, c'est la vertu qui consiste à ne point se marier quand

on n'a pas de quoi faire subsister une famille et à vivre dans la chasteté. Il est sur ce point en contradiction complète comme nous le verrons avec les néo-malthusiens.

Mais Malthus ne se leurre pas sur l'application de l'obstacle préventif. Il se rend compte de voir les vices qu'elle peut entraîner, et il se résigne à accepter les pratiques qui donnent satisfaction à l'instinct sexuel tout en empêchant la conception. Il les appelle « vice », mais c'est un mal moindre que celui qui résulterait de l'excès de population. Et il s'en console en pensant que l'excès de population amène la misère, la promiscuité, la licence, et la règle qu'il préconise c'est d'acquérir l'habitude de satisfaire nos passions de manière à ne nuire à personne. La voie est toute tracée aux néo-malthusiens.

Les faits nous ont montré qu'aucun pays n'a eu à souffrir de l'excès de population. Malthus a confondu l'instinct sexuel, d'origine animale, qui régit également tous les hommes, et l'instinct de reproduction, qui a des origines sociales et religieuses et varie avec les temps et les lieux. Les mobiles de la reproduction, c'était chez les peuples de l'antiquité le devoir vis-à-vis de la patrie, dans une caste c'est le nom qui ne doit pas périr, dans un pays neuf c'est le besoin de bras pour défricher la terre. Et contre cet instinct, se dressent l'égoïsme des parents, les charges de famille.

Malthus a été trouvé par les néo-malthusiens très immoral : par sa règle du célibat obligatoire ou du mariage tardif il provoque la prostitution, les attentats aux mœurs, les vices contre nature, la natalité illégitime.

Malthus n'a pas vu que ce devoir de chasteté, cette privation des joies de l'amour et de la famille ne sont imposées qu'au pauvre, car le riche a toujours les conditions exigées pour avoir des enfants.

Il n'a pas prévu non plus que sa recommandation de ne pas mettre au monde des enfants qu'on ne peut nourrir avait un sens très élastique (1).

Avec les néo-malthusiens le but est le même : empêcher l'excès de population. Ils vont même plus loin, ils se réjouissent d'un excès de décès. Ils veulent restreindre la population parce qu'ils ont en vue le plus grand bonheur du plus grand nombre, le bonheur réel de chacun. A « l'atroce » conception des nations prospères composées d'une infime minorité de gens heureux et d'une immense majorité de gens souffrants, misérables, ils veulent substituer celle de gens ayant tous le maximum de bien-être matériel, de satisfaction de toutes natures. Les groupements, la nation, la commune ne les intéressent pas, ils n'ont en vue que l'individu.

1. Charles Gide. « Malthus et sa doctrine ». *Revue du Christianisme social*, mars 1908.

Donc par souci de l'amélioration de l'espèce humaine « en vue de plus de bonheur, de liberté, la liberté de limiter l'étendue de la famille » doit exister.

De plus comme le plaisir de l'amour est le seul qui ne s'achète pas il est tout naturel qu'aucune crainte ne vienne le troubler. Il est assez délicat de s'étendre plus longuement sur ces théories antisociales et antinationales. Les néo-malthusiens, outre qu'ils font appel aux sentiments les plus égoïstes et les plus bas, se placent absolument en dehors des faits. Pour eux plus de frontières, plus de patrie, plus de sentiment national, plus d'aspiration autre que celle de la satisfaction égoïste.

Leur propagande est très active, et le 12 novembre 1908 à la Chambre des députés au cours de la discussion d'une proposition de M. Argeliès tendant à accorder aux départements pour allocation aux familles nombreuses une subvention d'un million, M. Gauthier de Clagny appela en ces termes l'attention des pouvoirs publics sur l'activité des néo-malthusiens :

M. GAUTHIER (de Clagny). — Je voudrais, puisque la question va s'engager devant la Chambre de la nécessité d'encourager les familles nombreuses, signaler aux pouvoirs publics l'œuvre détestable qui, depuis quelques années, est faite dans les grands centres ouvriers de France par une ligue qui s'ap-

pelle la « Ligue de la génération consciente », à la tête de laquelle se trouve, ou se trouvait hier, M. Robin, l'ancien directeur de Cempuis. (*Mouvements divers.*)

Cette ligue, par la voie des journaux, de brochures que j'ai entre les mains...

Un membre à l'extrême gauche. — Elle ne fait qu'user de son droit !

M. GAUTHIER (de Clagny). Je ne dis pas que ce soit pas son droit, mais je dis que le devoir du Gouvernement est de prendre les mesures nécessaires pour arrêter cette propagande. (*Applaudissements.*)

M. de GAILHARD-BANCEL. — C'est un crime contre la patrie. (*Bruit à l'extrême gauche.*)

M. GAUTHIER (de Clagny). Je dis que cette ligue, dont le conseil général de la Seine subventionnait encore hier le directeur, se livre depuis quelques années, dans tous les centres ouvriers, à une propagande détestable ; par la voie des brochures, par la voie d'un journal, et de ses conférenciers — et j'ai le regret de dire que quelques-uns de nos collègues sont de ceux-là (*Mouvements divers*) — elle va prêcher dans les centres ouvriers le droit à l'amour libre, en indiquant le moyen d'empêcher que de ces relations puissent naître des enfants. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Ces brochures, que j'aurais voulu apporter un jour à la tribune, contiennent des descriptions infâmes, des dessins ignobles, des conseils abominables aux femmes et aux jeunes

filles; il y a là une œuvre de véritable empoisonnement social ! (*C'est vrai ! Très bien !*)

Je ne sais pas si le parquet est, à l'heure actuelle, désarmé contre cette propagande; je ne sais pas si les pouvoirs publics peuvent empêcher que cette propagande se continue; mais je dis qu'il est impossible que le Gouvernement de la République, soucieux de la grandeur de notre pays et de son avenir dans le monde, se désintéresse de la situation que je signale. (*Très bien! très bien! sur divers bancs. Bruits à l'extrême gauche.*)

Il nous semble que la loi du 2 août 1882 modifiée elle-même par la loi du 16 mars 1908 pourrait efficacement combattre cette propagande. Nous extrayons du *Journal officiel* du 21 mars 1908 les passages suivants de la discussion :

M. ARISTIDE BRIAND, *garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes*. — Ou bien la Chambre doit accepter l'idée de la répression, dans les circonstances indiquées par le projet de loi, de certaines manifestations obscènes qui ont été signalées tout à l'heure par le rapporteur de la Commission, ou bien il faut renoncer totalement à les atteindre.

La loi du 2 août 1882, même après les modifications qui y ont été apportées par celle du 16 mars 1898 — la preuve en est faite — est absolument inefficace à cet égard; voici pourquoi. Jamais le fabricant, le commerçant d'objets obscènes n'est exposé à la constatation du délit, et par conséquent à la peine édictée par la loi, parce que jamais il n'offre sa mar-

chandise dans les conditions de publicité exigées par la loi. Les fabricants de ces objets n'ont pas une boutique sur la voie publique ; ils sont installés dans des maisons particulières, à des étages.

De là, par tout un ensemble de procédés de diffusion discrets et habiles, ils répandent dans le public, en France et même à l'étranger, les produits de leur industrie. Ils envoient certains prospectus ou catalogues, alléchants pour leur genre de clientèle, sous enveloppe fermée. Ils font pressentir aux personnes auxquelles ils s'adressent que, sur leur désir, on pourra leur envoyer des échantillons. En effet, il arrive que la demande est formulée, et immédiatement les pièces sont envoyées ; puis vient une commande plus importante et enfin les objets sont expédiés et vendus.

Il est absolument impossible — la démonstration en est faite, je le répète — de saisir un tel commerce, toutes les fois au moins qu'il tient les mineurs à l'écart de sa clientèle.

Et alors la question qui se pose devant vous est celle-ci : Sous prétexte de liberté de pensée ou de liberté de l'art — je me demande, moi, ce que la pensée ou l'art peuvent bien avoir à faire dans des manifestations de ce genre (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*) — sous prétexte de garanties pour la pensée et pour l'art, faut-il renoncer à réprimer de pareils faits ?

Je ne voudrais pas entrer dans les détails de la discussion qui deviendrait forcément un peu scabreuse ; mais si je pouvais faire passer sous vos yeux les circulaires qui sont envoyées et les objets qui sont mis en vente, véritablement

vous n'hésiteriez pas à admettre, comme la commission et comme le Gouvernement, la nécessité impérieuse d'intervenir.

L'honorable M. Paul-Meunier est guidé par un sentiment très respectable de liberté auquel je participe moi-même ; mais je lui demande de réfléchir sur le cas qu'il a signalé à la Chambre. Voilà un artiste ; il fait un dessin, une peinture ou une sculpture. Ou il s'agit d'un littérateur, il écrit un article. Pourquoi ? Pour livrer son œuvre à la publicité. Si, véritablement, elle n'est pas obscène et, comme telle, répréhensible, demain elle sortira de son atelier, de son cabinet et ira sur les boulevards, dans les rues ; elle sera mise en vente, parce que l'auteur n'a rien à craindre, parce qu'il donne l'essor à une manifestation de pensée ou d'art. Mais s'il se cache, c'est que sa fabrication est obscène et qu'il le sait, puisqu'il ne la destine pas à la publicité par crainte de la voir poursuivre ; c'est qu'il a conscience lui-même que son œuvre est blâmable et susceptible, en cas de publicité, de tomber sous le coup de la loi de 1882.

En définitive, celui qu'atteindrait le projet de loi, c'est l'écrivain ou l'artiste — si je puis employer ces termes dans une pareille hypothèse —, l'industriel qui fabrique des objets dont la vente doit être clandestine pour échapper aux pénalités de la loi de 1882. Celui-là, quelque désir qu'on ait de protéger la pensée dans sa liberté et toutes les manifestations de l'art dans leur indépendance, celui-là vaut-il la peine qu'on s'intéresse à lui jusqu'à le soustraire à toute répression ?

Voilà dans quelles conditions vous êtes saisis du projet de loi. Je vous le répète : les lois de 1832 et de 1898 sont restées tout à fait impuissantes ; le commerce des objets obscènes se développe et prospère dans les conditions que je viens de vous dire.

Faut-il se déclarer désarmé vis-à-vis d'un tel trafic ? Voilà la question que vous avez à résoudre.

Remarquez bien, messieurs, au surplus, que l'article 2 du projet de loi contient des mesures d'indulgence très larges pour le passé et pour l'avenir ; elles atténuent ce que l'article 1^{er} peut avoir de trop rigoureux.

Le texte primitif qui vous avait été proposé pour l'article 1^{er} et qui a été, par vous, justement renvoyé à la commission, contenait une disposition trop large.

Un texte semblable permettait peut-être de porter atteinte à la liberté des citoyens et risquait d'entraîner, dans certains cas, des violations de domicile. Mais avec la nouvelle rédaction, messieurs, avec la précaution qu'a prise la commission d'insérer dans son article après les mots « par la fabrication » ce membre de phrase : « dans le but d'en faire commerce », il est évident que vous ne pouvez plus avoir la même inquiétude.

Je ne saurais trop le redire : l'écrivain qui écrit un article, l'artiste qui crée un objet d'art a l'intention de le livrer à la publicité.

M. JAUHÈS. — Voilà ce qui est un peu inquiétant ; car il s'agit alors d'un délit d'intention. Comment, en dehors d'un acte préparant la mise en vente, pourra-t-on faire la preuve

que l'individu qui dessine ou fabrique des objets réputés obscènes les destine à la vente.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais il y a la quantité qui le démontre.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Si je vous comprends bien, vous craignez que la loi nouvelle n'atteigne un artiste ayant dessiné, peint ou sculpté, dans un but de pure étude, une œuvre qui, si elle était mise en vente, tomberait sous le coup de la loi de 1882, mais qui, en réalité, n'est pas destinée à la vente.

Comment reconnaîtra-t-on que la fabrication d'objets a lieu « dans le but d'en faire commerce » ? C'est une question d'espèce que les tribunaux apprécieront d'après les circonstances. Le plus souvent, la quantité des objets qu'on trouvera dans le magasin où l'on aura perquisitionné suffira pour faire apparaître le délit et aussi la nécessité de le réprimer.

Voici les passages les plus importants du discours du rapporteur :

M. DRELON, rapporteur, *de sa place*. — Les différentes observations qui viennent d'être présentées par plusieurs de nos collègues tendent, veuillez bien le remarquer, à incriminer non pas les propositions de modifications que fait la commission, d'accord avec le Gouvernement, mais le texte même de la loi de 1898. Cette loi punit la vente...

M. PAUL MEUNIER. — Publique !

M. LE RAPPORTEUR. —... des objets sur lesquels nous discutons, dans deux cas : lorsqu'elle est publique, d'abord ;

ensuite lorsqu'elle est faite à des mineurs, même clandestinement.

Toutes les modifications proposées tendent à assimiler les deux hypothèses, c'est-à-dire que la vente des productions tombant sous le coup de la loi sera également prohibée, que cette vente soit publique ou non, qu'elle soit faite à des majeurs ou à des mineurs.

Voilà uniquement la portée du projet.

M. PAUL MEUNIER. — Vous réprimez la fabrication, alors que la loi de 1898 ne l'a pas réprimée. C'est le péril de votre projet.

M. LE RAPPORTEUR. — La fabrication dans le but de faire du commerce est visée parce que c'est une conséquence forcée de l'interdiction de vendre ces différents objets, soit publiquement, soit clandestinement. Si l'on ne peut pas en faire commerce, il est logique qu'on ne puisse pas davantage les fabriquer. (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

Parmi les observations qui ont été présentées, celle de l'honorable M. Jaurès est incontestablement celle qui a le plus de poids.

M. Jaurès nous dit : Poursuivre la fabrication dans le but de commerce, est-ce que ce n'est pas, en quelque sorte, instituer un délit d'intention ? N'y aura-t-il pas une différence d'interprétation qui pourra donner lieu à des décisions arbitraires de la part de certains tribunaux ?

Voilà ce que vous redoutez, mon cher collègue. M. le garde des sceaux vous a répondu que lorsqu'il s'agira de rechercher quelle est la portée de la loi, lorsqu'il s'agira de l'inter-

préter — ceci n'est pas notre fait ; c'est la mission des tribunaux — les tribunaux auront en cette matière un guide bien facile à suivre : ils devront rechercher dans quelles conditions la fabrication est faite. Si la fabrication porte sur un objet unique, il est bien évident que l'on ne pourra pas dire que cet objet est destiné au commerce ; mais si, au contraire, cette fabrication se présente dans des conditions telles de quantités...

Au centre. — Nous n'entendons rien.

M. JULES ROCHE. — Comme vous parlez de votre place, monsieur le rapporteur, les collègues qui siègent derrière vous ne vous entendent pas. La question est pourtant fort intéressante.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que j'ai fait souvent remarquer.

M. LE RAPPORTEUR, *à la tribune.* — Je disais, messieurs, que le texte que M. le président a bien voulu, il y a quelques instants, faire passer à nouveau sous vos yeux, est le texte de la loi de 1882 modifiée par la loi de 1898. Ce texte réprime la vente de toutes les manifestations obscènes, contraires aux bonnes mœurs, qu'elles soient sous forme d'écrits, de dessins ou d'autres objets, lorsque la vente même non publique s'adresse à des mineurs.

Qu'a fait la commission, en présence du renvoi du projet qui avait été ordonné par la Chambre l'année dernière ? Elle a pensé qu'elle devait écarter toutes les dispositions autres que celles qui étaient essentielles pour empêcher la continuation de ce commerce que vous me permettrez bien

de qualifier, sans exagération, de honteux pour notre pays.
(*Très bien ! très bien !*)

Aujourd'hui, alors que les législations étrangères sont arrivées à extirper ce mal de leurs pays, c'est un fait bien âcheux que je signale à nos collègues pour faire cesser leurs hésitations.

C'est à Paris que s'est concentré ce commerce, et c'est à Paris que se trouvent un nombre considérable de maisons dans lesquelles on fabrique les objets dont nous parlons. Mais pensez-vous, messieurs, qu'il s'agisse là d'objets d'art ? Est-ce que vous supposez que ce sont là des œuvres de la pensée, même la plus audacieuse, ou de l'imagination, même la plus surexcitée ?

Détrompez-vous.

On a dit que la loi était déjà armée pour réprimer de pareils actes délictueux. Oui, la loi est armée, dans un cas : lorsqu'on peut prouver qu'il y a eu un outrage public à la pudeur ou un attentat aux mœurs ; mais elle n'est pas armée contre la vente de ces photographies, lorsque cette vente n'est faite ni à des mineurs, ni publiquement. C'est là ce que nous voulons atteindre.

Si nous n'arrivons pas à faire disparaître ces louches officines dans lesquelles s'accumulent tous ces documents d'obscénité, il est certain que l'on continuera à voir la pornographie couler à pleins bords, comme elle le fait actuellement, sur nos voies publiques, et particulièrement, ne l'oubliez pas, par suite de la façon dont agissent les émissaires de ces tra-

fiquants peu scrupuleux, à la porte même de nos écoles ou de nos ateliers.

Voici, enfin, le texte qui a été voté :

« Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1882, modifié par la loi du 16 mars 1898, est modifié comme suit :

« Par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publiques, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, d'écrits, d'imprimés autre que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images obscènes ou contraires au bonnes mœurs.

Le paragraphe 3 du même article est abrogé.

ART. 2. — L'article 5 de la loi du 2 août 1882, modifiée par la loi du 16 mars 1898, est complété par les dispositions suivantes :

Les incapacités électorales dictées par l'article 15, n° 6, du décret du 2 février 1852, ne résulteront plus d'une condamnation pour un des délits ci-dessus spécifiés qu'autant que la peine prononcée sera supérieure à six jours d'emprisonnement.

La durée de l'incapacité sera réduite à une période de cinq ans à compter du jour où la condamnation sera devenue définitive.

Les incapacités électorales résultant de condamnations antérieures à la présente loi, pour outrages aux bonnes mœurs, ne subsisteront que dans les limites et les conditions fixées par le paragraphe précédent.

Avant cette modification il était assez difficile de poursuivre les tentatives néo-malthusiennes, la loi de 1868 étant interprétée d'une manière très étroite par les tribunaux. En 1907 trois pères de famille de Croix (Nord) ayant reçu des prospectus obscènes ont poursuivi devant le tribunal de Lille la personne qui les leur avait adressés. M. Maurice Gand (1) leur avocat, les engagea à agir au civil en soutenant :

1^o Que c'est adresser une injure gratuite à un honnête homme que de lui envoyer un prospectus recommandant des procédés aussi immoraux, car c'est le supposer capable de recourir à de honteuses pratiques ;

2^o Que c'est commettre une faute lourde que de distribuer ce prospectus dans une maison, où il peut tomber sous les yeux d'enfants mineurs.

Le tribunal de Lille a rendu le jugement suivant :
« Attendu qu'il n'est pas sérieusement contesté que les demandeurs ont reçu à leur domicile le prospectus incriminé ; que, sans avoir à rechercher s'il tombe sous le coup de la loi spéciale, laquelle n'atteint que l'image ou l'écrit dans lequel on a fait de l'obscénité pour l'obscénité, sa distribution à domicile constitue tout à la fois une injure, faite au destinataire par l'offre qu'on le suppose capable de s'as-

1. Contre une propagande immorale ; le néo-malthusianisme, un jugement du tribunal civil de Lille (1907).

socier à une œuvre immorale, antipatriotique et antisociale et un péril pour sa famille exposée à lire et à connaître des pratiques, anticonceptionnelles ; que l'inviolabilité du foyer domestique de chaque citoyen doit être protégée contre l'envahissement de publications qui y pénètrent contre sa volonté, l'offensant dans sa propre dignité et exposant aux pires souillures la moralité de ses enfants et des divers membres de sa famille ; qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil, tout fait de l'homme qui cause un dommage à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; que le préjudice moral certain dans l'espèce suffit à justifier la demande de dommages-intérêts.

« Par ces motifs le tribunal condamne V. C... à payer à chacun des demandeurs pour les causes sus énoncées la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts, avec intérêts judiciaires du 26 février 1907 ; le condamne en outre aux dépens. » (Tribunal civil de Lille, 1^{re} Chambre, 6 juin 1907.)

Dans le même sens nous trouvons un jugement de la 1^{re} Chambre du tribunal civil de la Seine (1^{er} juillet 1896) qui se base lui aussi sur l'article 1382 du Code civil (D. P. 99. 2. 52). L'envoi d'un prospectus obscène constitue une injure faite au destinataire par l'offre qu'on le suppose capable d'accepter d'un ouvrage attentatoire à la morale.

Il constitue également un péril pour la famille du

destinataire exposée à une abominable propagande de pratiques dépravées.

Il réalise donc la faute lourde tombant sous le coup de l'article 1382 du Code civil et donnant à celui qui en souffre le droit d'obtenir de la justice civile la réparation du préjudice qui lui a été causé.

Ce préjudice moral actuel et direct suffit amplement à justifier la demande en dommages-intérêts.

Tout citoyen a le droit d'exiger que l'inviolabilité de son foyer domestique soit protégée contre l'envahissement de publications immorales qui y pénètrent malgré lui.

Le droit pour un auteur ou éditeur d'annoncer la publication de ses ouvrages n'emporte pour lui le droit ni de s'attaquer à la moralité ou à la dignité de ceux auxquels il s'adresse ni de méconnaître l'inviolabilité du domicile.

Il s'agissait de l'envoi de deux prospectus intitulés *Amour et sécurité* et *De l'avortement* envoyés sous simple bande, à l'extérieur à l'encre rouge avec des inscriptions en gros caractères destinées à attirer l'attention d'une façon toute particulière, distribués à profusion principalement aux jeunes gens. Le père de l'un d'eux avait introduit une demande en dommages-intérêts contre l'expéditeur-éditeur, à raison de l'offense faite à son fils et qui rejaillissait nécessairement sur lui. L'éditeur fut condamné à 500 francs de dommages-intérêts.

Ce jugement fixe les principes : « Vous êtes libre de propager vos théories mais à vos risques et périls, à condition de ne pas tomber sous le coup de la loi pénale, à condition de ne pas commettre une faute grave en poursuivant jusque dans les domiciles votre propagande injurieuse pour la dignité personnelle de ceux qui vous lisent, dangereuse pour la moralité des enfants. »

Un arrêt de la Cour de Paris du 22 mars 1907 (*Gazette des Tribunaux* du 23 mars 1907) s'exprime ainsi (il s'agissait d'une lettre, en réponse à un article où elle était visée, d'une propagandiste du mouvement néo-malthusien que le journal *l'Autorité* refusa d'insérer) :

« Considérant que, sans doute, cette lettre ne renferme aucune excitation directe à la débauche, mais que sous la forme littéraire dont elle enveloppe sa pensée M^{me} N... R... y recommande aux femmes comme un droit et comme un devoir la stérilité volontaire, en invoquant non seulement des raisons de santé qui peuvent être légitimes mais encore la crainte de la souffrance et le désir du bien-être et qu'elle ne conseille pas en même temps la chasteté ;

« Considérant qu'elle reconnaît dans un passage de cette lettre que la doctrine dont elle se fait ainsi l'apôtre est celle du néo-malthusianisme, qui a reçu

une grande publicité par suite d'une active propagande en France et à l'étranger ;

« Considérant que cette doctrine bien différente de celle de Malthus invite ses disciples non pas à s'abstenir des jouissances sexuelles, mais à les éviter en prenant les précautions nécessaires pour éviter la procréation ;

Considérant que c'est là une théorie immorale et antisociale dont la pratique arrêterait les progrès de l'humanité et serait, pour la nation dans laquelle elle prévaudrait, une cause certaine d'affaiblissement et de décadence ;

Considérant que la réponse de M^{me} N... R... heurte donc ce devoir patriotique sur lequel repose la vie des peuples civilisés et qui a inspiré une grande partie de nos lois. »

Nous avons là, nous paraît-il, des éléments suffisants pour lutter contre la campagne néo-malthusienne. A défaut d'autres armes, nous possédons l'article 1382 du Code civil et la loi de 1898 modifiée par la loi du 20 mars 1908.

Les considérants de la Cour font justice de cette propagande immorale, antisociale et antinationale.

CONCLUSION

Que l'on fasse de grands gestes ou que l'on se permette des railleries à propos de la question qui nous préoccupe, cela n'avance à rien.

Nous avons essayé de décrire le mal de la dépopulation et d'en noter les causes variées.

L'inquiétude s'est emparée de nous à certains moments ; mais le découragement ne nous a pas un seul instant effleuré.

Nous savons que la race française est prolifique et c'est ce qui doit rassurer les alarmistes.

Nous n'avons pas fait œuvre de parti pris : mais s'il est reconnu, par des faits symptomatiques, que le fléchissement du sentiment religieux entraîne un affaiblissement de la natalité, nous souhaiterions que tous les croyants prennent au sérieux la grande et primitive loi de la transmission de la vie.

Il est désirable :

Que les fonctions publiques soient de préférence confiées aux pères de famille et que leur traitement augmente avec le nombre de leurs enfants ;

Que l'on fasse un dégrèvement d'impôts au profit des citoyens au prorata du nombre d'enfants ;

Que des surtaxes soient établies et qu'une majoration des droits de succession soit mise en vigueur pour quiconque n'a pas trois enfants.

Que des conférenciers, les journalistes, les officiers au régiment, les instituteurs dans les cours d'adultes emploient leur talent pour créer un courant d'opinion relativement à la loi de partage ou au régime successoral ;

Que les instituteurs ruraux soient obligés de faire des leçons pratiques d'agriculture, qu'ils inspirent à leurs meilleurs élèves l'amour de la terre et qu'ils leur montrent tout le parti qu'on peut en tirer ;

Que des fonds soient votés pour constituer des dots agraires ; cela presse beaucoup plus que la création des retraites ouvrières. Les vieillards sont dignes d'intérêt : mais ne sont-ce pas les jeunes chefs de famille qui sont les dépositaires de la vie nationale ?

A eux des logements économiques avec un mobilier de culture insaisissable (1).

A eux le vote plural s'ils sont mariés et pères de famille.

A eux des caisses locales et mutuelles de famille,

1. Le Sénat termine la discussion de la loi sur le bien de famille insaisissable.

des caisses de crédit ou de protection contre la mortalité du bétail.

Que l'on élaboré enfin des règlements très précis pour protéger l'enfance en bas âge ; que l'on réprime sévèrement la propagande néo-malthusienne et que l'on édicte des peines très sévères contre toute manœuvre abortive, que l'on applique rigoureusement l'article 317 du Code pénal et la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice illégal de la médecine.

Nous connaissons toutes les objections formulées contre ces mesures : la plus grave et la plus ressassée consiste à les incriminer comme attentatoires à la liberté individuelle.

Ce reproche et beaucoup d'autres ne doivent pas paralyser le législateur mais seulement le tenir pour averti : il faudra de la prudence, du doigté et de la suite dans l'application de ces mesures.

Mais il reste qu'elles s'imposent comme condition de l'existence même de la France.

Vu : Le Président de la thèse
CHARLES GIDE

Vu : le Doyen :
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

A. — **TABLEAU** comparatif des Importations et Exportations de diverses nations de l'Europe, de 1871 à 1904 (valeurs en francs-marchandises seulement) avec le nombre des naissances en sus des décès pendant la période correspondante (moyennes annuelles)

[illegible]

B. — CHIFFRES montrant la progression de la population de diverses nations de l'Europe (jus des Etats-Unis d'Amérique), dans la seconde moitié du XIX^e siècle. (Chiffres extraits des Bulletins de l'Alliance Nationale pour l'accroissement de la population française.)

ROYAUME-UNI (Angleterre, Ecosse, Irlande)	1574	31 884 000	AUTRICHE	1869	20 392 000	HONGRIE	1869	15 509 000	SUISSE	1570	2 669 000	EMPIRE ALLEMAN	1870	40 818 000																																									
	1581	34 881 000		1880	22 444 000		1890	19 723 000		1890	28 846 000		1901	41 454 000	1900	26 407 000	1900	56 395 000	1900	56 395 000	FRANCE	1872	36 102 000	RUSSIE (EUROPE) (sans compter l'Asie)	1885	96 970 000	ITALIE	1874	38 397 000	BELGIQUE	1880	5 520 000	Emp. Rus.	1880	50 165 000	1881	38 133 000	1894	112 890 000	1894	35 450 000	1890	6 062 000	1901	38 566 000	1901	102 000 000	1901	75 359 000						
	1880	22 444 000		1890	19 723 000		1890	28 846 000		1901	41 454 000		1900	26 407 000	1900	56 395 000	1900	56 395 000	FRANCE	1872		36 102 000	RUSSIE (EUROPE) (sans compter l'Asie)		1885	96 970 000		ITALIE	1874		38 397 000	BELGIQUE		1880	5 520 000	Emp. Rus.	1880	50 165 000	1881	38 133 000	1894	112 890 000	1894	35 450 000	1890	6 062 000	1901	38 566 000	1901	102 000 000	1901	75 359 000			
	1890	19 723 000		1890	28 846 000		1901	41 454 000		1900	26 407 000		1900	56 395 000	1900	56 395 000	FRANCE	1872		36 102 000		RUSSIE (EUROPE) (sans compter l'Asie)			1885	96 970 000			ITALIE		1874			38 397 000	BELGIQUE		1880	5 520 000	Emp. Rus.	1880	50 165 000	1881	38 133 000	1894	112 890 000	1894	35 450 000	1890	6 062 000	1901	38 566 000	1901	102 000 000	1901	75 359 000
	1890	28 846 000																																																					
1901	41 454 000	1900	26 407 000	1900	56 395 000	1900	56 395 000																																																
FRANCE	1872	36 102 000	RUSSIE (EUROPE) (sans compter l'Asie)	1885	96 970 000	ITALIE	1874	38 397 000	BELGIQUE	1880	5 520 000	Emp. Rus.	1880	50 165 000																																									
	1881	38 133 000		1894	112 890 000		1894	35 450 000		1890	6 062 000		1901	38 566 000	1901	102 000 000		1901	75 359 000																																				
	1894	112 890 000		1894	35 450 000		1890	6 062 000		1901	38 566 000		1901	102 000 000	1901	75 359 000																																							
	1894	35 450 000		1890	6 062 000		1901	38 566 000		1901	102 000 000		1901	75 359 000																																									
	1890	6 062 000																																																					
1901	38 566 000	1901	102 000 000	1901	75 359 000																																																		

(1) Déficit annuel, c'est-à-dire : Déficit en sus des Maisonnances.

ANNEXE

Projet de taxes sur les célibataires, hommes, et les ménages sans enfants ou n'ayant pas eu d'enfants, par M. le Commandant Mathis, commandant d'artillerie en retraite.

1^o Taxe sur les célibataires à partir de trente ans ; cette taxe serait progressive de 10 francs par an jusqu'à l'âge de quarante-neuf ans inclus, soit 200 francs pour la dernière année de progression ;

2^o Taxe sur les ménages n'ayant pas, ou n'ayant pas eu, un enfant né viable, le mari ayant atteint trente-cinq ans ; cette taxe serait progressive de 12 francs par an jusqu'à l'âge de quarante-neuf ans inclus, soit 180 francs pour la dernière année de progression ;

3^o Taxe sur les ménages n'ayant pas, ou n'ayant pas eu deux enfants nés viables, le mari ayant atteint quarante ans ; cette taxe serait progressive de 2 francs par an jusqu'à l'âge de quarante-neuf ans inclus, soit 20 francs pour la dernière année de progression ;

4^o Seront assimilés à la taxe n^o 3, sur leur demande,

les célibataires qui auraient un enfant vivant reconnu, et exemptés de toute taxe ceux qui auraient deux enfants vivants reconnus. Si ces enfants meurent, leur père ayant plus de cinquante ans, celui-ci continuera à bénéficier des avantages de l'article 4 ;

5° Le produit intégral de ces trois taxes serait spécialement destiné à venir en aide aux familles pauvres, nombreuses et laborieuses, aux enfants abandonnés et aux enfants naturels qui auraient besoin d'être secourus, ainsi qu'aux orphelins. D'ailleurs le devoir de solidarité humaine doit obliger tous les citoyens qui n'ont pas charge de famille à venir en aide aux catégories de citoyens indiquées ci-dessus ;

6° Pourront être exemptés de tout ou partie de la taxe les citoyens dont l'état physique ne leur permettrait pas de subvenir à leurs besoins et dont les revenus annuels seraient au-dessous de 2.000 francs, ainsi que ceux signalés par les autorités compétentes, après enquête, comme trop âgés et pauvres, ou pouvant à peine gagner de quoi se subvenir. Seront exemptés de toute taxe les citoyens occupant un ministère, reconnu par l'Etat, qui leur interdit le mariage.

.

9° Les autorités chargées de faire le classement des catégories de citoyens indiquées à l'article 5 et de déterminer l'allocation qui leur serait destinée, selon le nombre d'enfants, leur âge et la position des parents, seraient désignées par département, et le produit intégral des taxes affecté également aux intéressés du département.

Les allocations seraient, autant que possible, portées au domicile des intéressés par des dames de bonne volonté, fortunées, ou de vieilles demoiselles, de la localité dans les villages, du quartier ou de la rue dans les villes.

Les agents de distributions étant ainsi choisis, il y aurait lieu d'espérer qu'ils pourraient aussi venir en aide, d'eux-mêmes et de leurs deniers, aux familles qu'ils seraient chargés de visiter.

Les taxes ci-dessus, qui paraissent, au premier abord, être assez élevées, sont bien au-dessous des charges qui incombent à un père de famille qui n'a même que deux enfants, et qui est souvent obligé de se priver de bien des choses pour que ceux-ci aient leur petit nécessaire, tandis que les citoyens qui n'ont pas charge de famille ne connaissent pas ces privations et se donnent tous les agréments possibles, inconnus aux familles pauvres et nombreuses et aux déshérités de la société.

M. le Commandant Mathis établit au moyen de longs calculs, que la taxe qu'il propose rapporterait (en tenant compte des modérations et exemptions de taxe pour $\frac{1}{8}$ ou $\frac{1}{4}$ des assujettis) une somme totale de 173.061.197 francs.

Ces 173 millions permettraient approximativement :

« 1^o L'allocation probable de 120 francs par an et par enfant aux familles ayant plus de deux enfants ;

2^o L'allocation probable de 180 francs par an à chaque enfant abandonné ;

3^o L'allocation probable de 300 francs par an et par enfant non reconnu d'une fille devant être secourue ».

*Loi relative à la petite propriété et aux maisons
à bon marché (10 avril 1908)*

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Tous les avantages prévus par la loi du 12 avril 1906 pour les maisons à bon marché, sauf l'exemption temporaire d'impôt foncier, s'appliquent aux jardins ou champs n'excèdent pas 1 hectare.

Les terrains visés au paragraphe précédent bénéficient, en outre, des avantages prévus aux articles ci-après, pourvu :

1° Que la valeur locative réelle du logement de l'acquéreur n'excède pas, au moment de l'acquisition, les deux tiers du chiffre fixé pour la commune, par la commission instituée en vertu de l'article 5 de la loi précitée ;

2° Que le prix d'acquisition, y compris les charges, ne dépasse pas douze cents francs (1.200 fr.) ;

3° Que l'acquéreur s'engage vis-à-vis de la Société qui lui aura consenti un prêt hypothécaire dans les conditions indiquées à l'article 2 de la présente loi, à cultiver lui-même ce terrain ou à le faire cultiver par les membres de sa famille.

Si l'acquéreur est déjà, au moment de l'acquisition, propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti, la contenance et la valeur de ce terrain viennent en déduction des chiffres fixés aux paragraphes précédents.

ART. 2. — Des prêts au taux de 2 0/0 peuvent être consen-

tis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier qui ont pour objet :

1^o De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la présente loi des prêts hypothécaires individuels, destinés soit à l'acquisition de champs ou jardins dans les termes indiqués à l'article 1^{er}, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché ;

2^o De faire des avances aux Sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la loi du 12 avril 1906, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent.

ART. 3. — Chacun des emprunteurs visés à l'article 2 doit remplir les conditions suivantes :

1^o Posséder, au moment de la conclusion du prêt hypothécaire, le cinquième au moins du prix du terrain ou de la maison ;

2^o Passer avec la caisse nationale d'assurance en cas de décès un contrat à prime unique garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de sa mort, le montant de cette prime pouvant être incorporé au prêt hypothécaire ;

3^o Être muni d'un certificat administratif constatant qu'il a été satisfait aux conditions imposées, soit par l'article 1^{er} de la présente loi s'il s'agit de l'acquisition d'un champ ou d'un jardin, soit par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 s'il s'agit de l'acquisition ou de la construction d'une maison individuelle ; dans ce dernier cas, l'emprunteur doit également

obtenir, avant la conclusion du prêt, le certificat de salubrité prévu à l'article 5 de la loi de 1906 précitée.

ART. 4. — Pour obtenir des prêts de l'État les sociétés régionales de crédit immobilier devront se constituer sous la forme anonyme et au capital minimum de deux cent mille fr. (200.000 fr.).

Les actions ne pourront être libérées de plus de moitié, à moins d'autorisation spéciale donnée par décret, sur la proposition du ministre des Finances et du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Le dividende annuel à servir aux actionnaires ne devra pas dépasser 4 o/o.

Les sommes restant dues par une Société ne pourront dépasser le chiffre obtenu en ajoutant au quadruple de la partie versée du capital social le montant de la partie non appelée.

ART. 5. — Les sociétés locales de crédit immobilier qui rempliront les conditions requises aux articles 2 et 4 pourront bénéficier des dispositions de la présente loi.

ART. 6. — Le total des avances que pourra faire l'Etat aux sociétés de crédit immobilier, dans les conditions de la présente loi, est fixé à cent millions de francs (100 millions).

Le ministre des Finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances seront représentées par des

titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement, au taux fixé pour le tarif de ladite caisse, conformément à l'article 12 de la loi du 20 juillet 1886, et en vigueur au moment de la réalisation de chaque avance.

Les prêts aux Sociétés sont effectués, pour le compte de l'Etat, par la Caisse nationale des retraites, sur la désignation d'une commission spéciale instituée auprès du ministère du Travail par l'article 8 de la présente loi. Les frais d'administration afférents à ce service sont remboursés chaque année à la Caisse nationale.

ART. 7. — Les remboursements à effectuer par les Sociétés sont passibles d'intérêts de retard calculés au taux de 4 o/o à partir de leur échéance, s'ils n'ont pas été opérés dans le mois de cette échéance.

Le recouvrement des sommes non remboursées dans un délai de trois mois et des intérêts de retard y relatifs est poursuivi par l'agent judiciaire du Trésor.

ART. 8. — La commission d'attribution des prêts est nommée par décret sur la proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale pour une durée de cinq ans ; elle est composée de seize membres, ainsi qu'il suit :

Le ministre du Travail, président ;

Deux sénateurs ;

Deux députés ;

Un membre du Conseil d'Etat ;

Un membre de la Cour des comptes ;

Deux fonctionnaires du ministère des Finances ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ou son délégué ;

Le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ou son délégué ;

Le directeur de l'Hydraulique et des améliorations agricoles ou son délégué ;

Deux représentants des sociétés régionales de crédit immobilier.

Deux membres du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Le décret désigne le vice-président de la commission, ainsi qu'un chef ou sous-chef de bureau du ministère du Travail et de la prévoyance sociale qui remplit les fonctions de secrétaire.

ART. 9. — En ce qui concerne les contrats d'assurance temporaire que les emprunteurs hypothécaires doivent passer avec la Caisse nationale d'assurance, en cas de décès, conformément à l'article 3 de la présente loi, le proposant sera soumis à la visite du médecin désigné par elle.

Toutefois, il en sera dispensé lorsqu'il aura, deux ans au moins avant l'acquisition de la maison, du champ ou du jardin, formé une demande d'assurance et opéré à la Caisse nationale un versement égal à 10/0 du capital à garantir, sans que la somme versée puisse être inférieure à 10 francs. La souscription de la police devra être effectuée dans un délai d'une année après l'expiration de la période de deux ans visée ci-dessus, et la somme versée viendra en déduction de la prime unique. Si la police n'est pas souscrite dans le délai

fixé, le versement restera acquis à la caisse nationale.

ART. 10. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du ministre du Travail et du ministre des Finances, déterminera toutes les mesures propres à assurer l'application des dispositions qui précèdent, et notamment :

1° Les clauses que devront contenir les statuts des sociétés de crédit immobilier pour que ces sociétés puissent recevoir après avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché, l'approbation du ministre du Travail, en vue de bénéficier des faveurs accordées par la présente loi et par celle du 12 avril 1906, ainsi que les conditions dans lesquelles serait retirée cette approbation aux sociétés qui ne se conformeraient pas à la présente loi ;

2° Le mode et le délai d'établissement du certificat administratif visé à l'article 3 ;

3° Les conditions dans lesquelles la caisse d'assurance en cas de décès effectuera les opérations d'assurance visées aux articles 3 et 9 ;

4° Les dispositions qui devront être insérées dans les contrats passés entre la Caisse nationale des retraites opérant pour le compte de l'Etat, et les sociétés de crédit immobilier, en vue d'assurer l'exécution de la présente loi.

ART. 11. — Les opérations effectuées par les caisses d'épargne, en exécution de l'article 10 du 20 juillet 1895 et de l'article 16 de la loi du 12 avril 1906, pourront être faites au taux réduit de 2 o/o, lorsqu'elles seront faites au profit de personnes remplissant les conditions requises par l'article 3 de la présente loi.

ART. 12. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 avril 1908.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

*Le ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

RENÉ VIVIANI

Le ministre des Finances,

J. CAILLAUX

BIBLIOGRAPHIE

Bertillon. — Le problème de la dépopulation : La natalité en France et les moyens employés pour la relever.

Bulletin de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française.

Couderlier. — Les lois de la population.

Cauwès. — Cours d'économie nationale (1904-1905).

Cheysson. — La question de la population en France.

A. Dumont. — Natalité et démocratie, dépopulation et civilisation.

Charles Gide. — Malthus et la doctrine. *Revue du Christianisme social.*

Guérillon. — Les villes meurtrières.

Journal officiel. — Débats et documents parlementaires.

Lancry. — La commune de Fort-Mardyck.

Le Play. — La réforme sociale.

Lemire. — Le coin de terre et le foyer.

Levasseur. — La population française.

La Réforme sociale (Massin).

J. Méline. — Le retour à la terre et la surproduction industrielle.

Piot. — La Dépopulation.

Sinard et Riclet. — Rapport sur les causes physiologiques
de la diminution de la natalité en France.

Strauss. — Dépopulation et puériculture.

Souchon. — La propriété paysanne (1903-1904).

Travaux de la commission extra-parlementaire de la dépo-
pulation.

Vandervelde. — L'exode rural et le retour aux champs.

Vanneufvi l'. — L'émigration meurtrière.

Young. — Le problème de la dépopulation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5
INTRODUCTION.	7
LA SITUATION DE FAIT.	9
La France.	9
Les autres nations	12
LES CONSÉQUENCES	17
Au point de vue économique.	17
Augmentation du nombre des étrangers	21
Les campagnes manquent d'ouvriers agricoles	22
Affaiblissement des plus-values d'impôts.	22
Méventes	23
Au point de vue militaire.	24
LES CAUSES	26
Est-ce une disparition du sentiment religieux?	30
L'alcoolisme et les conditions défavorables dans lesquelles travaillent les femmes. — Le service militaire. — L'immoralité.	35
La stérilité volontaire	39
L'égoïsme et l'ambition des parents pour leurs enfants	47
Le fonctionnarisme.	62
Le divorce	65

L'exode rural	72
La propagande néo-malthusienne	80
MESURES A OPPOSER.	83
Mesures concernant les services publics.	91
Dégrèvements d'impôts	97
Impôts de repopulation, sur les célibataires et mé-	
nages sans enfants	104
Modification des impôts de succession	110
Mesures relatives au service militaire	112
Modifications à apporter au Code civil.	113
Proposition Toutée.	120
La dot agraire	140
Impôt progressif sur la propriété.	155
Retraites ouvrières proportionnées au nombre des	
enfants	158
Mesures relatives à la répression de la stérilité volon-	
taire	161
Mesures relatives à la puériculture. — Assistance aux	
mères de famille.	169
De quelques autres mesures. — Modifications de la loi	
sur les accidents professionnels. — Projet du	
colonel Marchand. — Bourses des lycées et	
collèges.	173
Les logements économiques pour les familles nom-	
breuses	178
Malthus et les néo-malthusiens	182
CONCLUSIONS.	202

